

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *Oeuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Oeuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Isabelle Longuet, secrétaire,
Paule Gautier, responsable des *Cahiers* et trésorière

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Paule Gautier, 63 rue Thiers 38000 Grenoble

ABONNEMENT

Abonnement de soutien 250 F, 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demis tarif pour les - de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

France : 4 N^{OS} (1an) 100 F

Particuliers :

France : 4 N^{OS} (1an) 200 F

France : 8 N^{OS} (2ans) 400 F

Etranger : 4 N^{OS} (1an) 250 FF

Etranger : 8 N^{OS} (2ans) 500 FF

Institutions :

France : 4 N^{OS} (1an) 300 F

France : 8 N^{OS} (2 ans) 600 F

Etranger : 4 N^{OS} (1an) 350 FF

Etranger : 8 N^{OS} (2 ans) 650 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de
50 frs pour les abonnés (prix public de 70 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international, sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de GAUTIER - CLT
à adresser à Gautier Paule CLT - 63 rue Thiers - 38000 Grenoble - France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Paule Gautier

Publié avec le concours du Centre National des Lettres et de
l'Université des Sciences Sociales de Grenoble

cahiers LEON TROTSKY

N° 44

Décembre 1990

TROTSKY EN URSS AUJOURD'HUI

Présentation 3

ARTICLES

Pierre Broué — Le Retour (Tournant de l'histoire en URSS) 5

V.P. Danilov — Nous commençons à connaître Trotsky 52

N.A. Vassetsky — Trotsky commissaire du peuple aux affaires étrangères 63

A.V. Pantsov — La nouvelle école de la falsification 93

M.A. Podchtchékoldine — Sur la voie du « pouvoir exorbitant » ou les débuts du stalinisme 107

POEME

V. Effenberger — Les larmes de Trotsky 112

M.W. — Du nouveau sur l'assassinat de Trotsky 114

M.W. — Victimes de Staline en 1941 116

DOCUMENT

Natalia Trotsky — Lettre au général Lázaro Cárdenas 117

NOTE DE LECTURE

| | |
|---|-----|
| M.W. — Agis Stinas, <i>Mémoires. Un révolutionnaire dans la Grèce du XXe siècle</i> | 118 |
| J.Y. Boursier — <i>Le sang de l'étranger</i> | 121 |

COURRIER DES LECTEURS

| | |
|---|-----|
| Al Richardson — sur la biographie de Louis Sinclair | 123 |
| J. Archer — sur la biographie de Healy | 124 |

LES DEPARTS

| | |
|-----------------------------------|-----|
| Hal Draper (1914-1990) | 125 |
| Jake Cooper (1917-1990) | 126 |

Institut Léon Trotsky

Trotsky en URSS aujourd'hui

Ce numéro des *Cahiers Léon Trotsky* est le premier d'une série de numéros consacrés aux premières conséquences de ce que les soviétiques appellent aujourd'hui « le retour ». A l'exception d'un article de notre directeur, il est tout entier l'oeuvre d'historiens soviétiques et composé en grande partie d'études destinées par leurs auteurs à notre revue.

Il s'ouvre par un article de Pierre Broué qui trace le panorama des changements intervenus dans l'« histoire » en URSS, de ce que les soviétiques ont appris et que nous savions, de ce que nous avons appris aussi en même temps qu'eux. Il porte précisément comme titre « Le Retour » et en sous-titre « Tournant de l'Histoire en URSS ». C'est le résultat d'un gros travail ingrat, mais nous espérons qu'il rendra beaucoup de services car il donne des clés.

Le second article est celui de Viktor Pétrovitch Danilov et il a paru dans *EKO*. Intitulé « Nous commençons à connaître Trotsky », il constitue la réaction du grand historien — à notre connaissance la seule publiée en URSS — à la publication du travail de Pierre Broué sur Trotsky. Viktor Pétrovitch en profite pour élargir le débat et cite longuement des extraits d'une intervention de Trotsky au comité central en octobre 1923, que nos lecteurs ne connaissent pas.

Nous avons ensuite une surprise ; un article de N.A. Vassetsky que nos lecteurs connaissent bien pour les critiques auxquelles il a été soumis dans cette revue en tant que représentant de toujours de l'anti-trotskyisme en URSS. N.A. Vassetsky nous a adressé cet article spécialement prévu pour les *Cahiers Léon Trotsky* et nous le publions bien volontiers : la position occupée par cet auteur dans le PCUS et la publication de son article ici signifient très clairement que les historiens soviétiques peuvent librement travailler avec nous. « Trotsky commissaire aux affaires étrangères » peut et doit être critiqué, mais

Photo de couverture :

Un journal russe parle de Trotsky en 1990.

nous ne l'avons pas fait dans ce numéro, à la fois par courtoisie et parce que nous pensons que nos lecteurs en sont capables.

En revanche, nous l'avons fait suivre d'un article du jeune historien soviétique A.V. Pantsov sur « la nouvelle école de falsification » — au titre significatif, rappelant celui de l'ouvrage de Trotsky contre les falsificateurs staliniens — dans lequel il soumet à une critique scientifique sévère la méthode employée par D.A. Volkogonov et par N.A. Vassetsky lui-même dans leurs travaux sur Trotsky.

Le dernier article est dû à notre ami le chercheur A.M. Podchtchékoldine, de l'IML, déjà connu de nos lecteurs par sa présentation de *Cours nouveau*. Il est consacré à la genèse du stalinisme et balaie bien des bavardages en montrant une construction pratique et matérielle d'organe de pouvoir par les hommes au pouvoir. Il règle aussi des problèmes de périodisation : non, le stalinisme n'est né directement ni de la guerre civile, ni de Cronstadt ! Des extraits en ont été publiés dans la revue soviétique *Argumenty i fakty*, mais nous publions ici la version intégrale de ce travail, historique dans tous les sens du terme, pour la première fois.

Tous les articles traduits du russe l'ont été par Isabelle Longuet.

Nous avons donné en annexe une lettre de 1940 adressée par Natalia Sedova au président mexicain Cárdenas. Cette lettre, récemment découverte par l'historien et militant Adolfo Gilly dans les archives de ce dernier, a été lue à Mexico à la cérémonie officielle commémorant l'attentat le 20 août 1990. Elle a été publiée le lendemain dans les *Izvestia* et est traduite ici de l'original.

Ajoutons que le prochain numéro sur « Trotsky en URSS aujourd'hui » comportera de nouveaux articles de nos amis soviétiques, des anciens et les nouveaux. Nous publierons également prochainement les textes politiques, les lettres et interventions au comité central de Trotsky récemment publiées en URSS et qui ne se trouvent pas dans ses archives en Occident : un matériau tout neuf pour l'historien.

Pierre Broué

Le Retour

Tournant de l'histoire en URSS.

Dans son travail pionnier sur *Politique et Histoire en Union soviétique*, paru en 1971, Mrs Nancy Whittier Heer, étudiant la fonction spécifique de l'histoire du PCUS, notait qu'elle relevait de la nécessité d'une « révision constante pour mettre le passé en accord avec l'actualité politique »¹. Zbigniew Kowalewski écrit de son côté qu'« en Union soviétique, les questions d'histoire, même très lointaines, étaient devenues partie intégrante de la doctrine du parti au pouvoir et de l'Etat, au point que l'adhésion à une thèse d'histoire pouvait tracer une ligne de clivage entre le pouvoir et la dissidence, entre la légalité et le crime »².

En 1989, M.S. Gorbatchev étant entretemps devenu secrétaire général, l'historien soviétique A.M. Podchtchékoldine assure qu'en URSS, l'histoire du parti « constitue une sorte d'ossature non seulement de l'histoire politique, mais de l'histoire sociale et économique de l'URSS »³.

L'histoire soviétique sous Staline n'a eu d'autres fonctions que de glorifier le maître, ses serviteurs et alliés et de vilipender ses adversaires. Elle avait à démontrer la continuité de Lénine à Staline à travers le parti qui avait permis à la Patrie soviétique et la Révolution de résister aux assauts de ses ennemis, traîtres et ennemis de l'intérieur, « fractionnistes » et « anti-parti ».

Les quatre années écoulées nous ont permis d'assister à la révision la plus radicale qu'ait jamais connue l'histoire soviétique. Nouveauté ? Cela n'empêche pas de constater qu'il s'agissait bien, initialement, pour les dirigeants du pays, de « mettre le passé en accord avec l'actualité politique » — disons, de récrire l'histoire en fonction des besoins de la direction gorbatchévienne du PCUS. En est-on resté là ? C'est ce qu'ont pensé et affirmé dès le début une série d'auteurs occidentaux.

1. N. Whittier Heer, *Politics and History in Soviet Union*, p.31

2. *Hérodote*, 54-55, « Les Marches de la Russie », p. 127.

3. A.M. Podchtchékoldine, « Prolog Tragedia », *Molodoi Kommunist*, 8, 1988.

La « soviétologie » occidentale

Or tout ce qui, dans le champ de l'activité historique en URSS, n'était pas privilégié en 1987, du point de vue de l'accès aux sources, n'avait pas d'autre recours que de se tourner vers la littérature historique étrangère pour essayer d'y trouver la clé de l'histoire de son propre pays. Et ce n'était pas sans conséquences.

Dans un petit ouvrage très dense intitulé *Rethinking the Soviet Experience* (En repensant l'expérience russe), qui traite des rapports entre politique et histoire en URSS depuis 1917, l'historien américain Stephen Cohen a résumé avec esprit les croyances « orthodoxes », de la fin des années 40 au début des années 60, de cette soviétologie occidentale qu'il qualifie de « contre-communiste ».

Il reconstitue l'histoire de l'URSS telle que la voit la science historique occidentale, officielle, académique. C'est une conception d'ensemble qui, à la différence de la conception soviétique, ne varie guère. Au point de départ, le parti bolchevique, « un parti minuscule, représentatif, déjà ou de façon embryonnaire, du totalitarisme », qui a « usurpé » le pouvoir en 1917. Ses méthodes, personnifiées par Lénine, sont celles de la « politique du monopole », « tactique impitoyable, orthodoxie idéologique, dogmatisme programmatique et organisation bureaucratique centralisée ». Aux yeux des historiens de cette école, « après la retraite temporaire de la Nep, la collectivisation et l'industrialisation forcées ont été accompagnées de la totalitarisation de la société par la terreur de masse et l'expansion des structures de contrôle bureaucratique »⁴.

Stephen Cohen démontre sans peine que, sur la base des théories qui sous-tendent cette interprétation, celle de la « continuité ininterrompue » et celle de la « logique interne du totalitarisme », la soviétologie « contre-communiste » exclut l'histoire véritable et ignore les contradictions de la politique réelle comme de la vie. Il souligne à quel point les études académiques sur l'URSS en Occident ont été du coup imprégnées de ce qu'il appelle un « esprit de croisade » contre-communiste⁵.

Avec beaucoup de verve, l'historien de Princeton énumère les postulats de cette soviétologie, les thèses de la « continuité », de la « ligne droite », du « processus inévitable » ou encore des « processus incontournables », en un mot tous les lieux communs utilisés aujourd'hui jusqu'à plus soif par les *media* à la suite des « soviétologues » de cette école.

En fait, la fin de la Guerre froide a nuancé ce tableau contrasté, et Stephen Cohen en est la preuve vivante, lui qui est, après Moshé Lewin, un des plus brillants porte-drapeau de la « nouvelle soviétologie ». L'image reste pourtant solidement ancrée dans le discours des journalistes et commentateurs comme des hommes politiques, dans les ouvrages de vulgarisation comme les manuels scolaires, et elle nourrit des idées toutes faites présentées comme évidentes sur

4. S. Cohen, *Rethinking the Soviet Experience*, pp.21-22.

5. *Ibidem*, pp.20-22.

l'équivalence bolchevisme = léninisme = stalinisme, sur « l'essence totalitaire du communisme », sur le caractère « sanglant » de « l'utopie »⁶ qui a porté les bolcheviks au pouvoir et, finalement, aujourd'hui, sur « la faillite » du socialisme, la victoire « finale » du libéralisme économique et politique.

Bien entendu, cette historiographie « contre-communiste » ne résume pas toute l'histoire de l'URSS en Occident. Il ne saurait être question de négliger les travaux d'historiens attachés aux principes démocratiques et aux méthodes scientifiques d'investigation comme E.H. Carr, R.W. Davies, Alec Nove, Moshe Lewin, ni, bien entendu, l'historiographie marxiste anti-stalinienne dont Léon Trotsky est évidemment le phare et dans la tradition de laquelle s'inscrivent des hommes comme Victor Serge et, après la Deuxième Guerre Mondiale, Isaac Deutscher et quelques autres.

Il reste que, vue sous cet angle, l'ouverture de l'histoire en URSS est plus complexe qu'il n'y paraît au premier abord. Le spécialiste soviétique ne va évidemment pas aujourd'hui se contenter de connaître l'*Abrégé*, même remis à jour, voire profondément transformé. Il va connaître aussi désormais les auteurs occidentaux de tous bords et de toutes nuances, en commençant par ceux du « contre-communisme ». A n'en pas douter, il se trouve déjà pas mal d'historiens soviétiques pour suivre Alexandre Nekritch qui assurait dans une interview :

« Les idées générales de la société socialiste appartenaient à Lénine ; Staline a réalisé ces idées d'une manière brutale, rigoureuse, qui lui était propre. Les idées étaient de Lénine mais le Parti a soutenu les méthodes stalinienne » (*Les Nouvelles de Moscou*, 43, 20 octobre 1989).

Et le soviétique Vladlen Loguinov de l'interroger : « Pourquoi donc staliniser Lénine ? » (*ibidem*).

Nous ne doutons pas qu'il s'agisse avant tout de la recherche de la vérité historique. Mais il s'agit aussi dans cette recherche d'intérêts spécifiques. Intérêts des gouvernants qu'effraie ce qu'ils appellent le chaos et qui est parfois une révolution. Intérêts des gouvernants dans les « enseignements » que les nouvelles générations croient trouver ou trouvent dans les « leçons du passé ». Servilité de tant d'historiens comme ceux qui découvrent en chœur aujourd'hui le caractère obsolète de la révolution. Bref, intérêt de tous ceux qui défendent une conception de la société et de la forme du gouvernement et entendent les imposer à une majorité en se justifiant par ce qu'ils appellent eux aussi les « leçons » de l'expérience russe. Dans ce domaine se nouent les alliances les plus cocasses au premier abord.

6. Voir le livre *L'Utopie au Pouvoir*, de M. Heller et A. Nekritch, avec ses délires dignes de Pamiat au sujet de l'« invention » par les bolcheviks des camps de concentration, du baptême du Goulag par Trotsky et autres contre-vérités grossières, qui sont avalées par les « gogos » et même d'autres comme venant de « spécialistes ».

Pour prendre un exemple, on a pu voir dans *Les Dossiers de l'Écran* du 7 novembre 1989 l'historien soviétique et ex-gorbatchévien de gauche Iouri Afanassiev tomber d'accord avec l'ex-stalinien, aujourd'hui homme de droite, Alain Besançon, directeur d'études et PDG d'une entreprise de produits pharmaceutiques, sur les thèmes « anticommunistes » les plus éculés comme l'équivalence Lénine = Trotsky = Staline = Goulag.

En revanche, on relèvera aussi qu'alors que, dans un de ses derniers écrits, Trotsky, à propos de la répression menée contre le peuple par Staline et ses bureaucrates, parlait de « guerre civile préventive », l'historien soviétique Mikhail Gefter, maître à penser de consciences rigoureuses d'historiens soviétiques, déclarait en 1988 que, selon lui, le stalinisme avait été avant tout « une guerre civile permanente ».⁷

En d'autres termes, pour les historiens soviétiques, le « dégel » de l'histoire, son « écriture nouvelle », n'est pas une lutte manichéenne entre « l'ancien et le nouveau », mais un tourbillon, une spirale infiniment plus complexe où se heurtent, se croisent et interfèrent courants soviétiques ou étrangers, communistes authentiques et les mille et une espèces de contre-communistes, qu'ils soient d'origine bourgeoise-libérale ou stalinienne soviétique.

Gorbatchev et le cadrage de la « nouvelle écriture »

Déjà une première fois en juillet 1987, M.S. Gorbatchev avait pris la parole devant les historiens. Fait remarquable, il s'était abstenu de se prononcer sur des questions précises, sauf sur les événements de 1936-1938, à savoir la grande purge, qu'il condamnait.

Le 2 novembre 1987, c'est à la face du monde qu'il s'est exprimé, « cadrant » la révision de l'histoire dans un discours prononcé à l'occasion du 70e anniversaire d'Octobre.⁸

Il établit pour commencer ce qu'il appelle trois nécessités pour « juger le passé » tout en gardant « le sens des responsabilités » et pour « se fonder sur la vérité historique ». Il s'agit d'abord de « l'importance des années écoulées pour l'État et pour le socialisme ». Ensuite, il indique que les années en discussion sont au cœur de longs débats dans le cours desquels certains cherchent à discréditer le socialisme. Enfin, il souligne l'existence en URSS d'un besoin d'« appréciations véridiques » permettant de « rendre justice » au passé, « tirer des leçons des erreurs et déconvenues » et ainsi « faire avancer la perestroïka ».

Le chef du parti passe en revue les problèmes historiques. Il distingue plusieurs périodes.

7. M.Ia. Gefter, entretien avec G. Pavlovsky, « Staline est Mort Hier », *L'Homme et la Société*, 2/3, 1988.

8. Les citations qui suivent sont extraites de la *Pravda* du 3 novembre 1987.

La première est celle de la « défaite des oppositions ». Ses verdicts sont sommaires. Le trotskysme était un « courant politique dont l'idéologie s'abritait derrière une phraséologie de gauche », mais qui, « en réalité, capitulait et qu'il a fallu démasquer ». L'alliance des « trotskystes » avec Zinoviev et Kamenev provoqua « des discussions sans fin » avec le « noyau dirigeant » conduit par Staline qui, lui, « défendait le léninisme ». A la fin des années vingt, les partisans de Boukharine, quant à eux, « sous-estimaient le facteur temps » mais « ont bien vite reconnu leur erreur ». Le parti s'est alors engagé dans l'industrialisation, « seule voie possible, même si elle était d'une dureté inimaginable ».

Selon le successeur de Staline et de Brejnev, la deuxième période de l'histoire soviétique est celle des succès de l'industrialisation et des dommages qui leur sont liés : système administratif de commandement, renforcement de la bureaucratie, attention insuffisante à la paysannerie. Il mentionne ce qu'il appelle les « excès » de la collectivisation et assure qu'ils pouvaient être évités.

Sur les grandes purges, Gorbatchev est tout à fait net. Ce fut de la part de Staline « une faute immense et impardonnable », et cela doit servir de leçon aux générations futures. Le processus de réhabilitation commencé sous Khrouchtchev et interrompu sous Brejnev doit être repris. Il insiste :

« Nous devons d'autant plus accomplir cette tâche que d'aucuns tentent encore de nier les points névralgiques de notre histoire. Nous ne pouvons l'accepter, non seulement parce que ce serait mépriser la vérité, manquer à la mémoire de ceux qui ont été victimes des illégalités et de l'arbitraire, mais aussi parce que seule une analyse véridique nous aidera à mener à bien les tâches qui sont les nôtres aujourd'hui : la démocratisation, la légalité, la transparence et l'élimination de la bureaucratie, bref, tous les problèmes fondamentaux de la perestroïka ».

Le dernier point d'histoire abordé dans le « cadrage » de M.S. Gorbatchev est le pacte germano-soviétique dont il répète, après ses prédécesseurs, qu'il a sauvé non seulement le socialisme mais l'indépendance de l'URSS.

Dans les mois qui suivent, M.S. Gorbatchev revient à deux reprises sur l'importance de l'étude de l'histoire. Le 8 janvier 1988, il souligne qu'elle est nécessaire pour connaître la cause des succès et des « erreurs majeures et tragiques » de l'histoire soviétique. Il assure :

« Maintenant que nous connaissons vraiment mieux notre histoire, nous connaissons les racines de bien des phénomènes qui nous ont troublés récemment et qui étaient les causes des décisions sur la nécessité de la perestroïka »⁹.

Il n'oublie pas de mettre en garde contre ce qu'il appelle « l'exagération » et la recherche du « sensationnel » dans les « découvertes », mais insiste sur le fait que son rapport du 2 novembre ne peut être tenu pour le dernier mot de l'histoire en URSS :

9. *Pravda*, 13 janvier 1988.

« L'interprétation de notre histoire que nous avons réalisée en préparant le 70e anniversaire d'Octobre n'est pas gelée une fois pour toutes. Elle sera approfondie et développée au cours de la recherche ultérieure ».

Au cours du comité central du 18 février 1988 enfin, il revient sur la méthode pour dire qu'il faut « renoncer définitivement à l'héritage dogmatique, bureaucratique et volontariste » et préconise « l'analyse critique, n'esquivant rien, ne cachant rien, n'ayant peur d'aucune vérité ». Il assure et il rassure :

« Les questions de théorie ne peuvent ni ne doivent être réglées par quelque décret que ce soit. Nous avons besoin de la libre concurrence des esprits ».¹⁰

En fait, le développement de la discussion avait déjà depuis longtemps débordé le cadre, contredit au lieu d'« approfondir et de développer » et l'on peut même penser que le cadrage lui-même avait servi d'accélérateur à ce débordement.

La portée du discours

Le fait que le secrétaire général ait en personne cadré le renouveau de l'histoire indique bien qu'en dépit de la dimension exceptionnelle du phénomène auquel nous assistons aujourd'hui, il est au départ du même ordre que l'aménagement de l'histoire par ses prédécesseurs depuis Staline.

De ce point de vue, on n'est guère convaincu par Lilly Marcou¹¹ quand elle écrit que « la lecture de l'histoire faite par Gorbatchev est bien différente de celle de Khrouchtchev [...] ou de celle de Deng Xiaoping » et quand elle assure que « le survol gorbatchévien est plein de nuances, de touches et de retouches »¹².

Lilly Marcou penche pour la radicale nouveauté de la démarche gorbatchévienne :

« Le discours de Gorbatchev sur l'histoire est avant tout une invitation à l'enquête, à la recherche, un appel aux spécialistes afin qu'ils se mettent à leur table de travail. Loin de vouloir imposer une ligne politique à laquelle les historiens seraient tenus de rester fidèles, loin d'indiquer jusqu'où on peut aller dans la critique et quelles sont les aires à privilégier, Gorbatchev se contente de donner son point de vue et appelle à une nouvelle écriture historique »¹³.

Relevons que l'historienne de la FNSP accepte ainsi de placer le débat sur l'histoire dans le cadre proprement stalinien en acceptant comme allant de soi

10. *Pravda*, 19 février 1988.

11. Lilly Marcou, « L'actuel débat sur l'histoire en URSS », *Cosmopolitiques*, 13, 1989.

12. *Ibidem*, p. 147.

13. *Ib.*, p.148.

le fait que, en donnant le premier son point de vue, le secrétaire général soit le premier à s'exprimer sur les questions historiques et qu'un appel de lui apparaisse nécessaire pour « une nouvelle écriture historique ». Ainsi, signale-t-elle, sans doute involontairement, les limites initiales de la « nouveauté » qu'elle proclame.

Scénario et improvisation

Nous avons vu les précisions apportées par Gorbatchev après son discours du 2 novembre. En fait, les conditions même de la « nouvelle écriture » de l'histoire ont été bouleversées par la discussion qui a fait rage à partir de janvier 1988 et dont on peut légitimement douter qu'elle ait réellement été la bienvenue pour le chef du Parti.

C'est la publication dans *Znamia* de janvier 1987 de la pièce de Chatrov, « Plus loin, plus loin, plus loin... », sous-titrée « version d'auteur des événements qui se sont produits le 24 octobre 1917 et beaucoup plus tard », qui a été le détonateur. On y trouve une présentation de Trotsky par lui-même et l'information selon laquelle il a été assassiné par l'agent de Staline Ramón Mercader, le discours de Kamenev à la XIVe conférence dénonçant la pose de « chef » de Staline et le « culte » dont il est déjà l'objet, l'avertissement de Rosa Luxemburg que reprendra un article d'Aleksandr Egorov :

« Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie dépérit dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente où la bureaucratie est le seul élément qui reste actif » (*Literaturniaia gazeta*, 28 octobre 1987).

La réaction est vive et immédiate. D'abord dans la *Pravda*, que dirige le conservateur Viktor Afanassiev, puis dans *Sovietskaia Rossia* sous la plume de l'historien réformiste V.V. Jouravlev (*Pravda*, 28 janvier 1988). Trois historiens conservateurs attaquent furieusement Chatrov dans la *Pravda* du 15 février 1989, provoquant une réponse de lui et de quelques-uns de ses amis dans la *Pravda* du 29 février. Mais la vraie bombe est lancée le 13 mars 1987 avec la publication dans *Sovietskaia Rossia* d'une lettre d'une page entière de Nina Andreeva, enseignante de Leningrad. Visiblement porte-parole des « conservateurs » critiques de Gorbatchev, cette dernière compare le point de vue de Chatrov à celui de Boris Souvarine — considéré par les staliniens comme traître et renégat —, parle des « accusations tendancieuses » de Chatrov contre Staline, comme d'avoir été impliqué dans le meurtre de Kirov ou le rigoureux isolement auquel il aurait soumis Lénine dans les derniers jours de sa vie.

Dans une référence aux sources des attaques contre les anciens dirigeants — c'est évidemment de Staline qu'il s'agit —, Nina Andreeva énumère ceux qu'elle appelle les anti-communistes professionnels d'Occident et leur

« prétendu mot d'ordre démocratique de l'anti-stalinisme », les débris des classes défaites incluant les *nepmen*, les *basmatchi*, les koulaks et « les successeurs spirituels des mencheviks, Dan et Martov, Trotsky et Iagoda » — tous les quatre juifs, ce qui n'est évidemment pas un hasard.

Andreeva n'était pas seule et tout semble indiquer que l'initiative qui aboutit à la publication de sa lettre impliqua un certain nombre de conservateurs au plus haut niveau — ce qui peut expliquer son exceptionnelle diffusion et le fait qu'elle fut « traitée comme une directive » et publiée dans toute la presse d'URSS. Le 5 avril, la *Pravda* entrait dans le débat avec une lettre d'une page entière, non signée, de réponse à Andreeva intitulée : « Les Principes de la perestroïka : une façon révolutionnaire d'aborder pensée et action », généralement attribuée à A.N. Iakovlev et qui, en tout cas, reflète le point de vue de Gorbatchev. Pour ce texte, le véritable manifeste contre la perestroïka qu'est la lettre d'Andreeva n'est, dans le domaine de l'histoire, qu'une justification du fait accompli. Andreeva est accusée d'avoir remis en question le jugement du Parti sur Staline sans l'ombre d'un argument.

C'est à cette époque — y a-t-il un rapport direct avec ces incidents, c'est peu probable, mais peut-être a-t-on voulu empêcher le processus engagé d'aller plus loin ? — que sont annoncées publiquement les réhabilitations en série des victimes des grands procès des années trente et, après celles du troisième procès incluant Boukharine, celles des deux premiers procès, le 13 juin.

Par ailleurs, les institutions historiques voient de nouveaux personnages accéder aux leviers de commande du travail administratif et du contrôle sur la recherche. Par exemple, les nominations de G.L. Smimov, V.V. Jouravlev, V.A. Grigoriev, permettent que s'expriment plus librement, dans les institutions qu'ils vont diriger, des hommes jusque là muselés. On voit en particulier apparaître quelques-uns des disciples de Mikhail Iakovlévitch Gefter, ce grand historien réduit au silence pendant la période de Brejnev, appelée désormais « la stagnation » : certains, parfois « réfugiés » dans d'autres périodes historiques et d'autres pays que l'URSS d'après 1917, ont acquis quelque autorité et vont se faire entendre.

L'étudiant D.G. Iourassov révèle dans le cours d'une réunion publique au mois d'avril l'existence de son fichier de dizaines de milliers de noms de personnes arrêtées (*Russkaia mysl*, 29 mai 1987). L'historien militaire V.D. Polikarpov publie un long article très documenté sur F.F. Raskolnikov, héros d'Octobre, marin, puis diplomate, qui refusa de revenir lors de son rappel par Staline et mourut à Paris en septembre 1939 (*Ogoniok*, 26, 1987).

C'est à ce moment que l'historien V.P. Danilov, dont l'autorité est à juste titre considérable, publie trois articles sur la collectivisation (*Pravda*, 7 août, *Sovietskaia Rossia*, 11 octobre, *Kommunist*, 18 novembre 1987), malgré ses démêlés avec la *Pravda* qui charcute. L'axe de son travail est que la collectivisation n'avait de sens que volontaire, et que l'une des conséquences de son caractère forcé fut la famine dans les campagnes, dont il juge qu'elle constitua « le plus terrible crime de Staline » (*Voprosy istorii*, 3, 1988).

La prise de position de Danilov sur un thème cher aux conservateurs (et aux historiens occidentaux systématiquement anti-trotskyistes) à savoir que Trotsky aurait été l'inspirateur et Staline l'exécutant, mérite d'être citée :

« La responsabilité pour l'emploi de la force contre les paysans pendant la collectivisation de l'hiver 1929-1930 est transférée des véritables coupables (Staline et son entourage immédiat, surtout Molotov et Kaganovitch) à Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Iakovlev et Kaminsky. Les trois premiers n'avaient aucune part dans les décisions depuis 1927 et Trotsky avait même été expulsé d'URSS en février 1929. Ces fantaisies ne sont pas le produit de la perestroïka. Perestroïka et glasnost n'ont fait que les révéler » (*Voprosy istorii*, 3, 1988).

En d'autres termes, un débat commence, loin d'être inégal et tranché d'avance. Ce n'est certes pas cela qu'a voulu ni prévu M.S. Gorbatchev. Et c'est précisément ce qui est nouveau, puisque le débat tel qu'il se développe ne résulte plus de la volonté de la direction du parti et semble avoir quelque peu dépassé des objectifs initialement plus modestes. En trois années, les limites seront atteintes et dépassées dans l'expression des historiens et même la communication des archives.

Quel type de débat ?

Le mouvement, qui se présente comme une poursuite et un approfondissement de la déstalinisation, puisqu'il a commencé par une dénonciation des crimes de Staline beaucoup plus radicale que celle de Khrouchtchev, a présenté dans les premiers mois les mêmes caractéristiques et s'est développé initialement selon le même scénario.

Comme dans les années cinquante, les conditions de la recherche ne sont pas alors substantiellement modifiées et l'historien est toujours obligé de travailler sur des ouvrages de deuxième ou de troisième main, souvent allégés et sur des documents amputés. Et il ne peut publier sans autorisation officielle un document qu'il a mis au jour. L'accès aux archives du parti est strictement contingenté. Néanmoins il existe et s'élargira de plus en plus dans les faits, comme on le verra.

Il reste que le gros des documents importants et significatifs, clos dans les Fonds KGB et Staline, reste inaccessible. Pour ne prendre qu'un exemple, nous connaissons au moins l'existence de trois dépôts d'archives de l'Opposition qui furent saisis par le GPU : un à Smolensk, qu'a mentionné Miklós Kun dans son article sur Viktor Daline, un dans les archives de l'Institut Marx-Engels de Riazanov, qui valut à ce dernier sa dernière arrestation, et nous avons appris récemment celle, le 27 février 1936, d'un « ancien trotskyste », I.I. Troussov, collaborateur à Moscou de l'Académie communiste, qui avait caché les « archives personnelles de Trotsky » de la période 1927 (*Izvestia TsK KPSS*, 8, 1989). Rien de précis n'a encore transpiré. Nous savons cependant qu'il existe

au fonds du parti à l'IML une section de plus de 10 000 documents sur « le bloc zinoviéviste-trotskyiste » couvrant les années vingt et que nombre de textes de Trotsky se trouvent dans des sections diverses (Iakoutchev, *Voprosy istorii*, 5, 1990), probablement ses interventions au comité central comme celle du 26 octobre récemment publiée par V.P. Danilov. Enfin, le général Volkogonov se targue dans une interview à un journaliste italien d'avoir eu accès pour sa biographie de Trotsky à ce qu'il appelle « le fonds personnel Trotsky », sans préciser dans quelles archives jusque là « impénétrables » il a pu le consulter et emporter des photocopies de documents. (*La Stampa*, 26 juillet 1990)

Des initiatives collectives comencent à changer les données : la création des archives de Mémorial, des Archives populaires, sont de tout premiers pas. Et curieusement, ce sont parfois les gens du KGB ou des administrateurs qui trouvent des documents dans leurs propres archives et convoquent les historiens, comme à Kharkov où c'est le rapport du directeur du cimetière juif, nommé Gorbatchev, qui a permis de découvrir le charnier qu'il était en réalité (*Les Nouvelles de Moscou*, 25, 22 juin 1990). Ajoutons le « retour » de dépôts d'archives, comme celles de Trotsky avant 1914.

La révision de l'histoire n'est pas partie des chercheurs et historiens, de ceux dont la profession est la recherche historique, mais dont les plus couverts d'honneurs constituent en réalité, selon l'expression de Loguinov, une « caste d'historiens conformistes ». Le réexamen de l'histoire s'est engagé, en coulisses, comme au temps de la déstalinisation khrouchtchévienne, à travers des commissions de réhabilitation formées d'apparatchiki et, en public, à partir de la littérature — le roman — et de la fiction théâtrale ou cinématographique. Trois noms sont évidemment à citer à cet égard : Rybakov, Chatrov, Abouladzé.

Dans *Les Enfants de l'Arbat*, Rybakov a proposé une interprétation psychologique et historique de Staline avec une version élaborée de l'assassinat de Kirov, proche sans doute de celle qu'aurait écrite alors un historien à la plume libre sur la base de l'enquête réalisée après le XXIIe congrès. Mikhail Chatrov, dans des drames célèbres, a utilisé faits et citations conformes à la vérité historique, restituant leur rôle aux Vieux-Bolcheviks et sa dimension au conflit Lénine-Staline. Quant au film, la trilogie d'Abouladzé, *Repentir*, rêve éveillé au lendemain du règne du tyran Varlaam Draïdézé, elle pose le problème de la terreur stalinienne dans toute son ampleur.

Ces auteurs ont-ils eu accès à des documents inédits ayant facilité pour eux la reconstitution d'épisodes et d'une situation historique ? C'est vraisemblable.

L'analyse détaillée du livre de Rybakov, appuyée par les rumeurs de Moscou, suggère fortement chez l'auteur une certaine familiarité au moins avec les conclusions des travaux inédits de la commission mise en place par Khrouchtchev au XXIIe congrès sur l'assassinat de Kirov. On dit par ailleurs que, grâce à l'appui de Gorbatchev, Chatrov — à qui la presse occidentale a prêté bien des parents et protecteurs — aurait eu accès, avec l'historien Vladlen Loguinov, aux fonds d'archives essentiels, le Fonds Staline et le Fonds KGB.

C'est là un fait nouveau d'une extrême importance et l'on constate bien vite qu'il n'est pas isolé. Certains historiens ont accès à des documents qui demeurent interdits à d'autres. Au premier rang de ces privilégiés s'imposent les noms de Volkogonov — qui s'en vante sans pudeur comme si ce monopole, un véritable privilège, exorbitant, résultait de son mérite ! — et Vassetsky qui, au moins dans un premier temps, ont procédé à une remise à jour de la condamnation de Trotsky en le poussant dans le même placard que Staline, à la grande joie des anticommunistes professionnels d'Occident, une alliance qui n'est pas aussi « contre nature » qu'il pourrait apparaître au premier abord : Staline « le meilleur des trotskystes », assure D.A. Volkogonov à la grande joie de M. Michel Heller et de ses disciples !

A travers les informations des quotidiens et les dépêches, cependant, des articles d'hebdomadaires ou de revues attestent d'un progrès des connaissances générales qui situe désormais les Soviétiques à un niveau très proche de celui des Occidentaux. L'explication en est simple. D'abord la presse des années qui ont suivi la révolution est désormais accessible aux chercheurs et étudiants, ainsi que les ouvrages étrangers. De plus, certains ouvrages soviétiques jusque là confinés dans l'« enfer » des bibliothèques, ces *spetsfondy* ou, plus fermés encore, les *spekhrany*, qui auront finalement abrité les ouvrages de Trotsky un peu plus longtemps que les autres, sont ouverts aux étudiants de doctorat. Historiens et chercheurs font pression pour le libre accès aux archives et réussissent à entr'ouvrir certains fonds. La publication de documents d'archives dans *Izvestia TsK KPSS* — dont la parution avait été interrompue en 1929 — est un fait nouveau capital, car il s'agit d'une source abondante à commencer par les attendus des réhabilitations.

Il ne faut pas nourrir trop d'illusions ni perdre de vue les préoccupations politiques actuelles derrière le débat. Au début, nombre des intervenants sont des politiques, plus aptes à mettre au jour enchaînements et critiques d'idées qu'à traquer les documents, voire les analyser en eux-mêmes ou dans leur contexte historique. Le phénomène a d'ailleurs été analysé par plusieurs historiens, notamment Judith Shapiro en Grande-Bretagne (« The Perestroïka in Soviet History », *Slovo*, 1, 1989) et le soviétique V. Miller, qui a signalé les omissions, distorsions, déformations, sottises, et avant tout l'ignorance qui caractérisent selon lui « les essayistes qui écrivent sur des sujets historiques » (*Ogoniok*, 36, 1989) avec l'intention bien arrêtée de faire le procès de la Révolution.

En outre, sans même qu'ils en aient conscience, les historiens soviétiques subissent fortement le poids de leurs lectures nouvelles, c'est-à-dire d'une écrasante majorité d'ouvrages inspirés par l'historiographie contre-communiste.

Cette historiographie était déjà à l'oeuvre sous le manteau du stalinisme : dès que la dalle totalitaire cesse d'étouffer la société, on s'aperçoit que nombre d'hommes et d'idées portaient un masque. Parlant de ces gens profondément réactionnaires qui se sont ainsi cachés pendant des années et qui apparaissent aujourd'hui sous leurs vraies couleurs nationalistes, voire fascistes, Walter Laqueur écrit :

« Ils haïssaient Trotsky parce qu'il était communiste, et internationaliste, et juif. Ils disaient "Trotsky" et entendaient par là Lénine et toute la génération des Vieux-Bolcheviks »¹⁴.

Bien entendu, ce sont ces gens-là qui font le plus de bruit et dont chaque rumeur est répercutée par la presse en URSS et dans le reste du monde. Pourtant il en existe d'autres, chercheurs de vérité historique, jeunes et vieux, auxquels nous nous efforcerons de donner leur place légitime dans ce bilan.

Nous n'avons pas la prétention de recenser ici l'ensemble des textes parus et il y a certainement bien des lacunes dans notre moisson. Pour décrire la réécriture de l'histoire, nous essaierons de suivre son développement réel, lequel a commencé par ce qu'on appelle « le retour », la mise en cause ou la réhabilitation des principaux acteurs et dirigeants, une « personnalisation » inévitable sans doute après la déification et la démonisation qui avaient prévalu plus d'un demi-siècle.

Lénine

Lénine a été initialement épargné, comme il l'avait été tout au long de la déstalinisation khrouchtchévienne. Les hommes qui aspiraient à récrire l'histoire s'abstinrent d'abord de toucher à la période d'Octobre et aux dernières années de Lénine, en quelque sorte « protégées ». Mais cela ne pouvait durer.

Il est arrivé fréquemment que disciples ou sympathisants du « contre-communisme » en histoire s'exprimant dans les *media* occidentaux aient déploré que Lénine soit resté en quelque sorte tabou, protégé des critiques à l'heure de la « nouvelle écriture ». Leur impatience était compréhensible !

Cette mise en cause a commencé pourtant dès le printemps de 1988, sous la plume de Vassili Seliounine (*Novy mir*, 5, 1988). Citant les décrets draconiens signés par Lénine pour la répression contre les spéculateurs, il s'attachait à démontrer que la famine était la conséquence directe de la suppression du marché. Pour lui, c'était la réquisition qui avait créé la pénurie et non la pénurie qui avait justifié la réquisition. Il rappelait que, même au moment où l'insurrection de Cronstadt et la résistance des paysans l'avaient déjà décidé à adopter la Nep, Lénine continuait à insister que « la liberté du commerce » ne pouvait inévitablement mener [...] qu'à la victoire et la restauration du capitalisme ».

Adversaire du « marché », Lénine l'était aussi des koulaks, ces producteurs commerciaux employant de la main d'oeuvre salariée. Il appelait à détruire « ces exploiters les plus bestiaux, les plus cruels et les plus sauvages », écrivant :

14. W. Laqueur, *The Long Road to Freedom*, New York, 1989, p.62.

« Si le koulak n'est pas touché, le tsar et le capitalisme reviendront inévitablement ».

Et Seliounine d'assurer que l'élimination des koulaks fut réalisée non pendant la collectivisation sous Staline, mais bien plus tôt, à travers le communisme de guerre, sous Lénine, non pas donc au début des années 30, mais au début des années 20. Bien entendu, par la même occasion, il s'en prenait avec une particulière vigueur à Trotsky qu'il présentait comme le théoricien du « socialisme des casernes », partisan d'une conception militaire-bureaucratique du développement économique, et dont il assurait qu'il proposait, à l'époque, de transformer le pays en « un système de camps de concentration », ce qui fut, comme on sait, réalisé systématiquement et méthodiquement par l'appareil stalinien au temps de la collectivisation.

Tout en respectant le point de vue de chacun, il importe cependant de le caractériser. R.W. Davies assure que Seliounine, qui « attribue tous les progrès en Russie à la montée du capitalisme et au marché », est, de ce fait, « tout près de proposer une justification historique pour l'établissement d'un système capitaliste en Union soviétique »¹⁵. J'aurais tendance à prendre ici moins de précautions de langage.

C'est en 1988, autant qu'il me soit possible d'en juger, qu'est apparue la première mise en cause de Lénine en tant qu'ancêtre, théoricien et précurseur de la théorie stalinienne, dans un article de polémique contre Rybakov dans lequel Kojinov attribue le caractère sanglant de l'histoire russe au XXe siècle non à ses caractères « asiatiques », comme le suggère l'auteur des *Enfants de l'Arbat*, mais au fait qu'elle soit issue de la révolution en 1917. En 1990, l'historienne Tamara Krassotiskaia (*Les Nouvelles de Moscou*, 20, 18 mai 1990) accuse Lénine, qu'elle rend personnellement responsable de l'expulsion de Berdiaev et de 250 à 300 intellectuels en 1923, d'avoir « expulsé l'intelligentsia ».

Izvestia Ts k KPSS (4, 1990) a publié une lettre inédite de Lénine du 12 mars 1922 empruntée au journal d'émigration *Russkaia Mysl*, dans laquelle il propose à Molotov d'utiliser des incidents qui viennent se produire en province autour de la question religieuse pour une répression dont les « contre-révolutionnaires » se souviendront pendant des décennies, en fusillant le plus possible de « représentants du clergé réactionnaire et de la bourgeoisie réactionnaire ».

En fait, depuis 1988, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. R.W. Davies cite¹⁶ un discours d'Iouri Afanassiev dans lequel ce dernier assure que « le régime soviétique est né d'un bain de sang, du meurtre de masse et de crimes contre l'humanité » (*Sovietskaia Moldaviva*, citée par R.W. Davies à travers *Radio Liberty Report* n°36, 28 juillet 1989). L'historien semble avoir récidivé

15. R.W. Davies, *Soviet History in the Gorbachev revolution*, p. 24.

16. R.W. Davies, « History and Perestroïka », in E.A.Rees, ed. *The Soviet Communist Party in Disarray*, Macmillan, 1991) Cet article complète l'ouvrage cité à la note 16. On y trouve une analyse des nouveaux manuels d'histoire.

en s'en prenant à Lénine et au « parti léniniste » dans un amalgame grandiose avec le stalinisme :

« Le parti tel qu'il est n'a pas d'avenir, parce que c'est un parti léniniste ; il est construit sur le modèle léniniste corrompu d'imposer le socialisme par en-haut et la loyauté à la tradition léniniste est un facteur important dans la légitimisation du régime actuel, son dernier bastion, et c'est pourquoi il faut renoncer à tous les traits du parti venant de Lénine » (cité par G.L. Smimov, *Pravda*, 1er février 1990).

La même année, Vladimir Soloukhine s'est livré contre Lénine et la révolution d'Octobre à une attaque en règle, expliquant qu'une poignée de gens sous la direction de Lénine s'étaient emparés de la Russie et y avaient imposé le régime d'occupation le plus cruel qu'ait jamais connu l'histoire de l'humanité (*Rodina*, 7, 1989). L'article avait été distribué à Moscou sous forme de tracts et avait primitivement paru dans la revue émigrée *Possev*. La rédaction de la revue l'a fait suivre d'une réponse solide des historiens Bordugov, Kozlov et Loguinov.

Qu'elle soit vraie ou fausse, quelle meilleure preuve enfin de la profonde remise en cause, cette fois officielle, de Lénine, que la rumeur parmi les historiens selon laquelle Volkogonov concluerait sa biographie encore inédite de Trotsky en lui reprochant l'énorme erreur... d'avoir été fidèle à la révolution et à Lénine ? Ce ne ferait en tout cas que refléter ce qui est aujourd'hui l'opinion des *media* soviétiques unanimes — ce qui en fait en quelque sorte une opinion officielle.

Une défense argumentée de Lénine a été présentée par des historiens respectés qui ne tombent pas dans l'hagiographie : Bordougov, Kozlov et Loguinov (*Kommunist*, 14, 1989 & 5, 1990) et surtout Vitaly Startsev (*Pravda*, 3 avril 1990).

Boukharine

Boukharine a été pendant toute une période « le saint patron de la perestroïka », une position que lui a valu sa réputation de partisan de la continuation et de l'expansion de la Nep. On sait que cette dernière encourageait la liberté économique pour les petits producteurs, donnait aux paysans la liberté de vendre leurs produits sur le marché libre et assurait un certain libéralisme dans la presse et le domaine culturel. On sait que Boukharine s'opposa à Staline quand celui-ci décida brutalement de s'engager dans l'industrialisation à marches forcées et dans la collectivisation par la violence. et qu'il mit en garde contre les conséquences d'un tel tournant, puis s'inclina, de crainte sans doute de devenir le porte-parole de forces sociales hostiles. Sa fameuse « lettre aux dirigeants » destinée à être connue de la postérité, dictée à sa femme Anna La-

rina en 1937,¹⁷ assure qu'il n'a eu aucun désaccord avec Staline pendant les « dix dernières années ». Il fut choisi pour une campagne de réhabilitation par de jeunes communistes organisés dans des clubs autour de Valéry Pissiguine qui devait un peu plus tard fonder et animer les « clubs Boukharine ».

Pour le 100e anniversaire de sa naissance, Naoumov et Jouravlev annoncent dans la *Pravda* sa réhabilitation et « la reprise pour l'arsenal du Parti de tout ce qui est valable dans son héritage créateur » (*Pravda*, 9 octobre 1988). Le même article parle d'une « alternative Boukharine » présentée comme « la défense du concept de socialisme contre les distorsions staliniennes » (*Ibidem*). C'est une élaboration plus détaillée qui a conduit aux mêmes conclusions les historiens Bordougov et Kozlov (*Voprosy Istorii*, 8, 1988 & *Kommunist*, 13, 1988).

La contradiction est ici flagrante avec l'affirmation de Gorbatchev le 2 novembre 1987 selon lequel il n'y avait pas, dans les années trente, d'alternative à Staline.

L'idée de l'existence d'une « alternative Boukharine » est également combattue par Dmitri Volkogonov qui insiste sur l'importance historique de l'alliance de Boukharine avec Staline, dans sa biographie de ce dernier, *Triomphe et Tragédie*. Il note :

« Staline lui-même maintint pendant des années des relations personnelles amicales avec Boukharine et sa famille. Boukharine joua un rôle considérable en aidant Staline dans sa lutte contre Trotsky ».

Pourtant Volkogonov emploie un argument supplémentaire qui ruine toute sa démonstration : prenant pour argent comptant le « repentir » de Boukharine, qui reconnut publiquement ses « erreurs », il assure qu'il appliqua loyalement les directives de Staline (*Literaturnaia gazeta*, 50, 9 décembre 1987). Il faut beaucoup d'aplomb pour proférer aujourd'hui semblables affirmations.

En réalité, un examen attentif, fait autrefois par Trotsky et confirmé par des travaux comme ceux d'E.H. Carr et R.W. Davies, suggère une autre façon de poser les problèmes. L'ensemble des mesures préconisées par Boukharine et les « droitiers », connues sous le nom de « néo-Nep », n'étaient que l'extension des concessions faites aux paysans aisés dans le cadre de la Nep. A partir du moment cependant où le conflit était devenu une épreuve de force entre la grève des livraisons de grain des koulaks et le pouvoir soviétique revenu sur le rail des réquisitions, il ne pouvait plus exister d'« alternative Boukharine » dans la « construction du socialisme » telle qu'il y avait cru.

Les critiques de Boukharine — certaines fort pertinentes — contre la politique de Staline cessaient, à un moment, de faire de lui une alternative dans la mesure où il refusait de renier la révolution d'Octobre : c'est ainsi sans doute que s'explique son abstention. L'enthousiasme qui a accompagné sa réhabilitation fait que les questions gênantes n'ont guère été soulevées. Parmi les travaux

17. Anna Larina Boukharina, *Boukharine Ma Passion*, pp. 362-364.

de Boukharine réédités, — il a très tôt bénéficié d'une édition d'oeuvres choisies *Izbrannie proizvedeniia* (Politizdat, 1988) — citons des recueils, *Problemy teorii i praktika sotsializma* (1989) et *Put' k sotsializmu* (Novosibirsk, 1990). Dans le premier, nous mentionnerons la présence de deux textes qui peuvent être considérés comme ses deux derniers articles critiques, bien qu'en « langue d'Esopé », « Le Testament de Lénine », et les « Notes d'un Economiste ». La publication des mémoires d'Anna Larina Boukharina, monument à la gloire de son mari, précieux témoignage d'une grande humanité, a le mérite de ne pas idéaliser Boukharine et de le montrer tel qu'il fut, piètre politique et mauvais tacticien, terrorisé et éperdu devant un maître de la manipulation et du crime (« Nezabyvaemoe », *Znamia*, 10-14, 1988 ; en français, *Boukharine Ma Passion*, Paris, 1990). Enfin, en 1990, le Fonds Boukharine qu'anime désormais Valery Pissiguine a publié un recueil de textes sur les problèmes de la jeunesse, *K novomou pokoleniiou* (Progrès, 1990)

Trotsky

Judith Shapiro a spirituellement titré un article sur l'historiographie récente de Trotsky, « Le Retour du Prophète ? » (*Revolutionary History*, 2, 1989 et *Cahiers Léon Trotsky*, 41, 1990). Trotsky a l'honneur d'être celui devant qui les staliniens n'ont jamais désarmé. Le 27 septembre 1987, dans *Sovietskaia Rossia*, un vieux spécialiste de la dénonciation basse, V.M. Ivanov, sous le titre « On refait un visage au petit Judas », reprenait les calomnies « traditionnelles » si méprisables qu'elles ne convainquent plus personne. Dans cet épisode se distingue l'équipe d'une revue « historique » de l'armée que dirige le général Filatov connu comme un des plus enragés conservateurs staliniens. K. Ratch (*Voенно-istoricheskij Journal*, 8, 1988) a poursuivi des attaques sur le ton de Parniat et des staliniens les plus endurcis, tandis que des auteurs comme A.Ia. Ponomarev (*Voенно-istoricheskij Journal*, 6, 1989) poursuivaient le thème du bourreau à la tête de l'Armée, partageant le travail pour les accusations de « socialisme des casernes » avec D.A. Volodazov (*Problema mira i sotsializma*, 10, 1988) et les relents antisémites avec L.M. Minaev (*Vo prosy istorii KPSS*, 12, 1989), 12, 1989), le professeur Iou A. Korablev se permettant même de morigéner « les soviétologues bourgeois », feux E.H. Carr et Isaac Deutscher, pour avoir affirmé le rôle de Trotsky dans l'Armée rouge (*Sovietskaia Rossia*, 21 février 1988). Pourtant certains auteurs atténuent la calomnie et admettent que des faits sont dissimulés, ce qui ne les empêche pas de chanter le choeur, comme V.Oulanov (*Leningradskaia pravda*, 23 juillet 1989)

Comme le font nombre de « kremlinologues » en Occident, on met l'accent, pendant les premières années de la perestroïka, sur les rumeurs concernant Trotsky comme inventeur des camps de concentration — apparus à Cuba alors qu'il était encore au berceau —, de la prise d'otages et, de façon générale, comme le précurseur du « socialisme des casernes ». Un célèbre article

de Mikhaïl Kaspoutine assure qu'il fut l'inspirateur de Staline sur le plan des idées et que les deux hommes étaient « étrangers » à la Russie. C'est lui qui a lancé ce qu'on a appelé depuis « la théorie des deux ours » par un sous-titre : « Trotsky et Staline : deux ours dans la même tanière » (*Oktiabr*, 4, 1988).

L'entreprise du général historien Volkogonov est plus sophistiquée. Il s'agit de raccourcir les lignes, faire la part du feu. On ne nie plus ce que le monde entier sait et que « la mémoire du peuple » a conservé en dépit de tout : Trotsky immense orateur et écrivain, président du soviet de Petrograd, commissaire à la défense, fondateur et chef de l'Armée rouge. Les « bonnes feuilles » sur « Trotsky au Front » (*Literaturnaia gazeta*, 22, 30 mai & 24, 13 juin 1990) en sont la preuve.

L'image « affinée » que Volkogonov donne de Trotsky dans « Le Phénomène Staline » est au fond, comme l'a noté Iouri Afanassiev, « une reproduction du même vieux système stalinien pour évaluer » (*Literaturnaia Rossia*, 27 juin 1988). Volkogonov souligne en effet que ce seraient les idées de Trotsky — adversaire de la Nep selon lui — qui auraient triomphé à travers la collectivisation forcée conduite par Staline. Il va jusqu'à écrire que, si Trotsky avait pris la barre, des procès plus graves encore auraient eu lieu, lourds du danger supplémentaire de la « perte des acquis socialistes » (*Literaturnaia gazeta*, 50, 9 décembre 1987), accusation aussi basse que gratuite. C'est « Le Démon de la Révolution » (*Pravda*, 9 septembre 1988) — chapitre extrait de *Triomphe et Tragédie* — qui a le plus attiré l'attention des « spécialistes » qui se sont d'ailleurs partagés sur la façon de l'apprécier.

N.A. Vassetsky, conseiller historique du CC, a rendu lui aussi à Trotsky sa véritable place en 1905 et dans la guerre civile. Mais celui qui fut un anti-trotskyiste acharné — et a reconnu *de facto* en 1989 qu'il avait commis de graves erreurs sur ce terrain — a aussi repris longtemps encore contre Trotsky les mêmes insinuations que les conservateurs pour la période de l'exil, où lui-même s'identifie au « parti ». Il a « reconnu » dans un célèbre article intitulé « Liquidation », que Trotsky fut assassiné sur ordre de Staline, ce qui constitue un aveu important, certes, mais aussi la révélation d'un simple secret de Polichinelle (*Literaturnaia gazeta*, 1, 4 janvier 1989). Et cette reconnaissance n'oblitére pas pour autant les ragots venimeux qui ont « couvert » cet assassinat pendant presque un demi-siècle et auxquels il a collaboré. *Les Cahiers* publient ci-après un article d'A.V. Pantsov sur « La nouvelle école de falsification » qui critique sévèrement l'école néo-stalinienne de Volkogonov et Vassetsky.

Le résultat est parfois une exceptionnelle confusion comme dans le cas d'un article souvent cité et même diffusé en français par l'agence Novosti, de L. A. Radzikhovskiy, un diplômé de psychologie écrivant dans une revue de sociologie (*Sotsiologicheskie issledovaniia*, 3, 1989). Après une brillante analyse sur la naissance de la bureaucratie, le rôle de la théorie du « socialisme dans un seul pays » et un hommage à Trotsky anti-stalinien, il l'accuse d'avoir été « pour la dictature », d'avoir inspiré la collectivisation forcée et, par son activité, d'avoir fourni à Staline des prétextes pour la répression.

On a remarqué en son temps un article d'un journaliste d'origine espagnole — un des « enfants » réfugiés — qui rangeait Mercader, au même titre que Trotsky, dans le camp des « victimes de Staline » (Juan Cobo, *Les Nouvelles de Moscou*, 3, 15 janvier 1989) : il semble bien qu'il était fils d'un des tueurs de Staline en Espagne et peut-être ailleurs, et qu'il ait plaidé au moins inconsciemment pour la mémoire de son père.

A l'été 1989 pourtant, extraite de *L'Ecole stalinienne de la Falsification* (en français, *La Révolution défigurée*), La « Lettre à l'Istpart » (Institut d'Histoire du Parti) du 21 octobre 1927 a été publiée avec deux pages et demi d'une excellente introduction de l'historien Vitaly Startsev (*Voprosy istorii KPSS* 6, 1989, la publication de la lettre se prolonge jusqu'au numéro 12), le même qui qualifie Trotsky de « Démosthène de la révolution », dans un livre d'essais sur la révolution d'Octobre (*Les Nouvelles de Moscou*, 45, 3 novembre 1989). Une interview de V.I. Billik, historien de Leningrad (*Sobesednik*, 33, 1989; trad.fr. *Cahiers Léon Trotsky*, 42, 1990), au mois d'août, mettait au point l'état des connaissances sur l'ensemble de la période soviétique de Trotsky, de façon claire et documentée. Plus encore peut-être, toujours en août, lors de la publication de *Cours nouveau, Molodoi Kommunist* l'a introduit par un essai d'une exceptionnelle qualité d'Aleksandr Mikhailovitch Podchtchékoldine, intitulé « Le Prologue de la Tragédie » (*Molodoi Kommunist*, 8, 1989; *Cahiers Léon Trotsky*, 42, 1990). Vladlen Sirotkine, a publié un texte peu connu de Trotsky de la fin 1924, au lendemain des « Leçons d'Octobre » et de la « discussion littéraire », intitulé « Nos Divergences » (*Nedelia*, 37, 1989)¹⁸. L.M. Spirine (*Voprosy istorii KPSS*, 3, 1989) et M.A. Molodtsyguine (*Voennistoritcheskij Journal*, 8, 1989) ont rendu à Trotsky son rôle et sa dimension à la tête de l'Armée rouge.

D'autres publications de textes ont eu lieu en 1989 : extraits de *Staline* (*Argumenty i fakty*, 34, 1989, introduction de Vassetsky), de *Littérature et Révolution* (*Voprosy literatury*, 8, 1989, avec une introduction, de N.Trifonov) et *Teatr* 8, 1989), avec une introduction de V.Z. Rogovine), de *Portrety revoljucionerov*, (*Slovo*, 11, 1989), l'article sur Staline paru en 1939 dans *Life* (*Gorizont*, 5, 1989, avec introduction de Vassetsky), des extraits de *La Révolution trahie* (*Voprosy ekonomiki*, 12, 1989, avec un commentaire du député du peuple A.Emelianov) et différents textes sur Lénine (*Ogoniok*, 17, 22 avril 1989).

A.M. Podchtchékoldine et Elena Kotelenets ont ensemble publié un bref résumé de la vie de Trotsky, qui s'arrête pratiquement aux portes de l'exil. (*Drujba*, 3/14 mai 1990). Il s'agit d'un article primitivement commandé par la *Pravda*, qui ne le retint finalement pas quand il lui fut remis signé de Pochtchékoldine et de Pantsov. Remis en chantier avec Kotelenets à la place de Pantsov, son sort ne fut guère meilleur puisqu'il ne fut finalement publié que dans un journal étudiant. N.A. Vassetsky vient de publier des oeuvres choisies de

¹⁸. Une traduction française en a été publiée dans le numéro 34, de juin 1988, des *Cahiers Léon Trotsky*.

Trotsky sous le titre *K istorii rousskoi revolioutsii* (Vers l'Histoire de la Révolution russe), tiré à 150 000¹⁹. L'avant-dernier chapitre de la biographie de Trotsky par Deutscher avait paru au début de 1989 (*Innostrajana Literatura*, 3, 1989), et un important extrait intitulé « La Mort de Trotsky » en mars 1990 (*Gorizont*, 3, 1990). La revue *EKO* de Novosibirsk a publié trois chapitres de ma biographie de Trotsky (*EKO*, 9, 10 & 11, 1989). Danilov en a rendu compte dans un article solide et retentissant (*EKO*, 1, 1990 & *Cahiers Léon Trotsky* n°44, 1990) paru avec une étude d'A.V. Pantsov sur « Trotsky et Préobrajensky » (*EKO*, 1, 1990) qui éclaire parfaitement les divergences entre les deux hommes qui les mèneront à la rupture.

En juillet et août 1990 ont paru d'importants extraits du *Journal d'Exil* dans *Znamia*. Au début de l'été 1990 ont paru en Union soviétique les quatre volumes de correspondance de Trotsky 1923-1927, de Harvard, déjà publiés aux Etats-Unis par Iouri Feljtinsky, *Arkhiv Trotskogo Kommunisticheskaia Oppositsia v SSSR* (Archives de Trotsky : Opposition communiste en URSS 1923-1927) aux éditions Terra, à 100 000 exemplaires.

Au même moment sortait à 200 000 exemplaires, aux éditions Nauka, *L'Ecole stalinienne de la Falsification* en reprint. On autorisera les *Cahiers* à faire une longue citation très significative de la postface de V.P. Vilкова, maîtresse d'oeuvre de l'entreprise, et d' A.P. Nenakorov :

« La richesse de la documentation et l'abondance des matériaux du parti et des prises de position de V.I. Lénine qu'il cite exigeaient non seulement une soigneuse vérification mais la preuve directe et indirecte des faits et événements auxquels il est fait référence. Il faut souligner à cet égard avec quel soin scrupuleux L.D.Trotsky traite tous les documents surtout ceux qui émanent de Lénine [...] La vérification des documents de Lénine publiée par Trotsky en comparaison avec les originaux qui se trouvent dans la collection de V.I.Lénine dans les archives centrales du parti à l'Institut du Marxisme-Léninisme auprès du comité central du parti communiste d'Union soviétique a confirmé leur authenticité. Des variantes dans les textes [...] ont été attribuées au fait que L.D. Trotsky faisait référence à des originaux ou des copies en sa possession ou au premier recueil des *OEuvres* de Lénine (un responsable de l'édition mit la main sur ces textes avant leur parution dans les premières *OEuvres complètes*) ».

Les deux historiens font la même remarque en ce qui concerne l'article de Lev Sedov, « basé sur des documents authentiques dont plusieurs sont publiés pour la première fois ». Ils soulignent aussi que le compte-rendu de la conférence du parti de mars 1917, publié dans ce volume, n'a pas encore été mis en URSS à la disposition des chercheurs.

Un tel texte émanant d'historiens qui avaient été très longtemps dans la ligne — Mme Vilкова éprouva, dit-on, un vrai choc quand elle découvrit la vé-

¹⁹. Au sommaire, « Nos Tâches politiques », « Bilan et Perspectives », « Nos Divergences », la lettre à Tchkhéidzé de 1913, une lettre à M.S.Ouritsky de 1915, « Programme de Paix », un texte sur Brest-Litovsk, des extraits de « Comment la Révolution s'est armée », le fameux Prikaz n° 10, « Cours nouveau », « Lénine », « Leçons d'Octobre », les thèses sur la révolution permanente, une centaine de pages de l'*Histoire de la Révolution russe* et l'article sur Staline paru dans *Life*.

rité sur Trotsky en le lisant pour la première fois — fut une véritable bombe dans les milieux d'historiens. L'exemple s'est avéré contagieux et bien des gens, en particulier de nombreuses coopératives d'édition, aspirent désormais à publier Trotsky, ce qui laisse entrevoir des publications prochaines : *La Révolution trahie*, chez Progrès (150 000), qui sera suivie sans doute de *l'Histoire de la Révolution russe*, dans une maison d'édition coopérative d'Irkoutsk, avec une préface de Boris Kagarlitsky.

De nouveaux et intéressants articles ont paru, notamment ceux du sociologue V.Z. Rogovine, qui se révèle un connaisseur de Trotsky, avec son « Trotsky et la Nep » (*Ekonomitcheskije Nauki*, 1, 1990) et « Trotsky inconnu », (*Argumenty i Fakty*, 38, 1990 ; traduction française *Le Marxisme aujourd'hui*, 4, 1990), et un autre, déjà ancien, d'A.V. Pantsov, qui a fait longtemps tapisserie, intitulé « Lev Davidovitch Trotsky » (*Voprosy Istorii*, 5, 1990)²⁰. Le dernier dont nous ayons eu connaissance est celui d'Aleksandr Iou. Vatline (*Soiouz*, 44, novembre 1990) dont seule la première partie nous est parvenue.

Plus important peut-être, commencent à paraître des documents inédits émanant de Trotsky et dont celui-ci n'avait pas de copie dans ses archives : beaucoup datant de 1923, mais le plus important est bien entendu son intervention au plénum le 26 octobre 1923 (*Izvestia TsK KPSS*, 10, 1990). D'autres sont en préparation.

Le cinquantenaire de l'assassinat de Trotsky n'est pas passé inaperçu en URSS. Nous avons déjà mentionné l'interview de Volkogonov dans les *Izvestia* du 17 août. Le 21, le même quotidien publiait une lettre de Natalia Trotsky au président Cárdenas, en 1940, qu'Adolfo Gilly avait rendue publique la veille à Mexico. Karen Katchatourov, dans « Tous Deux étaient pires » (*Literaturnaia gazeta*, 22 août 1990) serinait l'histoire des « deux ours ». *Troud* publiait les 14 et 15 août un interview de Luis Mercader, frère de l'assassin, orienté, comme on peut l'imaginer pour présenter le tueur comme une victime, mais le 19, Genrikh Joffe y expliquait que Trotsky, « par l'oeuvre de toute sa vie, s'était montré fidèle aux idéaux de la révolution d'Octobre et au léninisme ».

Le philosophe apparatchik Aleksandr Tsipko, de son côté, a choisi ce moment pour tenter de donner une explication théorique plus sophistiquée que celle des « deux ours » en développant les malheurs qui auraient frappé le pays « si Trotsky avait gagné » (*Daugava*, 7, 1990) et par conséquent tenté de « forcer » l'utopie sur le pays..

A la fin du mois de mars 1990 se sont réunis à Wuppertal (sous la férule — c'est le mot propre — du Dr Bergmann) plus d'une centaine de chercheurs et historiens dont seize venus d'Union soviétique, dans un colloque Trotsky au retentissement qui aurait dû être mondial, malgré la quasi-nullité des moyens de traduction. Une entreprise semblable a été renouvelée à Aberdeen au mois

20. A.V. Pantsov avait vu un de ses articles refusé dans une revue : il y parlait de Lev Davidovitch ou encore L.D. Trotsky — au lieu de Trotsky et le responsable de la revue y voyait un respect et des regrets déplacés. Ce titre est donc « provocateur » !

d'août à l'initiative de Terry Brotherstone, avec nombre de nouveaux venus et de nouvelles informations. Le colloque de Mexico, un peu improvisé, car il n'a trouvé que tard des moyens financiers, a subi pour la fréquentation la concurrence des « journées » organisées au même moment par le PRT. On y a entendu des chercheurs et des témoins, notamment Octavio Fernández et Jake Cooper dont c'était la dernière apparition, puisqu'il est mort quelques jours plus tard. Mais le colloque de Sao Paulo, organisé et animé par Oswaldo Coggiola, a été un colloque de masse, où les participants se sont comptés en milliers. Le symposium de Tokyo, au début de novembre, à l'initiative d'un comité d'universitaires animé par Yoshinobu Shiokawa, a été, de tous points de vue, un franc succès. Ces simples faits sont lourds de signification quant au retour de Trotsky dans l'histoire, au centre de l'attention des chercheurs : la publication des comptes-rendus de ces colloques montrera sans aucun doute l'importance de l'apport des chercheurs soviétiques et d'Europe de l'Est dans nos connaissances nouvelles, comme l'ont montré les interventions de Miklós Kun, Boris Starkov, Sergéi Koudriachev, Aleksandr Vatlin, Zoria Sérébriakova à Aberdeen, A.M. Podchtchékoldine au Mexique et au Brésil, de Miklós Kun au Brésil, de V.I. Billik et V.Z. Rogovine à la Sorbonne à Paris, de V.I. Startsev, V.I. Billik, Boris Kagarlitsky, Elena Kotelenets, A.V. Pantsov, A.M. Podchtchékoldine à Tokyo. J'ai moi-même participé à tous ces colloques.

Par ailleurs l'actrice Vanessa Redgrave, grâce à de généreux mécènes de Hollywood comme Paul Newman et Dustin Hoffman — elle a réuni un fonds de 80 000 livres —, a pu organiser un colloque, « Symposium 90 », à East Grinstead (Sussex) en faisant venir nombre d'historiens et témoins d'Union soviétique (*Observer*, 6 mai 1990, avec un double portrait de l'actrice et d'Ivan Vratchev, ancien oppositional ayant capitulé en 1929). Les travaux de ce colloque filtrent goutte à goutte, l'actrice ayant pris soin de ne pas inviter d'historiens d'Occident et ne les ayant tenus au courant de rien : sectarisme oblige, même le petit-fils de Trotsky n'a été avisé qu'après coup. Il est vrai qu'en revanche, elle a reçu la visite du général Volkogonov qui l'a prise pour une « spécialiste ».

Staline

Les amis de M.S. Gorbatchev font circuler la rumeur selon laquelle il était déjà secrétaire général du PCUS quand il put constater de ses propres yeux, devant des listes de milliers de noms de personnes que Staline condamnait à mort sans jugement, paraphant des pages entières. C'est cette découverte qui l'aurait inspiré dans le passage de son discours du 2 novembre 1987 où il affirmait la responsabilité personnelle de Staline dans la répression et la nécessaire enquête :

« On affirme parfois que Staline ignorait ces actes d'arbitraire ; or les documents dont nous disposons montrent qu'il n'en est rien. Staline et son entourage immédiat, en

menant une répression de masse et en violant la légalité, ont commis à l'égard du parti et du peuple une faute immense et impardonnable » (*Pravda*, 3 novembre 1987)

Sur ce plan-là, les « révélations » n'ont pas manqué au rythme des réhabilitations de condamnés ou exécutés sans procès. *Voprosy istorii* a publié en feuilleton en 1989 le « Staline et son temps » d'Anton Antonov-Ovseenko qui en est au livre de poche en anglais et n'a jamais paru en français. Mais, pour ne pas laisser le public sous le poids de l'énumération des crimes, Volkogonov a essayé de dessiner un portrait psychologique de Staline. Il dit avoir cherché à démontrer dans *Triomphe et Tragédie* que « le triomphe d'une seule personne peut tourner à la tragédie pour le peuple entier ». Staline, selon lui, constitue « l'une des personnalités les plus complexes de l'histoire » et son histoire personnelle « une cristallisation de la dialectique hautement complexe de son âge » (*Literaturnaia gazeta*, 50, 9 décembre 1987).

Jouant l'équilibre et la balance, il reconnaît « l'indiscutable contribution de Staline à la lutte pour le socialisme et à sa défense » et « ses impardonnables erreurs et crimes qui ont pris la forme d'une répression injustifiée de plusieurs milliers d'innocents ». Pour lui, il est également « politiquement faux » et « moralement malhonnête » de le condamner pour les seconds sans reconnaître la première.

Finalement, la thèse de Volkogonov est que, chez Staline et tous les « grands dirigeants », l'être humain a été tué par le pouvoir : « Staline regardait parfois la société comme un zoo humain ». Il se demande s'il n'y avait pas chez Staline une « maladie mentale qui ne fut jamais reconnue » (*Ibidem*).

Des « révélations » sont d'ailleurs venues à l'appui de cette thèse qui est loin d'être nouvelle. Le professeur Bekhterev, un célèbre neuro-pathologiste, parla de paranoïa à propos de Staline en 1927 : les conditions de la mort de ce médecin sont si suspectes qu'en 1988 *Literaturnaia gazeta* demande l'examen de son cerveau pour y chercher des traces de poison (*Literaturnaia gazeta*, 28 septembre 1988). Des psychiatres soutiennent aujourd'hui le diagnostic du professeur Bekhterev. La discussion est-elle d'un réel intérêt ?

En réalité, l'angle d'attaque de L. Batkine traitant des secrets de la logique stalinienne nous paraît meilleur quand il parle du « sommeil de la raison » (*Les Nouvelles de Moscou*, 3, 15 janvier 1989). Au fond, dans son livre sur Staline, Volkogonov défend bec et ongles l'oeuvre de Staline et fait la part du feu en faisant de lui un malade mental. Cette psychiatrisation du stalinisme, sur laquelle il faudra revenir, est comme un raccourcissement des lignes au sens militaire, un retrait sur une ligne de défense plus défendable. Iouri Afanassiev écrit :

« Beaucoup aimeraient sacrifier Staline pour sauver le stalinisme. Cela signifie aussi esquiver le noeud du problème, sauter la question de la mesure dans laquelle Staline était aussi bien le créateur que le produit d'un système qui commença à se consolider sous sa domination » (*Literaturnaia Rossia*, 24, 17 juin 1988).

Tout ce jeu subtil n'empêche pas le progrès de nos connaissances sur l'entourage de Staline, ses méthodes de prédilection, sa responsabilité personnelle dans les liquidations.

Volkogonov le décrit comme un homme dissimulé, acteur de talent, avançant à petits pas vers l'objectif qu'il a choisi, « profondément seul dans son âme ». O. Volobouev et S.Koulechov ont examiné ses notes dans les livres qu'il a lus ou feuilletés. De ce qu'il a écrit dans les marges de *Matérialisme et empirio-criticisme*, ils concluent que n'importe quelle canaille énergique avait sa place dans l'échelle des « vertus » de Staline. De même, ils relèvent que, dans le *Cours de l'Histoire russe*, il a souligné une phrase attribuée à Gengis Khan : « La mort des vaincus est nécessaire au calme des vainqueurs » (*Sotsialisticheskaia industriia*, 25 juin 1988). Dans un colloque franco-soviétique à Thionville en novembre 1990, l'ancien premier secrétaire de l'ambassade soviétique à Berlin et interprète de Molotov, puis Staline, Valentin Berejkov, nous a parlé de l'admiration de Staline pour la façon dont Hitler avait liquidé ses opposants dans « la nuit des longs couteaux ».

D'autres ont noté la rapidité avec laquelle il formulait des soupçons, puis condamnait sans appel. Cette fois, à la différence de l'époque de la déstalinisation khrouchtchévienne, les auteurs, dans leur écrasante majorité, ne laissent aucun doute quant à la responsabilité personnelle de Staline, « ce personnage despotique avec une impitoyable volonté incontrôlée de se venger », et balaient la recherche de boucs émissaires comme Béria (sur ce dernier, voir l'article de S. Mikoyan, « Le Valet », *Komsomolskaia pravda*, 21 février 1988) menant la répression au nom de Staline et dans son dos. La *Pravda* du 5 avril 1988, à propos des « illégalités », remarque :

« Il ne se contentait pas de savoir [qu'elles existaient], il les organisait, les dirigeait. C'est un fait aujourd'hui, déjà prouvé ».

Komsomolskaia pravda a publié en avril 1988 une lettre — inconnue en URSS — d'Ejov soumettant quatre listes de personnes dont il proposait l'exécution, qui ont été paraphées par Staline et Molotov (Iou N.Borissov, *Komsomolskaia pravda*, 2 avril 1988). Le même mois, *Ogoniok* publiait la lettre d'un innocent plaidant pour lui-même recouverte d'injures par Staline (*Ogoniok*, 16 avril 1988).

Le général Volkogonov, dans l'interview déjà citée à *La Stampa*, puis dans *Izvestia*, assure avoir découvert l'ordre écrit de Staline de tuer Trotsky, qu'il a eu soin de faire contresigner par trois autres membres du bureau politique, Molotov, Vorochilov et Ordjonikidzé ! Mais les documents qu'il cite l'avaient déjà été dans l'étude de F.I. Firtsov sur « Staline et le Comintern » (*Voprosy istorii*, 9, 1989) Il assure que Béria présentait à Staline un rapport mensuel sur la chasse à Trotsky. Il annonce en outre qu'il donnera dans son livre la véritable identité du chef de l'équipe spéciale constituée à cet effet — non pas Eitingon, qui n'en était que membre, mais un général NKVD, aujourd'hui âgé de 85 ans, qui a été emprisonné quinze ans sous Khrouchtchev et

a consenti à parler de sa « traque » au général-historien. (*La Stampa*, 26 juillet 1990). Les interviews distillées dans la presse mondiale, notamment celui des *Izvestia* du 17 août, nous apportent quelques éléments supplémentaires. L'hypothèse a été avancée que l'organisateur de l'attentat qui coûta la vie à Trotsky, dont Volkogonov annonce qu'il donnera le nom, était bel et bien un général de la NKVD, P.A. Soudoplatov.

Les auteurs soviétiques, avant tout, bien sûr, les journalistes, ont complété le tableau en parlant de la façon dont Staline traitait ses collaborateurs. Il insultait et frappait Béria (*Komsomolskaia pravda*, 2 avril 1988). Il fit arrêter la femme de Kaganovitch et celle de Molotov, exécuter un demi-frère de Kaganovitch et mena l'autre au suicide. Son secrétaire Poskrebychev le supplia à genoux d'épargner la vie de sa femme et ne fut pas exaucé (*Troud*, 29 juin 1988).

Le même Volkogonov, dans « Le Démon de la Révolution », avait analysé avec soin l'attitude de Staline à l'égard de Trotsky, tentant de déceler les origines de sa haine profonde. Il nous apprend au moins que Staline s'était fait traduire *La Révolution trahie* dès sa parution en français et l'avait lue attentivement, à partir de décembre 1936. Il a ajouté depuis que Staline avait vu dans le livre un appel au coup d'Etat et qu'il lui avait inspiré les arrestations massives du début de 1937 : une façon comme une autre de rendre Trotsky responsable des crimes de Staline.

Il n'a pas manqué évidemment de discussions passionnantes et passionnées sur Staline et le stalinisme. L'une des interventions les plus audacieuses dans son anti-stalinisme a été celle d'Igor Bestoujev-Lada (*Nedelia*, 15, 1988) dont les chiffres des pertes en vies humaines ont attiré l'attention des observateurs du monde entier.

La discussion a évidemment porté sur la question de savoir si le stalinisme était inévitable. Alec Nove l'a très bien résumée²¹, avec les arguments et conclusions de Roy Medvedev — Staline bourreau de son peuple par son propre choix — et de Mikhail Gefter. Pour ce dernier, qui définit Staline comme « la figure historique dont les erreurs de calcul ont coûté la vie au minimum à vingt millions d'hommes et à toute une génération », « Staline n'était pas inévitable » initialement, mais « son inévitabilité a crû d'année en année », parce qu'il a lui-même « construit avec beaucoup d'habileté sa nécessité ». (*Rabotchiï klass i sovremennyi mir*, 1, 1988, en français, « Staline est mort hier », *La Seule Issue*, Paris, 1989). O. Latsis, lui-même plus politique qu'historien ou journaliste, écrit :

« Usurpant les droits non seulement du parti mais des ouvriers et des paysans, Staline dut étendre ces mesures au-delà des dirigeants du parti. Il ne pouvait arrêter tous les ouvriers et les paysans, bien que le système du Goulag ait représenté une expérience à grande échelle de création d'un type spécial de « classe ouvrière », mais objectivement tout le monde constituait pour lui un

21. Alec Nove, *Glasnost in Action*, 1989, pp. 24-32.

danger, car il agissait contre les intérêts des ouvriers et des paysans » (*Znamia*, 6, 1988).

Gefter n'écrit pas autre chose, nous l'avons vu, quand, rejoignant pratiquement une analyse de Trotsky, il assure que Staline relança la machine de la *guerre civile permanente*, précisant qu'elle « constitue sans doute sa contribution la plus fondamentale à ce que nous nommons le stalinisme ».

Autres personnalités

Bien entendu, d'autres personnalités ont été revues et leurs biographies révisées.

Certains l'ont été à la baisse comme Molotov (D.V. Pavlov, *Literaturnaia gazeta*, 16, 18 avril 1990, D.Boukov, *Spoutnik*, 6, 1990), Béria (*Iounost*, 12, 1988), Vorochilov (*Spoutnik*, 8, 1990), Boudienny, Jdanov (Iou. Kariakine, « L'Eau de Jdanov », parfum pour dissimuler l'odeur des cadavres, *Ogoniok*, 19, 1988, traduction française dans *La Seule Issue*, Paris, 1989), L.M. Kaganovitch, toujours vivant (*Moskovskie Novosti*, 25 décembre 1988 ; Roy Medvedev, *Spoutnik*, 6, 1990), Souslov (*Argumenty i fakty* int. 4, 1990), Vorochilov (*Spoutnik*, 9, 1990), Vychinsky (Vaksberg, *Literaturnaia gazeta*, 4, 27 janvier 1988) et les hiérarques staliniens de façon générale. Les éléments nouveaux contenus dans ces articles relèvent de l'anecdote grinçante et parfois de la séquence tragique. C'est Vychinsky entamant en 1917 des poursuites contre Lénine qu'il accuse d'être un agent allemand. C'est Kaganovitch quittant en plein spectacle le théâtre de Meyerhold et s'engouffrant dans sa voiture poursuivi dans la rue par le malheureux metteur en scène qui finit par s'effondrer, bras en croix, venant de vivre une première fois sa condamnation à mort (R. Medvedev, *Spoutnik*, 4, 1990) !

D'autres ont bénéficié d'une réhabilitation historique. Citons Zinoviev (Chelestov, *Nedelia*, 29, 1988, et Lisotchikine, *Leningradskaia pravda*, 21 juin 1988, Vassetsky, *Argumenty i Fakty*, 42, 1988 outre son autobiographie de septembre 1934 dans *Voprosy istorii*, 7, 1990; Vassetsky, *Novaia i Novejchaia istorija*, 3, 1989), Kamenev (Chelestov, *Nedelia*, 20, 1988, avec le témoignage de son neveu G.S. Kravtchenko; Roy Medvedev, *Literaturnaia gazeta*, 18, 3 mai 1989), ainsi que les souvenirs de son fils Vladimir Glebov dans *Stroitelnaia gazeta*, Rakovsky (Grossul, *Novaia i novejchaia istoriia*, 6, juin 1988, *Spoutnik*, 9, 1990), dont la mémoire a été défendue par son neveu le colonel Kh.V. Rakovsky et sur lequel l'historien de Kharkov G.I. Tcherniavsky prépare un ouvrage (voir son article sur Rakovsky à son procès, *Novaia i Novejchaia istoriia*, 4, 1990 et un prochain article dans les *Cahiers Léon Trotsky* sur l'exil de Rakovsky de 1928 à 1934), N.I. Mouralov, un des réhabilités du début de la perestroïka, I.N. Smirnov²², Orakhelachvili (*Neva*, 11, 1988), le Tatar Sultan-

22. I.N. Smirnov a été réadmis dans le parti à titre posthume (*Pravda*, 6 juin 1990).

Galiev (*Izvestia TsK KPSS*, 10, 1990), M.N. Toukhatchevsky (V.O. Dajnes, *Voprosy istorii*, 10, 1989), A.S. Enoukidzé (*Izvestia*, 15 juillet 1987), N.A. Ouglanov (*Voprosy istorii KPSS*, 8, 1990), A.I. Rykov (*Argumenty i Fakty*, 16, 1988 ; *Izvestia*, 5 mars 1988), (A.Sénine, *Voprosy istorii*, 9, 1988), Tomsky (*Nedelia*, 10 juillet 1988) & *Ogoniok*, 31, 1988)

Il y a aussi tous ceux dont les enfants ont pris la parole, Kamenev, déjà cité, Préobrajensky, (communication au colloque soviéto-américain de Moscou de M.N.Gorinov et S.Tsakounov, avec l'aide de Léonide Préobrajensky, ms, 26 pp) ²³, Akmal Ikramov (par son fils Kamil, *Les Nouvelles de Moscou*, 11, 13 mars 1988) L.P. Sérébriakov (*Sotsialisticheskaia Industriia*, 10 juin 1988 avec les souvenirs de sa fille Zoria), Smilga, Krestinsky, Lomov (voir l'entrevue avec Tatiana Smilga, Natalia Krestinskaia, Nina Lomova, *Les Nouvelles de Moscou*, 12, 3 janvier 1988 et sur Smilga, *Naouka i Jizn*, 6, 1988 & *Sobesednik*, 40, 1989), V.A. Antonov-Ovseenko, (Lev Sidarovsky, *Soviet Weekly*, 17 décembre 1988, le témoignage d'Iouri Tomsky, fils de Mikhaïl Tomsky sur sa fermeté devant les bourreaux, *Sotsialisticheskaja zakonnost*, 10, 1988 et les travaux de son fils en particulier sa communication au colloque de Wuppertal), Chliapnikov (*Les Nouvelles de Moscou*, 50, 13 décembre 1987), Piatnitsky — dont nous avons appris qu'il avait tenté de tenir tête à Staline en 1937 (Gennadi Javoronkov, *Moskovskie Novosti*, 11, 10 avril 1988, avec une confirmation documentée par Boris Starkov dans sa communication à Aberdeen) — M.N. Rioutine bien sûr (voir plus loin et les efforts de sa fille Lioubova Riutina) et Karl Radek (article de sa fille Sofia, *Ogoniok*, 52, 1988).

Mentionnons aussi le Dr Pletnev, un des médecins du Kremlin victimes du troisième procès de Moscou (*Voprosy istorii*, 9, 1989), le général Poutna (*Voprosy istorii*, 1, 1989), Lominadzé et bien d'autres, cités à l'occasion d'un événement, d'un anniversaire, d'une réhabilitation ou dans le cours d'un roman (Rybakov restreint abusivement le conflit entre Staline et Lominadzé qui fut un véritable opposant).

La Question de la bureaucratie

A la fin de 1988, s'est produite la retentissante intervention d'Aleksandr Tsipko, philosophe et collaborateur du CC, réputé protégé d'A.N. Yakovlev. Dans son article « Les Sources du stalinisme », (*Naouka i Jizn*, 11, 12, 1988, & 1, 2, 1989), il tentait d'établir la filiation entre le marxisme et le stalinisme, amalgamant dans le « totalitarisme » des adversaires du marché aussi divers que Kautsky, Préobrajensky et Khomeiny. Affirmant que la croyance dans l'« utopie » d'Octobre était à l'origine du stalinisme, il concluait que le principal danger pour la perestroïka était l'extrémisme de gauche incarné par Trotsky.

23. Préobrajensky a été réadmis au parti à titre posthume (*Pravda*, 31 mai 1990).

Dans le cours de la discussion, Len Karpinsky s'efforçait de démontrer qu'il ne fallait pas rechercher la filiation dans les idées en général et qu'il fallait voir en Staline non l'ancien révolutionnaire professionnel marxiste mais « le chef de l'aristocratie administrative » (*Les Nouvelles de Moscou*, 16, 16 avril 1989).

Le débat sur les origines et la signification du stalinisme ne peut en effet se passer d'une explication sur les racines de classe, probablement particulièrement douloureuse aujourd'hui pour les staliniens repentis, mais passionnante pour le monde entier. Quelles forces sociales Staline représentait-il donc pour aller « contre les intérêts des ouvriers et des paysans » ?

La question de l'apparition, après la mort de Lénine, de la bureaucratie en tant que groupe social étranger au socialisme, a été pour la première fois posée dans les débats par le philosophe S.S. Dzarasov :

« La bureaucratie, écrit-il, est le règne des fonctionnaires. Et elle est incompatible avec la démocratie — le règne du peuple ».

Le triomphe du stalinisme, pour lui, s'est fait à partir de la bureaucratie qu'il a consolidée en multipliant les bureaucrates : « Il correspond pleinement à leur intérêt et il est la base principale de leur pouvoir » (*Moskovskaia pravda*, 21 janvier 1988). Selon Dzarasov, cette bureaucratie a usurpé le pouvoir aux environs de la fin des années 20.

Quelle est la nature de classe de cette bureaucratie — ou si l'on veut, du pouvoir d'Etat dans l'Union soviétique au temps de Staline ? Au cours d'une table ronde organisée par l'Institut du Marxisme-Léninisme à Moscou, Anatoli Boutenko, professeur à l'Université de Moscou, qui eut quelques ennus en 1984 pour s'être trop apesanti sur les contradictions sociales en URSS, ignore superbement Trotsky dans son intervention, se permettant même d'affirmer que « personne n'a essayé d'analyser la société soviétique du point de vue de la croissance et du renforcement de la bureaucratie ».

Pour lui, cette dernière, « coupée du peuple et incontrôlée par lui », véritable danger pour le socialisme, a été la forme de domination et d'administration de ceux qui avaient « usurpé le pouvoir — Staline et son entourage ». Il assure que c'est le même « modèle de socialisme, prenant appui sur la bureaucratie de l'Etat et du Parti », qui existe depuis les années 30 et, pressé de définir la bureaucratie, répond qu'il s'agit de cette « fraction d'administrateurs qui, gérant la société et ayant pour tâche d'accélérer son développement, utilisent leurs fonctions pour leurs intérêts propres et, au lieu de le faire, ralentissent et freinent le développement » (*Voprosy istorii*, 2, 1988).

Vivement critiqué au cours de la même table ronde à l'Institut du Marxisme-Léninisme parce qu'il laisse dans le vague la question de la nature de classe de l'Etat, Boutenko s'entend reprocher son « abstraction » et V.V. Jouravlev lui oppose « le mécanisme social spécifique de classe de l'usurpation du pouvoir » tel qu'il est défini dans le classique *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, précisant :

« L'acte d'usurpation du pouvoir n'enlève pas de l'ordre du jour la question des bases de classe du pouvoir parce que "le pouvoir d'Etat n'est pas suspendu en l'air" et que "la bureaucratie, malgré tous ses efforts pour prendre le pouvoir pour elle-même", ne cesse d'être l'instrument d'une classe définie ». (*ibidem*).

Pourtant le débat n'est pas clos et Boutenko revient sur la discussion répondant de façon polémique à Jouravlev sur la question de l'« usurpation du pouvoir » dans une lettre rendue publique (*Voprosy istorii KPSS*, 7, 1988).

Commentant ce débat, R.W. Davies estime que Jouravlev se trouve là très proche de l'analyse de Trotsky²⁴. Je préfère dire que la nécessité pour ces hommes de rattacher leur analyse de la bureaucratie au système de pensée marxiste, tel qu'ils l'ont connu, les conduit à employer les mêmes mots, ce qui ne signifie pas qu'ils arrivent aux mêmes conclusions que Trotsky, dont ils s'approchent pourtant souvent.

On va désormais attendre beaucoup des historiens sur cette question. On relève l'examen par V.A. Kozlov et E.G. Plimak de la « conscience de Thermidor » dans la révolution russe (*Znamia*, 7, 1990), précédé d'une passionnante recension des écrits récents sur Trotsky. A.M. Podchtchékoldine, encore lui, a donné à Mexico une communication dont une partie a été publiée sous forme d'article (*Argumenty i Fakty*, 27, 1990 ; version française plus complète dans *Cahiers Léon Trotsky*, 44, 1990) au sujet de ses recherches sur l'année 1922 : démonstration rigoureuse que, sous la houlette du nouveau secrétaire général, dans le cours de 1922, on a vu s'accroître l'effectif des permanents de l'appareil du parti, se réaliser la centralisation absolue sous l'autorité du secrétaire général et se multiplier les avantages matériels pour ces *apparatchiki* dont le revenu est, en 1923, en moyenne, 80 fois supérieur à celui de l'ouvrier qualifié. L'apport de cette recherche se révélera capital.

La Russie d'avant la Révolution

L'étude par R.W. Davies²⁵ de la façon dont est abordée aujourd'hui en URSS l'histoire de la Russie pré-révolutionnaire fait apparaître l'enchevêtrement des intérêts à travers des divergences qui ne font que refléter les préoccupations actuelles projetées dans le passé.

Commentant l'émancipation des serfs, en 1864, comme un pas vers un Etat de droit, Arkadi Vaksberg ne la compare-t-il pas à la libération du commerce de gros revendiquée aujourd'hui par les partisans du marché (*Literaturnaja gazeta*, 8 juin 1988) ?

Gavriil Popov, démocrate « radical », devenu depuis maire de Moscou, a souligné, lui, les limites de la portée de cette émancipation en assurant que leur

24. R.W. Davies, *op.cit.* p.96.

25. R.W. Davies, *op.cit.*, pp.11-26.

étroitesse tient à ce que cette réforme a été menée à bien sans participation des intéressés (*Znamia*, 3, 4, 1987).

On trouve de même des jugements contradictoires quand il s'agit d'apprécier le rôle de l'Eglise orthodoxe au moment de la célébration de son millénaire. A cette occasion, l'académicien Likhatchev présente les monastères comme des centres de culture, célèbre les Vieux-Croyants, met l'accent sur ce qu'il tient pour un apport inestimable de la religion en général et de l'Eglise orthodoxe en particulier (*Literaturnaja gazeta*, 9 septembre 1987) Et c'est A.N. Iakovlev, proche collaborateur de Gorbatchev, qui veut en finir avec l'idée erronée, pense-t-il, selon laquelle, en Russie, la religion serait la mère de la culture (*Vestnik akademii nauk*, 6, 1987), ce que pourtant Gorbatchev laissera entendre dans le cours des cérémonies d'en-haut.

On sait de même que Staline voyait dans Ivan le Terrible et Pierre le Grand les agents de la modernisation du pays par la terreur. Rybakov parle de continuité entre les trois hommes et prononce le mot de « despotisme asiatique ». Certains comparent la grande purge aux massacres des Cent-Noirs et aux pogroms. A l'opposé, Vadim Kojinov, représentant du courant nationaliste, minimise l'aspect « despotisme asiatique », et affirme que les massacres et les crimes de Staline n'ont fait qu'exprimer la nature du Mal-en-soi, la révolution elle-même (*Nach Sovremennik*, 4, 1988).

Les historiens se divisent également sur les causes du développement industriel en Russie. Klyamkine crédite l'autocratie de l'industrialisation, expliquant qu'elle a créé, avec la classe ouvrière, la seule force qui pouvait la renverser (*Novy mir*, 11, 1987). Seliounine, de son côté, attribue l'ensemble des progrès économiques à la naissance et au fonctionnement libre du marché en dépit des obstacles que constituaient selon lui l'intervention de l'Etat et la tradition rurale du *mir* (*Voprosy istorii*, 3, 1988).

Contre tous les historiens spécialistes de la campagne et des paysans, Seliounine souligne le rôle des réformes de Stolypine, le ministre « réformiste » du tsar, la tentative de ce dernier de créer une classe de paysans aisés travaillant pour le marché et il célèbre avec regret ce qu'il appelle « l'alternative Stolypine » à la révolution (*ibidem*).

R.W. Davies cite à ce propos l'économiste Nikolai Chmelev, un des fameux « conseillers », ex-gendre de N.S.Khrouchtchev, qui dit que « Stolypine fut l'espoir du pays » et Gavriil Popov, le maire de Moscou, célèbre « l'inoubliable Stolypine » et son soutien des fermes familiales²⁶.

L'histoire soviétique

Le chemin concret vers Octobre n'a guère été étudié, la plupart des auteurs, en idéologues, préférant établir une filiation dans les idées et voir les événements de très haut. Nous avons cependant relevé un article de V.P. Boul-

26. R.W. Davies, « History and Perestroika ».

dakov, l'historien qui était à la tribune du meeting de Memorial sur Trotsky le 15 novembre 1988 au MAI à Moscou. (*Voprosy istorii*, 10, 1989).

Il est maintenant nécessaire de passer en revue les étapes successives de l'histoire de la Russie Soviétique telle qu'elle apparaît aujourd'hui sous de nouvelles écritures, par ailleurs diverses.

Comme on pouvait s'y attendre, ce qui est mis en question pour Octobre 1917, ce n'est pas tellement la prise du pouvoir en elle-même que la décision des bolcheviks d'y aller seuls. Octobre redevient un « coup d'Etat » auquel on dénie le caractère de « révolution » accordé à février. Un article récent de Genrikh Joffe (*Les Nouvelles de Moscou*, 6, 8 février 1990, *Argumenty i Fakty*, 17, 1990) sur « l'alternative de 1917 » est une apologie de Martov et présente sa rupture avec les bolcheviks comme le « signe du malheur » de la révolution. L'historiographie actuelle est plus hésitante vis-à-vis des s.r. de gauche, en qui elle est tentée de voir les champions de la « liberté » contre les bolcheviks, mais qu'elle hésite à adopter du fait qu'ils ont pris l'initiative de la rupture en recourant aux armes.

La guerre civile et ses lendemains constituent la période peut-être la moins systématiquement mise en question par les chercheurs, bien qu'elle fasse office de « repoussoir ». Notons cependant qu'on ne s'est guère intéressé aux Blancs — sauf en tant que victimes — et que des détails ont été donnés sur l'assassinat de la famille du tsar et leur sépulture enfin découverte en... 1979 (G.Riadov, *Rodina*, 4 & 5, 1989), ce meurtre étant considéré au mieux comme une cruauté inutile, ce qui est bien souligné par un travail de Genrikh Joffé²⁷.

G.A. Bordiougov et V.A. Kozlov ont abordé la question des méthodes dictatoriales de gouvernement pendant cette période (*Voprosy istorii KPSS*, 9, 1990). N.A. Tarkhova, dans un texte du colloque d'Aberdeen, mentionne les dossiers d'archives sur le « train » dont Trotsky avait signalé l'existence et indique qu'ils n'attendent que les chercheurs.

Après la célèbre pièce de Chatrov, la première étude historique sur Brest-Litovsk exposant les véritables positions de Trotsky sans calomnie ni déformation est due à A.V. Pantsov (*Voprosy Istorii*, 2, 1990). Une étude de N.A. Vassetsky sur « Trotsky commissaire du peuple aux affaires étrangères » nous a été adressée par son auteur (*Cahiers Léon Trotsky*, 44, 1990). Une étude de V.V. Jouravlev sur « le Rubicon de Brest » vient de paraître, appuyée sur des documents, qui confirme les dires de Trotsky sur les votes au CC du parti (*Voprosy istorii KPSS*, 6 & 7, 1990). Relevons que Vassili Golovanov a été l'un des premiers à restituer une dimension idéologique et politique à l'anarchiste Makhno, traité en bandit depuis des décennies, et même à parler du piège que constituèrent les propositions bolcheviques de lui laisser un territoire (*Literaturnaia Gazeta*, 6, 1989)²⁸.

27. Genrikh Joffe, *Veliki Oktiabr' i epilog tzarizma*, avec compte rendu de Tcherkasov dans *Novy mir*, 7, 1988.

28. On relèvera cependant que l'imprimatur est donné à cet article par une présentation de N.A. Vassetsky et ses considérations sur « les positions anti-paysannes » et « les méthodes admi-

On relève souvent dans les articles de revue la brutalité des réquisitions dans les campagnes sous le « communisme de guerre », le fait que les paysans, tous qualifiés sommairement de koulaks, ont été dépouillés de tout, provisions et même semences.

L'insurrection de Cronstadt, souvent évoquée et utilisée comme cadre romanesque, est peu étudiée, en dehors d'un bilan mesuré de Roy Medvedev, en fait plus une réinterprétation qu'un renouvellement (*Iounost*, 11, 1988), et d'un article d'Iou. Gavrilov, (*Ogoniok*, 37, 1989). En revanche, un intérêt particulier pour le chef Cosaque F.K. Mironov, fusillé en 1921, a attiré l'attention sur ce qu'on appelle la « décosauisation » — (Losev, *Sovietskaia Rossia*, 10 juillet 1988) et révélé que sa réhabilitation sous Khrouchtchev avait provoqué une protestation du vieux Boudienny, sans doute plus compromis dans la répression qu'on ne l'avait pensé (A. Adjoubéi, *A l'Ombre de Khrouchtchev*, p. 255).

Les points les plus débattus concernant l'après-guerre civile ont trait au régime politique et particulièrement au régime interne du parti. S.S. Dzarasov relève que Lénine opposa à Riazanov, au Xe congrès, la possibilité d'élections au comité central sur la base de programmes distincts (*Moskovskaia pravda*, 3 juin 1988). Agdas Bourganov a souligné les conséquences funestes à long terme pour la démocratie et la vie du parti de l'interdiction des fractions proposée au Xe congrès par Lénine (*Drujda narodov*, 8, 1988).

Starostine (*Iounost*, 5, 1988) et Chatrov se plaisent à souligner la volonté de Lénine, pendant ses dernières années, de libéraliser le régime et de se rapprocher des mencheviks. Quant à l'historien Poliakov, il pense — mais c'est très peu sur un si vaste sujet — que Lénine a surestimé « le potentiel de la classe ouvrière occidentale en 1920 » (*Moscow News*, 15 novembre 1987). Nous avons pris connaissance des remarques écrites de la main de Lénine en novembre 1920 sur des « thèses » de Zinoviev pour la lutte contre le bureaucratisme et pour la démocratie (*Voprosy istorii KPSS*, 6, 1990).

On a lu avec un énorme intérêt l'interview de Jouravlev et Nenokarov sur « l'affaire géorgienne » (*Pravda*, 12 août 1988) basée sur les lettres de Lénine à Rykov récemment publiées et sur d'autres documents et on a été frappé de la confirmation éclatante qu'elle donne de l'interprétation de Trotsky qui ne disposait pas de tous les documents mais — c'est indiscutable — d'une bonne mémoire et de beaucoup d'honnêteté. On notera que, jusqu'à ces documents, précis sur ce point, les historiens soviétiques, s'inspirant les uns des autres, avaient continué à répéter — comme aussi les « contre-communistes » d'Occident — que Trotsky s'était « dérobé » à la demande de Lénine de défendre à sa place les Géorgiens contre Staline.

La « Lettre à l'Institut d'Histoire du parti » publiée par V.I. Startsev contient pas mal de détails sur le « bloc » entre Lénine et Trotsky dans les derniers mois de la vie de Lénine (*Voprosy istorii*, 7, 1989) L'épisode commence à être connu et n'a pas été contesté. V.I. Startsev a donné une communication sur

nistratives de Trotsky ». L'auteur rend Trotsky responsable de la première rupture et s'appuie pour cela sur des citations de V.A. Antonov-Ovseenko.

ces questions au Symposium 90 en Grande-Bretagne en avril 1990 (« Lenin and Trotsky 1922-1923 », *Marxist Monthly*, 3, 1990). Un pas important avait été franchi avec la publication des lettres de Trotsky à Lénine, fin 1923, début 1924 (*Izvestia TsK KPSS*, 11,12, 1989).

Des notes prises par Aleksandr Bek sur ses entretiens en 1967 avec Fotiéva et Voloditcheva, les secrétaires de Lénine, ne manquent pas de piquant. La seconde, qui trouvait Staline « gentil », a accepté de brûler à sa demande la lettre de Lénine au congrès qui était la première version de son « Testament » (*Les Nouvelles de Moscou*, 4, 22 janvier 1989). Evoquant cet épisode en note, l'historien Vladlen Loguinov le met en rapport avec la fameuse circulaire aux secrétaires régionaux roeroduite pour la première fois par Volkogonov, dans laquelle Staline, en date du 27 janvier 1923, s'efforce de désamorcer le contenu des derniers écrits de Lénine, qu'il n'est pas arrivé à dissimuler ou à détruire comme il le souhaitait, et qui écrit, avec la signature de tous les membres du Politburo, Trotsky compris : « Ce n'est pas Lénine, c'est sa maladie qui parle ».

La crise qui secoue le parti au moment du débat sur le « Cours nouveau » a été éclairée dans « Prologue de la Tragédie » et de nouveaux documents rendus publics par A.M. Podchtchékoldine. La preuve est faite maintenant que les votes dans le parti ont été falsifiés par l'appareil et que l'Opposition avait en réalité remporté la majorité dans ce congrès de Moscou où elle n'eut qu'un seul délégué pour la conférence nationale²⁹. Le témoignage, pas encore publié à notre connaissance, recueilli par Anton Antonov-Ovseenko, d'un aide de camp de son père, assure qu'un certain nombre de collaborateurs de Trotsky, V.A. Antonov-Ovseenko lui-même, N.I. Mouralov, plus tard Alipi M. dit Koté Tsintsadzé, ont pensé alors qu'une opération militaire limitée, dont l'Opposition avait les moyens, permettrait de balayer Staline et ses hommes et de restaurer dans le parti une vie démocratique normale et honnête, mais que Trotsky s'y opposa résolument et ne voulut même pas discuter de ce qu'il considérait comme un coup d'Etat (communication d'Anton Antonov-Ovseenko au colloque de Wuppertal).

La revue du comité central a publié — pour la première fois en URSS — le texte de la « lettre des 46 » du 15 octobre 1923, qui marque le début de l'opposition (*Izvestia TsK KPSS*, 6, 1990). V.P. Danilov a publié dans un premier temps dans la revue *EKO*, des extraits du discours de Trotsky au CC du 26 octobre 1923. Après des péripéties diverses qui ont fait des suites de cette publication un petit scandale, il a publié l'intégralité du sténogramme pris par Bajanov et découvert dans les archives du comité central (*Voprosy istorii KPSS*, 5, 1990). Ce texte, dans lequel Trotsky se défend contre les rumeurs et les accusations d'aspirer au pouvoir, et raconte qu'il a refusé les offres de Lénine de prendre la vice-présidence, illustre bien les débuts et l'enjeu de ce débat : le contrôle du parti, par le parti lui-même ou par son appareil, et déjà la

29. *Nedelia*, 21, 1989.

façon dont ce dernier a choisi de se battre contre celui qu'il tient pour son pire ennemi.

En ce qui concerne l'année 1924, Anton Antonov-Ovseenko assure que les archives centrales contiennent des lettres de Staline à Nestor Lakoba, chef du parti d'Abkhazie, pour qu'il trompe Trotsky, qui venait d'arriver à Soukhoun, sur la date réelle des funérailles de Lénine et l'empêche ainsi d'y assister. Il faudrait ces documents eux-mêmes et une datation pour confronter avec les souvenirs de Trotsky sur ce point. Nous avons appris par la publication d'un extrait des minutes du bureau politique que Trotsky avait été le seul à y voter pour la communication au parti du Testament de Lénine (*Les Nouvelles de Moscou*, 22 avril 1990), ce qui détruit une légende solidement enracinée sur son « abstention » à ce sujet : il ne fit que respecter la discipline du Politburo lors du comité central, dont Bajanov a depuis longtemps donné un récit de mémoire.

En outre, pour la même année, la correspondance de Kroupskaia montre combien il avait raison quand il disait que, sans « Leçons d'Octobre », les « triumvirs » auraient trouvé un autre prétexte pour faire campagne contre lui, et que cette dernière se rangeait parmi ses défenseurs. (*Izvestia TsK KPSS*, 2, 1989). Une étude de S.M. Gontcharova sur Kroupskaia et le XIVe congrès du PC montre son chemin vers l'opposition de Leningrad puis l'opposition unifiée (*Voprosy istorii KPSS*, 10, 1990). « Lénine sous l'éteignoir », un article d'Iou. Bouranov, relate le rôle joué par l'Américain Max Eastman dans la publication à l'étranger du « Testament de Lénine » en 1926 et reproduit l'affirmation de Trotsky selon laquelle son désaveu de l'initiative d'Eastman fut rédigé par Staline lui-même, la direction de l'opposition ayant estimé qu'il était impossible de lui tenir tête sur cette question sans encourir les pires sanctions (*Les Nouvelles de Moscou*, 38, 15 septembre 1989).

L'une des discussions les plus chaudes a porté sur la Nep, le taux de croissance de l'économie au temps de la Nep, bref ses résultats. Ambartsoumov (*Moskovskie Novosti*, 2 novembre 1986), Otto Latsis (*Kommunist*, 18, 1987, *Novy mir*, 6, 1988), Tikhonov (*Voprosy istorii*, 3, 1988), Seliounine (*Novy mir*, 30, 1988), ont fait l'éloge de ses succès et voient en elle le modèle à suivre aujourd'hui : le tableau qu'ils ont dressé était cependant parfois trop idyllique, comme certaines de leurs appréciations surtout l'inexistence du koulak et du « danger koulak » à l'époque. Mais le vent était à la Nep chez tous les historiens.

V.P. Danilov, muselé pendant presque vingt ans, s'est indigné de la « découverte » de taux miraculeux de croissance économique et de l'affirmation devenue courante selon laquelle l'idée coopératiste serait stupide (*Voprosy istorii*, 3, 1988). Il connaît la situation à la campagne et a étudié la différenciation sociale entre paysans³⁰.

30. Pour un exposé plus complet, voir le livre, important, de V.P. Danilov, *Sovietskaia dokolkhoznia derevnia*, traduction anglaise *Rural Russia Under the New Regime*, Londres, Hutchinson, 1988.

Ce n'est qu'en 1990 que paraissent sur cette question d'autres études inspirées par un souci scientifique : R.W. Davies³¹ souligne l'intérêt du travail de N.S. Simonov (*Voprosy istorii KPSS*, 3, 1990) qui étudie la Nep sous l'angle du conflit entre les deux formations économiques, l'économie paysanne traditionnelle, mi-patriarcale, mi-marchande, et l'économie industrielle moderne. Il y a eu récemment une tentative pour cerner le problème du koulak et d'abord de la notion de koulak elle-même (A.N.Solopov, *Voprosy istorii KPSS*, 10, 1990), plutôt mal délimitée.

Les mêmes auteurs qui glorifient la Nep la présentent en général comme menant à des choix, au nombre desquels il y aurait eu une « alternative Boukharine ». Danilov, pour sa part, voit ce qu'il appelle trois alternatives, celle de Boukharine, celle de Staline et celle du Gosplan (*Gorizont*, 5, 1988). Klyamkine reconnaît que l'opposition de gauche de Trotsky se situait dans le cadre de la Nep, dont il n'a pas réclamé l'abandon comme le proclament la plupart des auteurs — avec la notable exception de Danilov — ce qui leur permet de faire de lui un adversaire de tout temps de la Nep et un enragé de la collectivisation forcée (*Novy mir*, 5, 1988).

Sur ces questions, les articles essentiels de la polémique entre Boukharine et Préobrajensky ont été publiés (*Voprosy ekonomiki*, 9, 1988) et récemment encore une réponse de Préobrajensky à Boukharine (*Voprosy ekonomiki*, 6, 1990). Les idées de Préobrajensky ont été discutées avec sérieux notamment par N.Petrakov (*Ekonomika i matematicheskie metody*, 6, 1988). V.A. Pantsov, déjà mentionné, voit chez Préobrajensky les antécédents « théoriques » du tournant de Staline.

L'économiste Grigori Khanine, lui, a attaqué la Nep de la droite, présentant des chiffres nouveaux et affirmant que, parce qu'elle n'était pas une solution capitaliste, elle n'avait pu qu'amener un nouveau déclin de l'économie (*Rodina*, 7, 1989; *EKO*, 10, 1989).

Mêmes désaccords sur la fin de la Nep. Pour nombre d'auteurs, c'est le tournant du régime vers l'industrialisation, délibérément voulu par Staline, qui a mis un terme à la Nep. Certains mentionnent cependant la grève de la livraison des grains et y voient l'une des causes du tournant de Staline, une « fuite en avant » comme disait Trotsky. Relevons la position de M.M. Gorinov, déjà cité, qui croit que l'industrialisation était impossible dans le cadre de la Nep, mais aurait préconisé un mélange du « modèle Staline » et du « modèle Boukharine » (*Znanie*, série Histoire, 2, 1990 et *Voprosy istorii KPSS*, 1, 1990).

Certaines ombres apparaissent par ailleurs sur la Nep dans les romans. On le sait, elle a enrichi en fait bien des mercantis et la liberté d'expression n'y a pas, il s'en faut, toujours été respectée. Elle a été souvent le règne de la corruption et de la démoralisation. Elle a marqué l'avancée dans le parti des aventuriers et des carriéristes. Le système des camps a été organisé sur une grande échelle à partir de 1923, après deux années de Nep. En fait, les partisans de la

31. R.W. Davies, « History and Perestroïka ».

Nep d'aujourd'hui sont si conditionnés par leurs aspirations économiques qu'ils en arrivent à faire naître le stalinisme à partir de la fameuse décision de Staline d'envoyer la Nep « au diable », ce qui est difficilement soutenable.

Sur l'après-Nep, il semble que peu d'auteurs aient lu les articles de Trotsky ou la passionnante étude de Rakovsky sur les débuts de l'industrialisation (« Au Congrès et dans le Pays », 1932, *Cahiers Léon Trotsky*, 18, 1984 ; en anglais, *Critique* n°13 ; extraits par Vladlen Sirotkine dans *Spoutnik*, 9, 1990). Mentionnons pourtant des travaux de qualité de plusieurs historiens (Danilov & Teptsov, *Pravda*, 26 août, 13 septembre 1988) ; N.V. Teptsov, *Sel' skaia Jizn*, 8, 1989 ; V. Sirotkine, (*Izvestia*, 9/10 mars 1989 ; *Istoria SSSR*, 3, 1989). On ne nie plus le bouleversement apporté dans tout le pays, l'afflux de paysans misérables vers les villes, l'ouverture des « camps » pour recevoir de prétendus koulaks. On attend l'ouvrage capital de Danilov sur ce sujet.

Tous les auteurs reprennent le thème de la « catastrophe ». Klyamkine est presque seul à rompre l'unanimité en disant que la collectivisation était une nécessité regrettable et en soulignant qu'elle a eu lors de ses débuts l'approbation parfois enthousiaste des paysans pauvres (*Novy mir*, 11, 1987). Il y a en tout cas un vrai débat. Le romancier Belov peut assurer que Staline était « le principal trotskyste » (*Pravda*, 15 avril 1988) et Danilov peut lui répondre (*Pravda*, 7 août 1988). Ce dernier, utilisant les premiers résultats de sa recherche, a publié un article sur les conséquences démographiques de la famine de 1932-1933 dont il évalue le nombre de victimes à trois ou quatre millions (*Voprosy istorii*, 2, 1988). Le débat se mène sur la question de savoir si c'est délibérément que les paysans moyens ont été frappés comme koulaks — pour les pousser dans les kolkhozes — ou si cela ne résulte que d'un zèle administratif dans l'exécution des « quotas » (Chmelev, *Oktiabr*, 1, 1988).

On trouve aussi maintenant dans la littérature historique soviétique un tableau très proche de celui que dressaient dans les années 30 les correspondants du *Biulleten Oppositsii*, les violences anti-paysannes de la prétendue « dékoulakisation », la résistance désespérée des paysans allant jusqu'à massacrer leur cheptel, et la « famine organisée », selon les termes d'Iouri Afanasiev, (*Literaturnaia Rossia*, 17 juin 1988), qui fut la compagne de la collectivisation forcée déchaînée par le « père des peuples ».

Il y a peu de neuf sur les oppositions, et en particulier sur la lutte de l'« Opposition unifiée » où Trotsky s'était allié à Zinoviev et Kamenev. *Ogoniok* a publié un interview d'Ivan Iakovlevitch Vratchev qui fut commissaire politique de l'Armée rouge en Crimée, l'un des trois délégués de l'Opposition à la conférence de 1924, membre de l'Opposition unifiée qu'il renia avec assez d'éclat en 1929 pour mériter d'être publiquement giflé devant le Bolchoï par la femme de Sosnovsky qui avait été son ami³². Son interview n'apporte que des

32. Voir à Harvard la correspondance d'Olga Sosnovskaïa et autres déportés et les jugements sévères portés sur Vratchev.

détails à notre information : on peut le regretter, l'homme ayant, semble-t-il, une exceptionnelle mémoire (*Ogoniok*, 39, 1987) mais il n'apporte pas non plus d'élément nouveau dans le second (*Argumenty i Fakty*, 28, 1989). Nous n'avons pu prendre connaissance de ses « souvenirs » publiés récemment (*Sot-siologicheskie isslodavaniia*, 9, 1990).

Relevons une importante étude d'A.V. Pantsov, inédite en URSS, sur « Trotsky et la Révolution chinoise », que les *Cahiers Léon Trotsky* publieront prochainement : c'est en étudiant la révolution chinoise en Chine que le jeune historien a « découvert » Trotsky ! F.I. Firtsov s'attaque à la grosse question du rôle de Staline dans l'Internationale communiste (*Voprosy istorii*, 8-9, 1989).

Les travaux de l'historien de Leningrad Boris Starkov attirent l'attention sur le rôle de l'organisation militaire de l'Opposition de gauche dans la préparation de la manifestation contre l'exclusion de Smilga et dans la protection de Trotsky³³. Vladlen Sirotkine a publié sous la signature de Rakovsky des extraits de la déclaration de l'Opposition de gauche au XVI^e congrès (*Nedelia*, 21, 1989, texte intégral dans *Cahiers Léon Trotsky*, 6, 1980). V.P. Danilov a publié la lettre de Rakovsky à Valentynov connue en Occident sous le titre « Les Dangers professionnels du Pouvoir » (*Voprosy istorii*, 12, 1989). Des bribes d'autres déclarations de l'Opposition de gauche en déportation ont été données ici ou là, notamment dans des textes consacrés à Rakovsky qui en avait été le rédacteur.

La résistance ouvrière attestée par les archives de Trotsky et pratiquement ignorée des historiens occidentaux commence à apparaître avec d'autres découvertes de B. Starkov et la publication de documents ayant trait à d'autres sujets. Ainsi, dans un article sur Molotov (*Moskovskaia pravda & Spoutnik*, 7, 1990), l'historien K. Boukov cite une lettre collective signée d'ouvriers de l'usine *Faucille et Marteau*, du début de 1929, accusant les dirigeants du parti de mener le pays non au socialisme mais à un régime de terreur. Boris Starkov a vu des centaines de lettres-réquisitoires, dûment signées, en provenance des usines, notamment au début des années 30 et surtout en 1932.

Le même historien, dans sa communication au colloque d'Aberdeen, a étudié les oppositions antistaliniennes du début des années 30 ; il insiste sur le rôle joué par Syrtsov et les appuis que son groupe, organisé avec Lominadzé, avait dans l'appareil de la RSFSR. Il a trouvé dans les archives une information donnée par Radek à Ordjonikidzé en 1930, selon laquelle ce groupe était déjà constitué au printemps 1928 avec l'objectif, exprimé par Syrtsov, d'écarter Staline du secrétariat général.

Il y a peu de neuf sur le « bloc des oppositions » dont les archives de Trotsky ont permis de découvrir l'existence en 1980, cette alliance éphémère, en 1932, entre le groupe Zinoviev-Kamenev, le groupe I.N. Smirnov et le

33. Dans son rapport à Aberdeen, Miklós Kun a indiqué que les organisateurs de cette manifestation étaient Poutna et Primakov ; il semble pourtant que ces deux chefs militaires éminents n'étaient pas à la tête de « l'organisation militaire », où Mratchkovsky, Gerdovsky et surtout Okhotnikov, jouaient un rôle essentiel, comme l'a montré l'affaire de « l'imprimerie clandestine ».

groupe Sten-Lominadzé, qui explique sans doute le fameux « télégramme » de Sotchi du 25 septembre 1936 dans lequel Staline accusait le NKVD d'avoir « quatre ans de retard ». Il semble bien que les historiens Friedland et Seidel dénoncés au premier procès de Moscou comme terroristes et conspirateurs aient animé un groupe d'opposition : Zoria Serebriakova — dont le père habitait le même immeuble que Friedland — nous a affirmé à Aberdeen que c'était là un des groupes les plus actifs dans le rassemblement des oppositions.

Quelques éléments seulement, à propos du premier procès, sur les découvertes du NKVD en 1936 : la composition du « centre unifié » de 1932, qui, après des négociations entre Kamenev, Ter-Vaganian et Lominadzé, fut formé de Zinoviev, Kamenev, Evdokimov, I.N. Smirnov, Mratchkovsky, Lominadzé et L.A. Chatzkin. (*Izvestia TsK KPSS*, 8, 1989), très probablement le « centre » du Bloc des oppositions. Nous apprenons aussi que l'une des premières accusations concrètes contre Boukharine, connue dès la fin de 1936 par des « aveux » de Sokolnikov à l'instruction, fut d'avoir été informé par Kamenev de la constitution en 1932 d'un bloc entre zinoviévistes et trotskystes. (*Izvestia TsK KPSS*, 5, 1990). Comme nous le pensions, ce « bloc » ne fut pas découvert en 1932 : en 1933, V.A. Ter-Vaganian, compagnon de Smirnov, est exclu, et S.V. Mratchkovsky, son lieutenant (que Trotsky et Sedov croyaient en liberté), exclu et condamné à cinq ans de prison pour une activité en liaison avec le groupe Rioutine. Le NKVD ne commença à s'intéresser au « bloc » pour l'habiller en « bloc terroriste » qu'à partir de mars 1936 : fut-il « découvert » par les archives saisies le 27 février chez le « trotskyste » I.I. Troussov ?

En revanche, sur le groupe Rioutine, qui était « l'Arlésienne » de la période, nous avons enfin des textes, documents d'archives et même plusieurs textes rédigés par Rioutine, qui sort donc de la légende et du récit pour entrer dans l'histoire avec un certain relief, toujours comme l'homme qui a voulu combiner les idées de Boukharine et celles de Trotsky (Vaksberg, *Literaturnaia gazeta*, 29 juin 1988; *Iounost*, 11, 1988; Chichkine, *Voprosy istorii* 7, 1989 ; A. Borchtchagovsky, *Les Nouvelles de Moscou*, 11, 1er juin 1990, ainsi que le rapport établi par Boris Starkov, *Izvestia TsK KPSS*, 6, 1990). Il n'y avait pas seulement « deux trotskystes », comme je l'ai écrit, dans le groupe Rioutine, mais peut-être six ou sept, dont certains assez représentatifs comme le kharkovien Ilya Rosengaus, outre le groupe de zinoviévistes autour des Kaiourov père et fils.

Tous les textes ne sont pas encore accessibles au chercheur. Boris Starkov a cité à Aberdeen un texte très intéressant de Rioutine sur Trotsky ainsi que ses réponses au premier interrogatoire — sans violence — qu'il eut à subir. L'historien de Leningrad ne croit pas qu'il y ait eu un « groupe Rioutine-Slepov », mais des contacts du « groupe Rioutine » avec « le groupe Slepov » ; il en est peut-être de même pour les trotskystes. Nous savons en tout cas que Natalia Sedova envoyait encore en 1934 des secours financiers à Rosengaus en exil.

Il semble que très peu d'auteurs contemporains se soient intéressés à la politique allemande de Staline. Nous avons relevé la publication d'un docu-

ment déjà ancien d'Ernest Henry (Rostovsky), lettre ouverte à Ilya Ehrenbourg clouant Staline au pilori pour sa politique de division et de lutte contre les socialistes baptisés social-fascistes (*Drujba narodov*, 3, 1988). Et nous avons été frappés et émus de la véhémence de Valentin Berejkov dans la dénonciation de cette politique lors du colloque récent de Thionville.

Leonid Radzikhovskiy qualifie l'assassinat de Kirov de « plus grandiose des provocations de Staline », estime qu'il y a été mis fin délibérément à la démocratisation qui s'esquissait et y voit donc la victoire des forces noires du stalinisme, écrivant :

« Cette date, c'est aussi des bandits de droit commun des plus dangereux, comme le maréchal et héros Béria, comme l'académicien Vychinsky, et autres sadiques, généraux ou chefs de tous les niveaux » (*Les Nouvelles de Moscou*, 48, 27 novembre 1988).

Un article au moins, celui d'Olga Grigorievna Chatounovskaia (*Argumenty i fakty*, 22, 1990), ancienne membre de la commission centrale de contrôle, qui était membre de la commission d'enquête sur l'assassinat de Kirov — dont les travaux tiennent dans 64 volumes inédits — a consacré à l'affaire un article peu clair, sans mise en cause de Staline, vigoureusement critiqué par G. Tselms qui va jusqu'à demander lequel des deux hommes, Staline et Kirov, fut, selon elle, la victime (*Literaturnaia gazeta*, 26, 27 juin 1990).

La commission qui s'occupe des réhabilitations a donné des détails sur les « enquêtes » avant les procès de Moscou. C'est ainsi que nous savons maintenant que la liste sur laquelle furent choisis les 16 accusés d'août 1936 avait été dressée en juin précédent et qu'elle comptait 87 noms. Dans les premiers projets des enquêteurs, on cherchait à présenter comme « émissaires » de Trotsky, l'ancien officier rouge I.S. Esterman, ancien membre de l'Opposition de gauche, déporté en 1928, et un rédacteur de Glavlit, A.I. Chemelev, arrêté, lui, en février 1936. Aucun des deux ne figure au procès, même si le premier est cité dans l'acte d'accusation.

On constate la part personnelle de Staline dans la conduite des enquêtes, ses décisions, ses directives, son souci du détail dans ses instructions écrites à Béria : les procès sont vraiment *son* oeuvre. Nous savons que L.S. Sosnovskiy, arrêté en décembre 1936, et A.G. Beloborodov, tous deux autrefois des proches de Trotsky, ont été utilisés par les tortionnaires dans la préparation du procès Boukharine, mais ont été exécutés avant d'avoir été rendus assez « présentables » pour comparaître en procès public (*Izvestia TsK KPSS*, 5, 1989).

L'enquête menée par D.G. Iourassov fait apparaître quelques noms d'hommes qui ont résisté jusqu'à la mort et n'ont pas collaboré avec le bourreau, les anciens de l'Opposition de gauche et du bloc des oppositions E.A. Préobrajensky et I.T. Smilga, l'ancien chef de l'Opposition ouvrière A.G. Chliapnikov et le droitier N.A. Ouglanov (Tchalikova, *Neva*, 10, 1988).

Lors du procès à huis clos des chefs de l'Armée rouge, seul Primakov — un ancien de l'Opposition de gauche dont la « préparation » avait duré un an de

plus que la plupart de ses co-accusés — avoua la « conspiration », s'accusa et accusa ses camarades qui nièrent tous jusqu'au bout (*Pravda*, 29 avril 1988).

Le département d'Histoire de l'Université de Saratov prépare la publication d'un volume comprenant notamment le compte rendu primitif (non le résumé, qui, lui, a été publié) du premier procès de Moscou et m'a demandé d'écrire pour lui sur « Trotsky et le premier Procès de Moscou ».

Enfin on commence à se préoccuper sérieusement de chiffrer le nombre des victimes de la répression. Pour les années 1937-1938, Roy Medvedev l'évalue à environ 5 à 7 millions de personnes dont 1 million de membres et 1 million d'anciens membres, pour la plupart exclus, du parti (« Stalinisme : la Tragédie en Chiffres, *Les Nouvelles de Moscou*, 48, 27 novembre 1988). Sergo Mikoyan assure que son père a mentionné un rapport au Politburo sur le nombre de victimes entre 1935 et 1941, qui s'élevait à 20 millions d'arrestations et 7 millions de morts (*Ogoniok*, 10, 1987). L'accumulation des détails sur la répression laisse augurer la possibilité d'une réécriture d'ensemble de la période de la « grande purge ». L'étudiant D.G. Iourassov déjà mentionné possédait en 1989 123 000 fiches individuelles de personnes frappées. Nous savons que le procès contre les chefs de l'Armée rouge était en préparation dès 1936. Nous avons eu un récit qui ne nous apprend rien mais instruit le lecteur soviétique sur l'entreprise stalinienne du meurtre de Trotsky par Mercader (Efim Teper, *Neva*, 3, 1989). Et, bien entendu, nous attendons les nouvelles annoncées par le général Volkogonov à travers les documents d'archives sur l'assassinat de Trotsky auquel il a eu seul accès. Des interviews de Luis Mercader (*Troud* et *Proceso* de México, 14, août, 10 septembre 1990) ont attiré l'attention sur la prévenance que Fidel Castro a personnellement manifestée à l'assassin.

Nous avons des détails sur la préparation des procès de février 1940 et la condamnation de M.I. Koltsov et V.E. Meyerhold — longuement et sauvagement torturé par le Guépéoutiste Rodos — (Vaksberg, *Literaturnaia gazeta*, 4 mai 1988). Nous avons également appris la date réelle de l'exécution de Rakovsky, en même temps que la vieille militante s.r. Spiridonova, le Dr Pletnev et des membres des familles des généraux déjà exécutés, à Orel, le 11 septembre 1941, dans les prisons de la ville menacée par l'armée allemande (*Literaturnaia gazeta*, 4 mai 1988 ; *Troud*, 5 juin 1988).

Nous possédons aussi des éléments sur l'épuration des vieux tchékistes qui résistèrent parfois activement. 20 000 victimes ont été dénombrées dans les rangs du seul NKVD — dont Glebov, accusé d'avoir saboté la préparation du procès des chefs de l'Armée (E. Albatz, *Moskovskie novosti*, 8 mai 1988) à propos duquel on mentionne l'exécution de 74 procureurs militaires, (*Komsomolskaia pravda*, 21 août 1988).

Sur l'écho rencontré à l'étranger par les accusations immondes lancées à Moscou contre les Vieux-Bolcheviki, Albert Ploutnik consacre un article à l'auteur allemand Lion Feuchtwanger qu'il traite de « chanteur du stalinisme ». Expliquant qu'il s'est prononcé sur les procès en fonction de ses propres préoccupations,

cupations d'Allemand et d'antifasciste, il en conclut que l'écrivain a mis au service d'un objectif élevé des « moyens peu reluisants » (*Les Nouvelles de Moscou*, 44, 30 octobre 1988).

On peut regretter de n'avoir pas d'information autre que celles des survivants, émigrés, de Vorkouta, sur le massacre des derniers milliers de trotskystes ou sur le « complot des prisons » qui fit périr les plus éminents de la génération des oppositionnels entrés au parti en 1917. Volkogonov indique pourtant qu'« une vague d'exécutions de « trotskystes » qui a suivi l'assassinat de Trotsky à Kolyma, Vorkouta, Petchora, est passée inaperçue (*Pravda*, 5 septembre 1988); les archives du Fonds KGB sont décidément fournies et clémentes pour le général.

L'activité du NKVD à l'étranger à la fin des années 30 a été abordée pour la première fois publiquement par O. Gortchakov (*Nedelia*, février 1989), lequel accuse Ejov et ses services de s'être livrés à des actions terroristes en Espagne contre les dirigeants du POUM et les anarchistes. Confirmant les dires si longtemps contestés de Krivitsky, il assure que le général Berzine, conseiller militaire, et Arthur Stachevsky, conseiller politique, ont été rappelés d'Espagne en URSS et fusillés pour avoir protesté contre l'activité en question. De façon générale, le thème Espagne est un grand vide, ou, si l'on préfère, une « page blanche ». Il y eut pourtant indiscutablement une grande crise au sommet décrite ou devinée par tous les diplomates étrangers : je continue à penser qu'il existe un lien entre la Non-Intervention en Espagne, la condamnation de Radek et le suicide d'Ordjonikidzé.

En revanche, aujourd'hui que le « marché » l'emporte sur toute autre considération, y compris pour les sommaires des hebdomadaires et revues, le fait que l'assassin d'Ignace Reiss, S.Ia. Efron, ait été le mari de la poétesse Marina Tsvitaieva, a tourné le projecteur vers l'agence NKVD de Paris qui l'employait. Très récemment, D.V.Seseman (dont la famille partagea son gîte avec Marina Tsvitaieva en URSS dans ses dernières années) attribue dans ses souvenirs au NKVD non seulement les assassinats d'Ignace Reiss et de Rudolf Klement, mais ceux de Lev Sedov et de Navachine, où sa responsabilité est discutée par certains pour le premier, généralement niée pour le second. Dans le même numéro du grand hebdo littéraire, Arkadi Vaksberg, l'homme qui a mis à nu le procureur Vychinsky, a plus particulièrement étudié le personnage d'Efron et de son compère N.A. Klepinine, qui l'avait recruté pour le GPU en 1933, tous les deux exécutés en URSS en 1941 (*Literaturnaia gazeta*, 47, 21 novembre 1990).

Les « conditions » du début de la guerre ont été précisées par les éléments donnés sur l'épuration de l'Armée rouge, un bilan sanglant et destructeur de plus de 40 000 cadres exécutés sommairement et parmi eux la majorité absolue des commandants d'armée, de division, de régiment (Polikarpov, *Ogoniok*, 26,

1987, citant les calculs du major-général Todorsky). On apprend qu'au procès des maréchaux, Toukhatchevsky et Iakir ont été accusés de « saboter » la défense nationale en poussant au remplacement de la cavalerie par les chars d'assaut (B.Viktorov, *Pravda*, 29 avril 1988) ! On sait qu'un des chefs de l'aviation militaire, Rychagov, fut fusillé pour avoir dit que les aviateurs de l'Armée rouge pilotaient trop souvent de véritables « cercueils volants » (*Znamia*, 5, 1988).

L'historien Viatcheslav Dachichtchev, cinquante ans après Trotsky, a étudié le rapport de Staline au XVIIIe congrès du parti et en a conclu que ce dernier avait décidé de prendre le tournant de politique étrangère qui allait le conduire au pacte avec Hitler : s'il a lu ce que Trotsky a écrit sur cette question, il ne l'indique en tout cas pas (*Les Nouvelles de Moscou*, éd. russe 35, française 36, 1er septembre 1939), mais il est vrai que, tel quel, son article a déjà soulevé une vive polémique ! La période de la deuxième guerre mondiale a apporté au public soviétique une sensation : l'existence des protocoles secrets du pacte germano-soviétique qui réfutent évidemment la thèse du caractère « défensif » du Pacte, et dont l'existence a été signalée pour la première fois en URSS, selon Alec Nove³⁴, par Volkogonov.

Malgré les dénégations gouvernementales ruinées par le vote du congrès des députés du peuple condamnant leur signature (*Pravda*, 28 décembre 1989), l'existence de ces protocoles rend impossible la défense de ce pacte d'agression dans les termes utilisés par Gorbatchev le 2 novembre 1987, et compromet du même coup le caractère « volontaire » autrefois donné à l'« adhésion » — une pure et simple annexion — des pays baltes en lutte aujourd'hui pour leur indépendance (Eidemann, *Les Nouvelles de Moscou*, 39, 22 septembre 1989). L'historien Vladlen Sirotkine a souligné la mauvaise volonté des dirigeants soviétiques à faire connaître les pièces et leur texte exact (*ibidem*, 41, 6 octobre 1989). Le juriste E. Ametistov considère que le pacte ne fut qu'une « couverture légale pour un marché criminel entre deux dictateurs » et qu'il pose un « problème juridique, politique et éthique » (*Les Nouvelles de Moscou*, 31, 27 juillet 1989).

Valentin Berejkov, déjà mentionné, précieux témoin oculaire, a donné dans sa communication de Thionville des détails qui ne s'inventent pas, comme ce toast porté par Ribbentrop à « Hitler et Staline, *Parteigenossen* (camarades de parti) ». A propos du pacte, l'historien Yakoutchevsky a pour la première fois en URSS révélé la livraison par Staline à Hitler de prisonniers communistes (*Voprosy istorii KPSS*, 8, 1988), opération vécue et racontée autrefois dans un livre par Margarete Buber-Neumann, ce qui lui valut bien des injures de la presse stalinienne qui la qualifiait de « menteuse » : il y eut même des

³⁴ A. Nove, *op.cit.*, p. 47.

avocats communistes français pour insinuer qu'elle s'était rendue en Allemagne en « touriste ».

La commission mixte polono-russe a eu à connaître des « faits » incontournables que l'activité de l'historienne Natalia Lebedeva au premier chef et des historiens polonais (*Les Nouvelles de Moscou*, 20, 16 mai 1990) a fini par imposer au grand jour grâce à l'ouverture de documents aux « Archives spéciales centrales d'Etat » (TsGA) : le massacre par le NKVD de milliers d'officiers polonais. Les détails viendront, puisque plus de 4000 cadavres, un dixième environ du total des « disparus », ont été retrouvés dans la forêt de Katyn et que cet assassinat de masse n'est plus imputé ni imputable aux nazis (Le rapport complet est dans *Mejduradonia Jizn*, 5, & *International Affairs*, juin 1990, 98-115, 144.). En juin, on a trouvé un deuxième charnier près de Kharkov, où des milliers de cadavres d'officiers polonais sont mélangés à ceux de milliers de victimes de la fin des années 30 (*Les Nouvelles de Moscou*, 25, 22 juin 1990).

En ce qui concerne l'année 1940 et l'assassinat de Trotsky, la première étape a été la reconnaissance officielle que ce meurtre fut organisé et télécommandé de Moscou. Le dossier qui existe sur cette question dans les archives soviétiques, ainsi que le dossier personnel d'Eitingon, tenu jusqu'à présent pour le principal organisateur du crime de Coyoacán, ne peuvent toujours pas être consultés par les chercheurs.

Pourtant des interviews du général Volkogonov dans la *Stampa* du 26 juillet 1990, puis dans *Izvestia* du 17 août 1990, apportent des révélations de l'énergique général-historien pour qui les archives du GPU se sont ouvertes. Il assure que la décision de tuer Trotsky a été prise par Staline en 1931 et qu'il en a trouvé un ordre écrit de lui — on a vu qu'on peut douter qu'il l'ait trouvé, car il a été mentionné auparavant par d'autres chercheurs — et contresigné par Molotov, Vorochilov et Ordjonikidzé. Il reconnaît le rôle joué auprès de Sedov par l'agent Zborowski, dit Etienne. Il précise qu'une équipe spéciale aurait alors mise en place en 1934 — dont Eitingon n'était que l'un des membres —, l'opération étant dirigée par un homme âgé aujourd'hui de 85 ans, ayant rang de général et ayant passé 15 ans en prison sous Khrouchtchev — pas pour ses crimes passés. Nous avons déjà indiqué qu'il s'agirait, selon les rumeurs de Moscou, de P.A. Soudoplatov, chef des opérations spéciales pendant la guerre et supérieur direct d'Eitingon, qui a 83 ans et a bien été en prison, où il est devenu aveugle, sous Khrouchtchev. Volkogonov assure qu'il a rencontré l'homme et se réserve, comme nous l'avons indiqué, de dévoiler son identité dans son livre sur Trotsky³⁵.

35. Interview de Volkogonov par Enrico Singer, *La Stampa*, 26 juillet 1990.

R.W. Davies fixe à 1987 — date de l'autorisation de publier les entretiens entre Konstantin Simonov et le maréchal Joukov — le début de la révision en URSS de l'histoire de la guerre³⁶.

L'académicien Aleksandr Samsonov a été l'un des premiers à s'engager. Il écrit notamment :

« La doctrine qui dominait chez nous affirmait que nous étions plus forts que n'importe quel ennemi à tous points de vue. Le mensonge sur les capacités défensives de notre pays a fait périr de nombreuses têtes intelligentes, a ligoté pieds et mains à des millions, a appelé noir ce qui était blanc et blanc ce qui était noir. Une multitude de témoignages le prouvent » (*Les Nouvelles de Moscou*, 8, 7 février 1988).

Boris Sokolov s'est attaqué à une des questions jusque là tabou, « la guerre de l'hiver » contre la Finlande. Ce qu'il écrit est dans l'ensemble connu en Occident mais tout neuf pour l'URSS. Relevons son affirmation que « les anciens combattants de la Garde rouge, les participants à la révolution finlandaise de 1918 » furent volontaires dans l'armée de Mannerheim contre l'Armée rouge. Le débat demeure ouvert sur la question des pertes humaines. Pour le reste, Sokolov conclut en faisant sienne l'appréciation d'un historien américain : « Plus qu'un crime, une erreur ». (*Les Nouvelles de Moscou*, 50, 8 décembre 1989).

Sergéi Koudriachev a étudié dans son rapport d'Aberdeen l'attitude de Trotsky à l'égard de la Deuxième Guerre Mondiale et se trouve pour l'essentiel d'accord avec les analyses des *Cahiers Léon Trotsky* sur ce point (P.Broué, « Trotsky et les trotskystes face à la deuxième guerre mondiale », *Cahiers Léon Trotsky*, 23, 1985. Deux autres numéros sur les trotskystes dans la guerre mondiale ont été publiés depuis cette date, 39, septembre 1989 & 42, septembre 1990).

Staline s'était opposé au plan de l'état-major en accusant Chapochnikov et Vassilievsky de « prévoir une retraite ». Il a vraiment cru aux promesses de Hitler et notamment à son assurance qu'il concentrerait des troupes en Pologne pour les mettre hors de portée de l'aviation anglaise !³⁷ L.M. Spirine a étudié l'attitude de Staline particulièrement dans les débuts de la guerre, minute par minute — l'attaque de la Wehrmacht a été déclenchée à 4 heures et c'est à 6 heures moins le quart que Molotov, Béria, Timochenko, Mekhlis et Joukov se sont retrouvés dans son bureau, Kaganovitch, Vychinsky et Vorochilov n'arrivant qu'aux environs de 8 heures. (« Staline et la Guerre », *Voprosy istorii KPSS*, 5, 1990)

36. R.W. Davies, *op.cit.*, p. 103.

37. Volkogonov semble s'être appuyé sur ce point sur les conversations du maréchal Joukov avec Konstantin Simonov.

Surpris par l'offensive de la Wehrmacht, il chercha des boucs émissaires. On croyait généralement que tel avait été le cas avec le général D.G.Pavlov — « Pablo » en Espagne. Un autre ancien d'Espagne, Khadji Mamsourov (Xanti), a laissé un tableau atroce de ce soldat épouvanté, suppliant à genoux un Vorochilov impitoyable (*Les Nouvelles de Moscou*, 29, 17 juillet 1988). En fait, les archives militaires ont révélé qu'il avait payé de sa vie la présentation d'une pétition en faveur d'officiers généraux emprisonnés, Blucher et Rokossovsky notamment (*Sovietskaia kultura*, 21 juin 1988). Il eut pourtant droit à « un procès » et l'historien conservateur Ivan Stadniouk, qui a eu accès aux documents, y a lu la responsabilité directe de Staline, dont le général Pavlov, comme tous ses pairs sans doute, avait peur bien plus que de l'armée allemande³⁸. On connaissait l'épisode de l'arrestation du général Meretzkov, ancien commandant en chef contre la Finlande, peu après l'attaque de l'URSS par la Wehrmacht. On ignorait que vingt-cinq de ses co-accusés, acquittés ou ayant bénéficié d'un non-lieu, avaient été de nouveau arrêtés et cette fois exécutés le 28 octobre 1941 (Vaksberg, *Literaturnaia gazeta*, 20 avril 1988) en même temps que deux autres chefs qui s'étaient vaillamment conduits en Espagne, le général Stern (Grigorovitch) et le général d'aviation Smoutchkiévitch (Douglas) (*Les Nouvelles de Moscou*, 24, 12 juin 1988)³⁹.

On a maintenant des détails sur l'importance de l'effondrement de pans entiers du front en 1941 (pour le front nord-ouest, *Voenna-istoricheski Journal*, 7, 1988), dû à la peur et à la paralysie des chefs militaires en l'absence d'instructions de Staline (Khadji Mamsourov, « Les Premiers Jours de la Guerre », *Les Nouvelles de Moscou*, 29, 17 juillet 1988). On commence à aborder la question des pertes humaines, évaluées par B. Sokolov à 8 millions et demi de militaires tués au combat et 2 et demi de morts des suites de blessures. 5 700 000 soldats soviétiques ont été faits prisonniers, dont 3 300 000 sont morts dans les camps allemands (*Voprosy istorii*, 9, 1988). La seule bataille finale de Berlin coûta à l'Armée rouge plus de 100 000 hommes (*Ogoniok*, 20, 1988). Les soldats et les chefs parlent maintenant comme de pratiques courantes des attaques frontales, sans préparation d'artillerie, des charges de cavalerie contre les tanks, des hommes abattus sur place pour s'être jetés à terre les premiers lors d'un mitraillage par avion ou d'un bombardement (B. Chapochnikov, *Literaturnaia gazeta*, 22 juin 1988).

Nombre de reportages ont apporté des précisions sur le sort des « prisonniers de guerre » et la situation de la famille de ceux qui étaient portés « manquants sans laisser de trace » — notamment les combattants tués aban-

38. C'est la lecture qu'a faite Alec Nove de son ouvrage *Voina*, Nove, *op.cit.*, p. 47.

39. Il n'y a plus guère de mystère aujourd'hui autour des militaires soviétiques ayant servi en Espagne et de l'exécution sommaire de nombre d'entre eux à leur retour en URSS. Mais il reste à chiffrer le nombre des victimes. Il est probable que Staline en fit plus que Franco dans les rangs de ceux qu'on appelait en Espagne « les Mexicains ».

donnés sur place par la retraite de leur armée —, marque infamante s'il en était (Maksimova, *Izvestia*, 5 août 1988 & Iou.Tepliakov, *Les Nouvelles de Moscou*, 19, 11 mai 1990). Combien de partisans ont été ainsi passés par les armes en rejoignant l'armée régulière (Goussarov, *Znamia*, 5, 1988) ?

Certains récits sont proprement hallucinants, comme celui du comportement à Kertch d'un des hommes de main de Staline, L.Z. Mekhlis, qui interdit de creuser des tranchées sous le prétexte de ne pas porter atteinte au moral des soldats et fut seulement rappelé (*Znamia*, 5, 1988).

Le fils d'un agent secret soviétique fusillé en Bulgarie en 1943 a raconté comment il avait découvert qu'en octobre 1941, le gouvernement de Moscou, utilisant le diplomate bulgare Staménov, avait tenté de prendre avec le gouvernement allemand un contact en vue de négocier la paix (*Les Nouvelles de Moscou*, 24, 9 juin 1989). Le prix dont il était disposé à la payer était élevé et comprenait vraisemblablement l'Ukraine.

Anatoli Frenkine a consacré à Vlassov et aux hommes qui combattirent avec lui sous l'uniforme allemand le premier article qui ne relève pas de la démonologie (*Literaturnaia gazeta*, 37, 13 septembre 1989).

« L'affaire de Leningrad » semble avoir eu un arrière-plan politique et Staline aurait liquidé en A.A. Kouznetzov, secrétaire du Parti à Leningrad et successeur de Jdanov dans l'ancienne capitale, un rival possible, rendu populaire par son comportement courageux pendant le siège, et qui aurait en outre « flairé » la réalité dans le meurtre de Kirov, en fait un adversaire et non pas une innocente victime (A.Afanassiev, *Komsomolskaia pravda*, 15 janvier 1988, Kirsanov & Lisotchkine, *Leningradskaia pravda*, 18 mai 1988).

Ces informations sur Kouznetzov révèlent-elles, comme l'ont suggéré par ailleurs M.Ia. Gefter et Stephen Cohen, une crise plus profonde qui rendrait nécessaire une « périodisation » nouvelle de l'histoire soviétique ? Pour eux, « l'affaire de Leningrad », après la crise développée à huis clos au sommet et tranchée par l'assassinat de Kirov, serait la deuxième « tentative réformiste » du vivant de Staline, un « printemps de Moscou » dont le signe aurait été par ailleurs dans les propositions de tournant de la politique économique formulées par Voznessensky au bureau politique⁴⁰

Nombre de témoignages allant jusqu'à la période 1948-1952 sont maintenant connus, dont celui de Gnedine, haut fonctionnaire des affaires étrangères, fils de Parvus (*Novy mir*, 7, 1988. Sur Gnedine lui-même, Stephen Cohen, sous la signature « Sovieticus » dans *The Nation*, 21 janvier 1984), celui du fils de Mikoyan, Sergéi (*Komsomolskaia pravda* 21 février 1988), celui de l'écrivain Lev Razgon (*Ogoniok*, 13, 1988 & *Iounost*, 5, 1988), de Iakov Rapoport (*Drujba narodov*, 4, 1988) et d'autres sur la répression généralisée, l'atmosphère des camps et des prisons dans toute l'époque stalinienne (Alec Nove, *op. cit.*

40. S. Cohen, *op.cit.*, p. 142.

p. 95, souligne l'interview du professeur Kon, *Argumenty i Fakty*, 18, 1988 et les « histoires de Kolyma » de Charlamov dans *Novy mir*, 6, 1988). Il faut aussi mentionner le terrible film documentaire sur les îles Solovki, *Vlast solovietskaia*.

On a trouvé des charniers, à Leningrad, Kiev, Kharkov, Irkoutsk, entre autres, dont l'importance a surpris les plus avertis : on évalue de 250 000 à 300 000 cadavres de personnes emprisonnées à Minsk et exécutées entre 1937 et 1941 le contenu du charnier mis au jour à Kouropaty, près de Minsk (*Moskovskie Novosti*, 21 août 1988; *Daugava*, 9, 1988). On commence à évaluer et à discuter les effectifs du Goulag, le nombre et la localisation des camps, le nombre de victimes, de personnes libérées, etc. Personne ne discute plus l'existence des camionnettes qui ont servi de véritables fours à gaz mobiles pour accélérer le rythme des exécutions.

On connaît par le romancier Anatoli Gygouline (*Znamia*, 7 & 8, 1988) le rôle de ces jeunes gens qui fondèrent en 1947 le Parti communiste de la Jeunesse dont il a narré l'aventure et le calvaire dans le roman *Les Pierres Noires*. Une tribune entre historiens et la correspondance qui a suivi nous ont révélé la véritable nature du « groupe Krasnopevtsev » dénoncé en 1957 comme « conspirateur » et qui était en réalité un groupe d'études des oeuvres de Lénine fondé et animé par des étudiants en histoire (*Les Nouvelles de Moscou*, 20, 14 mai 1989) ce qui les a conduits au Goulag, certains à la mort.

Le déroulement de la chute de Béria est maintenant connu dans ses grandes lignes : c'est une coalition de Khrouchtchev et Malenkov avec les chefs de l'Armée, plus le général Serov, collaborateur de Béria, qui est venue à bout de ce dernier, arrêté par un groupe d'officiers généraux en armes — dont Joukov et Moskalenko — à une séance du présidium en juin 1953, jugé et exécuté en décembre de la même année (Fedor Bourlatsky, *Literaturnaia gazeta*, 24 février 1988, K.Simonov, *Znamia*, 6, 1988 et A.Adjoubei, *Znamia*, 7, 1988). Le général Moskalenko, dans un texte intitulé « Événements politiques d'importance nationale », confié à Ivan Fost (*Les Nouvelles de Moscou*, 24, 15 juin 1990), donne une foule de détails pratiques — les noms de ceux qui étaient venus armés au présidium — et chronologiques — à l'heure près —, mais laisse encore bien des questions ouvertes. Quelques années plus tard, il faudra aussi un homme du KGB dans le complot — moins sanglant —, mené par Brejnev et Podgorny (interview de Piotr Chelest, *Les Nouvelles de Moscou*, 40, 29 septembre 1989) contre Khrouchtchev cette fois : c'est Semitchastny, qui le raconte (*Argumenty i Fakty* int., 5, 1990).

Relevons qu'un chapitre important de l'époque khrouchtchévienne a été écrit par E.N. Gorodetsky avec une histoire de la revue *Voprosy istorii* dans le milieu des années 50 et un document exceptionnel, l'intervention d'E.N. Bourdjalov, le premier historien à récrire l'histoire stalinienne, qui fut le bouc émissaire de l'affaire, en juin 1957 (*Voprosy istorii*, 9, 1989). L'histoire de l'histoire est ici un vrai chapitre d'histoire.

Conclusion provisoire

Rarement sans doute entreprise de falsification et de distorsion de l'histoire fut entreprise avec autant de moyens matériels et menée avec autant d'acharnement que celle de Staline contre ses adversaires, en définitive contre la Révolution d'Octobre et ses lendemains. Tout au plus peut-on trouver une certaine similitude avec l'oeuvre historiographique de la Restauration contre la Révolution de 1789 en France, ou celle des historiens franquistes pour la période de la Deuxième République espagnole et la guerre civile, mais avec des moyens matériels infiniment moindres.

Le régime stalinien de falsification et la période de « stagnation » qui a suivi ont duré plus d'un demi-siècle. Nous avons récemment appris que ce n'était pas suffisant pour qu'un certain nombre de développements et d'hommes soient sortis définitivement de la « mémoire du peuple ». Mais nous devons aussi admettre que les images sont floues et souvent obscures, que d'énormes erreurs de chronologie ou de compréhension sont commises et risquent de l'être et qu'une nouvelle école de falsification a pris la relève de l'école stalinienne.

L'un des principaux problèmes de la renaissance de l'histoire est bien entendu celui des sources. En dernière analyse, comme le disait un orateur à la réunion du 15 novembre 1988 sur Trotsky salle du MAI à Moscou, c'est pour le moment à l'étranger, en l'occurrence aux Etats-Unis, que se trouvent les dépôts d'archives les plus importants et les plus accessibles, particulièrement celles de Trotsky à Harvard — si, bien entendu, on fait exception pour les documents dont le général Volkogonov a monopole et exclusivité. Et ce n'est pas là un mince problème.

La « nouvelle écriture » de l'histoire de l'URSS doit commencer par se frayer un chemin difficile à travers les ruines de l'ancienne qui s'est effondrée par pans entiers, alors que d'autres demeurent intacts. Les historiens dont nous avons mentionné les travaux permettent aujourd'hui d'approcher de plus près la vérité historique. Mais il ne faut pas s'imaginer que ces études novatrices sont réalisées et publiées sans problèmes, ni qu'elles bénéficient de la publicité dont jouissent aujourd'hui dans la grande presse de l'URSS tant de libelles anti-communistes émanant des staliniens d'hier.

Dans le parcours déjà difficile, où elle n'a pas sa propre logistique — des archives au compte-gouttes, peu de moyens pour voyager — ses pionniers aperçoivent à l'horizon un édifice bien éclairé, solidement bâti et bien équipé pour se faire entendre de loin : celui du contre-communisme de la soviétologie occidentale. L'autorité, le poids de ce dernier sont considérables, probablement aussi l'attraction qu'il exerce et qu'il exercera par les moyens matériels qu'il se donnera dans le cadre de la collaboration et des échanges.

Nous ne doutons pas, bien sûr, de l'éventualité de la découverte et de l'utilisation de travaux inédits ou déjà publiés, mais pour le moment ensevelis sous les ruines de l'histoire stalinienne, ni de l'audience que sauront gagner les francs-tireurs de la soviétologie officielle ou les dissidents de l'un ou de l'autre

camp, voire les personnalités fortes ou esprits indépendants, notamment chez les jeunes chercheurs soviétiques. Et nous sommes prêts à aider ces derniers de toutes nos forces. Mais nous sommes convaincus que la bataille sur l'histoire engagée peu après le début de la perestroïka et qui sera incontestablement livrée aussi sur le terrain de l'histoire, sera tranchée sur celui de l'arène mondiale. C'est dire que l'histoire de l'Union soviétique est entrée aujourd'hui dans le domaine du changement en permanence, pour ne pas dire de la révolution...

V.P.Danilov

Bibliographie sommaire

- R.W. Davies, *Soviet History in the Gorbachev Revolution*, Bloomington, Indiana UP, 1989.
- R.W. Davies, « History and Perestroïka », in E.A.Rees, ed., *The Soviet Communist Party in Disarray*, Londres, Macmillan, 1991, obligeamment communiqué avant parution de l'ouvrage.
- Kerstin Herbst (DDR); *Zur Trockij-Rezeption in der UdSSR seit 1985*, communication au colloque de Wuppertal en avril 1990.
- V.V. Krylov, « Bibliografitcheskaia reabilitatsia : Passajir parokhoda "Il'itch" » (Bibliographie de la réhabilitation : le passager du vapeur Ilyitch), dans *Sovietskaia Bibliografija*, n°1, 1990 pp. 76-93. Elle comprend 142 titres et éléments de contenu d'ouvrages articles, brochures de Trotsky et sur lui, parus de 1921 à 1990. Là-dessus, 109 de Trotsky publiés entre 1900 et 1927 et 9 entre 1927 et 1990, et 32 sur lui, dont 5 parus entre 1921 et 1927 et 27 entre 1940 et 1989.
- Alec Nove, *Glasnost in Action*, Londres 1988.
- Judith Shapiro, »The Perestroïka of Soviet History« *Slovo* 1, mai 1989; « The Prophet Returned ? », *Revolutionary History*, 1, 1989 & 2, 1990.
- Jutta Scherrer, « History reclaimed », in A.Brumberg, *Chronicle of a Revolution*, New York, 1990.
- Isaac J. Tarasulo, *Gorbachev and Glasnost*, Wilmington, 1988.
- Thatcher, Ian D., « Recent Soviet Writings on Leon Trotsky », *Co-existence*, 27, 1990.
- Marilyn Vogt-Downey, « Trotsky's Voice Heard Again In The USSR », *Bulletin in Defense of Marxism*, 69, 1989.

Nous commençons à connaître Trotsky ¹

(A propos de la publication d'extraits du livre de Pierre Broué, *Trotsky*)

Il y a trois ans apparaissait sous la plume des historiens la notion de « retour », un des phénomènes les plus importants de la perestroïka. Le « retour », c'est, dans la conscience collective et individuelle, celui des noms, des idées et des travaux des hommes que l'époque stalinienne avait voués à l'opprobre et à l'anéantissement « éternels ». Le flux du retour a enfin ramené L.D. Trotsky, qui est presque le dernier des chefs révolutionnaires bolcheviques à connaître la réhabilitation politique. Son retour rencontre les plus grandes difficultés, et même de franches oppositions. Et cela n'a rien d'étonnant; inculqué pendant des décennies à coup de terribles répressions, le « syndrome anti-trotskyiste » ne peut pas disparaître d'un seul coup de notre conscience. Trotsky avait été désigné comme le premier et principal « ennemi du peuple ». Tous les malheurs, toutes les infortunes qui s'abattaient sur le peuple soviétique depuis la révolution d'Octobre lui étaient imputées.

Plus encore, on assiste même à un reflux, au fil des réhabilitations successives : la charge de haine introduite dans la conscience sociale par Staline et que se partageaient tous les « ennemis du peuple » s'est, au fil des réhabilitations successives, concentrée progressivement sur un seul homme, sur Trotsky, ennemi n°1 du peuple. Et c'est presque à lui seul qu'a été attribuée la responsabilité de la sortie de la Nep, de la « surindustrialisation », de la « collectivisation totale » et de sa « dékoulakisation », de la terreur sanglante, etc. Nous avons appris que Trotsky était le père spirituel de Staline et que ce dernier s'était montré finalement plus trotskyste que les trotskystes. Bien plus, Trotsky est traité de « dictateur raté » qui, par sa lutte contre Staline, a

¹ EKO, 1, 1990, pp 47-59

« contribué à resserrer la corde autour du cou du parti » (et du sien propre évidemment). C'est lui qui « porta Staline au pouvoir » et qui lui « servit de marche-pied »...

Comme on l'a vu pour N.I. Boukharine, l'évolution des positions concernant Trotsky dans la littérature actuelle laisse voir une étrange confusion dans l'analyse historique. Les adversaires principaux de Staline, ceux qui s'étaient opposés à l'instauration de la dictature bureaucratique contre-révolutionnaire, sont présentés comme les complices des crimes de Staline, les instigateurs de l'horreur stalinienne. On peut comprendre qu'une telle aberration puisse émaner des partisans d'une « alternative Stolypine » ou de l'« Etat droitier » de Kerensky. Mais ceux qui se réclament d'Octobre écrivent exactement la même chose. Le rejet de Trotsky que manifestent les textes actuels, des tendances les plus variées, peut être mis en parallèle avec l'interprétation des conflits qui se sont déroulés entre 1922 et 1929 à l'intérieur du parti, qui sont analysés comme une lutte pour le pouvoir (pour l'hégémonie, la dictature, etc..) entre les protagonistes, volontaires ou non. Cette coïncidence nous éclaire sur l'origine et le sens réel de ces analyses : toutes reproduisent l'interprétation stalinienne (et en premier lieu de Kamenev-Zinoviev) des événements élaborée par l'appareil du parti et consacrée par les documents officiels. La persistance actuelle de cette version n'est qu'une autre manifestation des mythes staliniens et revêt la même signification : rabaisser Trotsky ou Boukharine au niveau de Staline et substituer aux profondes divergences qui les séparaient quant à l'appréhension des problèmes sociaux, une sorte de similitude dans le carriérisme égoïste.

Les méthodes de la connaissance historique peuvent nous aider à percer et à surmonter les mythes staliniens qui sont à la base du « syndrome anti-trotskyiste ». Concernant Trotsky, c'est à partir de 1989 que les premiers pas vers une connaissance véritable ont été faits.

Il faut noter un événement d'une portée historique : la publication, pour la première fois depuis 62 ans, de textes de Trotsky dans la presse soviétique. Et quels textes ! Les plus caractéristiques et les plus acérés, Cours Nouveau et L'Ecole stalinienne de la falsification. C'est cette année qu'a démarré le travail de recherche sur Trotsky à partir des fonds d'archives soviétiques. Les archives de Trotsky conservées à l'étranger sont accessibles aux chercheurs, notamment le principal fonds conservé à la Houghton Library de l'université de Harvard (Cambridge, Massachusetts, USA). Il faudra bien sûr quelque temps pour que les recherches produisent des résultats et soient accessibles au lecteur.

La publication (en URSS) des recherches consacrées à Trotsky par nos collègues étrangers qui ont pu travailler et bien progresser sur des sujets interdits pour nous, a enfin commencé avec la publication de plusieurs chapitres du livre de Pierre Broué². C'est un travail important et actuel. L'ignorance laisse le champ libre à toutes les chimères. La publication des meilleurs travaux

2. EKO, 1989, 10, 11, 12.

étrangers, en attendant les résultats des recherches soviétiques, permettra, sinon de mettre fin aux chimères, tout au moins d'en limiter les effets destructeurs. Nous pouvons pleinement mesurer l'importance de ces travaux d'après la traduction du livre de S. Cohen, Boukharine (Progrès 1988). Il y a tout lieu de penser que la traduction du Trotsky de P. Broué aura la même portée.

Pierre Broué réalise un important travail d'étude et de publication de l'héritage intellectuel du brillant révolutionnaire du XXe siècle. Il a écrit plusieurs ouvrages sur l'histoire du bolchevisme russe et le mouvement révolutionnaire en Europe. Sa volumineuse biographie de Trotsky constitue le bilan d'une recherche personnelle en même temps que l'élargissement des travaux de ses prédécesseurs, tout d'abord I. Deutscher, R. Daniels et M. Lewin.

La rédaction d'EKO a entamé la publication de la traduction du livre de P. Broué par le passage consacré au communisme de guerre et à la terreur — des questions qui retiennent aujourd'hui l'attention de notre société et font l'objet d'analyses dépréciatives vis à vis de Trotsky. Celui-ci n'apparaîtra pas au lecteur soviétique comme un « romantique » du communisme de guerre, un idéologue ou un homme d'action de la guerre révolutionnaire. Sa véritable attitude face à la violence révolutionnaire, aux tâches et aux moyens de transformation socialiste, sont radicalement différents de ce que nous avons eu coutume de lire.

Ainsi voit-on Trotsky proposer, dès février 1920, de mettre fin au communisme de guerre et de remplacer les réquisitions de grain par des impôts en nature; ce seul fait montre qu'il faut renouveler notre analyse. Cette proposition a été considérée comme secondaire et ravalée au rang de mesures purement techniques par les auteurs de certains articles parus dans la presse de ces dernières années. Il suffit, pour se convaincre de l'inconsistance de cette interprétation, de se référer au document publié en 1926 intitulé *Questions essentielles concernant la politique de l'approvisionnement et de la terre, examinées par le CC du PC(b)* (février 1920). Ce document débute par une appréciation générale de l'inefficacité économique de la politique d'approvisionnement fondée sur « la réquisition de la part de production excédant la norme de consommation » ; en effet, cette politique « pousse le paysan à ne cultiver que pour les besoins de sa propre famille ». Cela menace d'aboutir à « un épuisement des ressources productives contre lequel le dispositif de réquisition le plus sophistiqué ne pourra rien ». Pire, le maintien du système des réquisitions, avertit Trotsky, « menace de ruiner la vie économique du pays ».

Il fait alors des propositions destinées à arrêter le processus de « dégradation économique » :

1. remplacer les réquisitions du surplus par le prélèvement d'un pourcentage défini sur la production (une sorte d'impôt en nature) calculé de façon à rendre toujours profitable une augmentation de la production;
2. établir une meilleure correspondance entre la part de production industrielle revenant aux paysans et le volume de céréales qu'ils sont susceptibles de

fournir, non seulement à l'échelle du village, mais à celle du foyer ». Dans la relation avec les entreprises industrielles locales, il propose d'introduire un « paiement au moins partiel » par les paysans des produits, matières premières et chauffage qu'elles leur fournissaient. Dans le même temps, il est suggéré de mettre sur pied « une économie soviétique plus large, plus juste et plus efficace », et même de « développer la répartition des terres et leur culture collective ». Malgré toute la contradiction de ces propositions, le point essentiel réside dans le constat d'une mauvaise répartition des produits et dans la volonté de changement qu'attestent les deux premières propositions (celles-ci provoquèrent un vote contre les suggestions de Trotsky au BP). Leur mise en application aboutissait inévitablement à la reconnaissance des rapports de marché et à leur utilisation pour stimuler la production paysanne. On sait que la NEP débuta par ces mesures. En 1921, il fut proposé de limiter les rapports de marché dans les zones rurales et de fonder des rapports économiques entre la production paysanne et l'industrie sur la base de l'échange direct de marchandises (ou plus précisément de produits) ³.

P. Broué montre de façon convaincante la similitude entre les positions de Trotsky et celles de Lénine. Notons une observation importante faite par P. Broué : Trotsky fut vite persuadé que « la Nep n'était pas une rupture, mais un repli (efficace) sur la voie de la révolution européenne », « sur la voie de l'accroissement des forces productives du pays ». Le mouvement vers le socialisme du secteur agricole présumait, selon Trotsky, « d'inclure le paysan dans le système socialiste général de l'économie » et surtout « d'améliorer la vie économique du paysan actuel (souligné par moi -V.D.) ».

Une question se pose : pourquoi ces recommandations ne figurent-elles pas dans les interventions des chefs politiques comme élément de propagande accompagnant le passage à la Nep ?

On a republié récemment l'article de L.B. Krassine *Contrôle ou production* (qui montre bien l'inanité des méthodes administratives de « contrôle par le haut » dans la production, auxquelles il oppose des méthodes économiques de marché) ; l'article est accompagné d'un jugement définitif de G. Kh. Popov qui considère la position de Krassine comme la seule juste contre celle de tous les autres. Par tradition, « tous les autres » englobe aussi Trotsky ⁴.

Il n'y pas lieu cependant d'opposer à ce sujet Krassine à Trotsky. Leurs positions coïncidaient. On se souvient que l'article de Krassine fut publié dans la *Pravda* en mars 1923. Mais, quatre mois auparavant, le 13 décembre 1922, Lénine, Kamenev, Rykov, Piatakov et Staline se prononçaient en faveur de la mise en place d'un budget comptable. Ils écrivaient : « L'Inspection Ouvrière et Paysanne » est une totale absurdité dans le contexte d'une économie de marché ; la comptabilité est tout. L'Inspection Ouvrière et Paysanne aujourd'hui,

3. Trotsky, *Sotch.*, XVII, 2, Moscou 1926, pp. 543-544.

4. *Ogoniok*, 1989, 24, pp. 10-11.

c'est le marché ouvrier et paysan. Cette Inspection est solide, active et incorruptible. Il faut seulement savoir en inscrire les conclusions, c'est-à-dire calculer les dépenses les recettes, les pertes et les profits. C'est la tâche du comptable. Les comptes commerciaux présupposent un mode de calcul commercial, et celui-ci nécessite une comptabilité. Concernant les entreprises d'Etat, nous devons nous doter d'une comptabilité unique et précise ⁵.

Ce document ne laisse aucun doute : l'intervention de Krassine était juste, mais il n'était pas seul à défendre cette position. D'autres personnalités du parti et de l'Etat, dont Trotsky, allaient dans ce sens anti-stalinien.

Les extraits du livre de P. Broué publiés par EKO sont essentiellement consacrés à la période 1922-1924, une phase cruciale de la lutte à l'intérieur du parti, au centre de laquelle se trouvait Trotsky. Cette lutte aboutit à sa défaite et il ne put s'en relever. Il est inutile de rappeler le contenu et le déroulement des multiples interventions du groupe des trois — Staline, Kamenev et Zinoviev, qui entama le conflit, ni de Trotsky qui ne se défendit pas au mieux. Tout cela est décrit avec objectivité par P. Broué. Nous nous arrêterons seulement sur deux épisodes ayant trait à l'attitude de Trotsky et que les chercheurs actuels relèvent parce qu'ils demeurent mystérieux et inexplicables, tout au moins en l'état actuel des connaissances.

Il s'agit tout d'abord du refus de Trotsky d'occuper le poste que lui proposait Lénine de vice-président du Conseil des Commissaires du Peuple, qui l'aurait mis en position de successeur de Lénine. Il s'agit par ailleurs du fait que Trotsky renonça à intervenir dans « l'affaire géorgienne » au Plenum du CC comme Lénine lui avait demandé de le faire pour défendre la position qu'ils partageaient tous les deux. Lénine accordait la plus grande importance à cette question et était prêt à entrer en conflit avec Staline et ceux qui étaient impliqués dans les célèbres événements et à aller jusqu'à « soumettre le problème au congrès du parti, tant de nouvelles tergiversations étaient inacceptables » (lettre de Lénine à Trotsky du 15 décembre 1922) ⁶.

Parce qu'il refusait la vice-présidence du Conseil des Commissaires du Peuple, Trotsky fut accusé d'en vouloir plus (de vouloir « tout »), et même de bonapartisme. En mettant ainsi l'accent sur les « fonctions » et la « position hiérarchique » de Trotsky, les trois abordaient le problème du pouvoir — qui a le pouvoir de nomination et comment, qui dirige, mais sans poser la question de la bureaucratisation du régime du parti et des soviets.

L'attitude de Trotsky dans l'affaire géorgienne eut des conséquences plus sérieuses encore. En refusant d'intervenir comme le souhaitait Lénine, et en transmettant à Kamenev (donc à Staline) les documents géorgiens que Lénine lui avait transmis, Trotsky abandonna consciemment la victoire dans un combat contre la bureaucratisation du parti et sauva les positions de Staline,

5. *The Trotsky's Papers 1917-1922*, notes de J.M.Meijer, II, pp. 282-283.

6. Lénine, *Poli. sobr. soch.* t. 54, p. 325.

d'Ordjonikidze et de Dzerjinsky à la tête du parti ; il se plaça lui-même dans une situation fautive, rapidement contraint de donner à Staline une explication du fait qu'il avait « dissimulé » la mission de Lénine. La tentative de compromis avec les trois s'avéra un recul voué à l'échec. Pour un politique d'envergure, l'erreur était d'une grossièreté incommensurable.

Trotsky ne donne d'explication ni dans les documents de 1922-23 connus à ce jour, ni dans ses travaux ultérieurs. Il existe toutefois un document qui éclaire les motifs de son comportement et la situation dans laquelle il se trouvait alors. Ce document est très particulier. C'est, à notre connaissance, l'unique pièce contenant une référence à ce que Trotsky préféra taire. Il s'agit de notes prises pendant son discours de conclusion à la session « extraordinaire » du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle, élargie aux représentants des « dix organisations prolétariennes », qui se tint du 25 au 27 octobre 1923.

Jusqu'alors, les chercheurs ne disposaient d'aucun témoignage sur ce qui se produisit au sommet du parti au cours de ces journées. Il n'est donc pas étonnant que P. Broué ait conclu à « un refroidissement avec une forte fièvre ». En réalité, Trotsky participa à toutes les séances de ce plénum, comme en témoignent les feuilles de présence signées de sa propre main de même que les procès-verbaux officiels qui mentionnent sa présence, son discours et sa participation au vote qui, sur sa proposition, fut nominatif. Le 25 octobre, Trotsky fit un discours (de 18h35 à 19h10); le 26 octobre, après les débats, les deux adversaires prononcèrent une conclusion (Trotsky de 22h33 à 23h35 et Staline de 23h25 à 0h10). Plus tard, on peut penser que ce fut le jour suivant, Trotsky intervint sur « une question personnelle ». Enfin le 27 octobre, il prit la parole pour quelques remarques à propos de l'information sur la situation en Bulgarie et en Allemagne, puis « pour communiquer l'état de santé de V. Ilitch »; il participa au vote de la résolution. « La liste des votes nominatifs » contient l'inscription suivante : 34-Trotsky L.D. abstention ».

Et de fait, il ne pouvait manquer ces journées : la session commune du CC et de la CCC élargie à plusieurs sections du parti (Petrograd, Moscou, Ivanovo-Voznesensk, Nijni-Novgorod, Kharkov, Donetsk, Ekaterinenbourg, Rostov, Bakou et Toulou), avait fixé pour « premier (et unique) point de l'ordre du jour » « la situation à l'intérieur du parti en relation avec les lettres du camarade Trotsky ». Le texte initial de la résolution qui fut adoptée par cette large assemblée comprenait deux parties :

- a — à propos des déclarations du camarade Trotsky et des 46 camarades (Preobrajensky, Ossinsky, Sapronov, etc.);
- b — sur la démocratie interne. Le texte complet de cette résolution n'a pas encore été publié.

A cette époque, les plenums des CC n'étaient pas sténographiés et il est impossible de juger du contenu des interventions d'après les procès-verbaux; ils sont trop formels et ne retiennent que ce qui concerne le sujet à l'ordre du

jour. On peut supposer que Trotsky (de même que Préobrajensky) parla sans texte préparé à l'avance, répondant sur le vif aux accusations portées contre lui; ce qui explique l'absence de toute trace dans les archives soviétiques de même que dans les archives personnelles de Trotsky. Il existe cependant un « résumé » de son discours, fait par B. Bajanov, proche de Staline. Bajanov prit en notes les discours de conclusion de Trotsky et de Staline, à l'écriture ordinaire et non sténographiée, dans un document qui dut s'intituler « résumé des discours des camarades Trotsky et Staline à la session commune du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle élargie aux sections du parti, du 26 octobre 1923 ». Le discours de Staline a été conservé ; s'il avait été supprimé des archives, les notes qui en constituent le brouillon n'auraient pas été conservées.

Comme on peut le supposer, ce « résumé » était fait à l'intention de Staline; toutefois il apparut vite qu'il était impossible de l'exploiter contre Trotsky. Les trois durent dissimuler pendant longtemps la résolution qui fut alors adoptée et même la condamnation prise par la direction du parti à l'encontre de Trotsky.

Il est évident que Trotsky ignorait l'existence de ce « résumé » de son discours; il ne l'aurait pas laissé sans corrections; de plus, une copie lui en aurait été remise selon la règle. Le résumé de Bajanov semble fiable — en effet, il restitue l'authenticité et la force de conviction du discours et accable les organisateurs de cette mascarade de procès. Il faut espérer que ce document sera bientôt publié dans sa totalité et commenté. Nous ne reproduisons ici que des extraits du discours de Trotsky concernant les motivations de son attitude lors des deux épisodes que nous avons évoqués, ainsi que son analyse de la situation en 1922-23 :

« A la fin de cette année, la situation a confirmé la justesse de mes vues sur les principaux problèmes économiques du pays ; je les ai alors évoqués de nouveau. Il est absolument faux de dire que je ne l'ai pas fait au Bureau politique. Je l'ai fait - et voici les résultats. Car au sein du BP, il y a un autre BP, et au sein du CC, il y a un autre CC, autrement dit j'ai été écarté des débats réels...

Je n'ai pas eu la possibilité d'informer les autres membres du CC. C'est pourquoi il ne me restait que ce moyen (la lettre mentionnée aux membres du CC — V.D.).

Le camarade Zinoviev a dit que j'avais refusé la proposition d'un accord qu'il avait faite par l'intermédiaire de Sérébriakov [...] J'avais répondu (à Sérébriakov) : « Qu'est-ce que ce groupe des cinq ? Pourquoi rajouter aux trois Trotsky et Boukharine ? Nous avons le BP du CC. Si Zinoviev veut instaurer des relations normales entre nous, il faut supprimer les "groupes de trois" et les "groupes de cinq" ».

Pourquoi n'ai-je pas soumis cette question à la commission centrale de contrôle ?... Les membres de la CCC sont au courant d'un certain nombre de faits concernant la lutte contre les soi-disant trotskystes... On appelle aujourd'hui « trotskystes » tous ceux qui ne combattent pas activement Trotsky. En effet, qu'est-ce qu'un trotskyste ? Je ne vois pas d'autre explication. Je n'ai pas porté les divergences qui se déroulaient au sein du

Bureau politique hors de ses murs. Je n'en ai jamais parlé aux militants, je n'ai pas tenté de les regrouper, ni d'organiser groupe ou fraction. L'instigateur de la politique du secrétariat, cette politique en vertu de laquelle toute personne ne manifestant pas sa défiance à Trotsky est considérée comme trotskyste, c'est le camarade Kouibychev. Iaroslavsky y a adhéré. Aujourd'hui, les camarades Kouibychev et Iaroslavsky sont à la Commission centrale de contrôle et dirigent ses travaux.

« Camarades, souvenez-vous de l'idée qui est à l'origine de la CCC. Ce doit être une institution indépendante et impartiale, qui doit réparer les erreurs et maladroites commises dans les activités du parti et les excès de ses cadres.

Je soutiens que vous avez transformé la Commission centrale de contrôle en instrument du secrétariat du Comité central dans ce conflit au sein du parti. Je soutiens que vous déformez la pensée qui régit l'oeuvre de Vladimir Ilyitch.

A présent, camarades, parlons du bonapartisme dont m'accusent les membres du Bureau politique dans leur lettre (le camarade Kamenev : « Le mot n'y figure pas »)... La lettre des membres du Bureau politique (je cite) affirme que je cherche à cumuler les pleins pouvoirs dans le domaine militaire avec ceux du Conseil des commissaires du peuple... « Chacun de vous sait que toute nomination au sein de l'armée passe par le Bureau d'organisation et le Bureau politique. Jetez un coup d'oeil sur le recrutement des cadres de l'armée... Parler de ma toute-puissance au sein de l'armée ne peut tromper que les provinciaux ! Est-il possible que cela ne soit pas évident pour vous ?[...] On écarte de moi les hommes avec lesquels je peux travailler et l'on m'entoure d'hommes qui me sont ouvertement hostiles, au point que je me retrouve dans un isolement total. Et c'est ce qu'on appelle les « pleins pouvoirs illimités » !

Passons à présent à la question du Conseil des commissaires du peuple. Je ne refuse pas d'y travailler. Je ne m'en tirerais pas plus mal que d'autres camarades. Quand le camarade Boukharine m'en a parlé, je ne lui ai pas dit que j'étais contre, je lui ai répondu qu'il était impensable de concilier ce travail avec mes charges militaires.

Camarades, je dois vous raconter mon entretien avec Vladimir Ilyitch à propos de mes fonctions et d'autres choses. Camarades, un facteur personnel intervient dans mon travail qui, s'il ne joue aucun rôle dans ma vie privée, dans mon mode de vie, a une grande importance politique : c'est mon origine juive. Je me souviens parfaitement que le 25 octobre (1917 — V.D.), Vladimir Ilyitch, allongé sur le sol de Smolny, m'a dit : « camarade Trotsky, nous vous ferons commissaire du peuple aux affaires intérieures. Vous réprimerez la bourgeoisie et la noblesse ». J'ai objecté qu'il ne fallait pas, à mon avis, donner une arme à nos ennemis ; j'estimais qu'il « valait beaucoup mieux que le premier gouvernement soviétique révolutionnaire ne comporte aucun juif ». Vladimir Ilyitch répondit : « Bah, c'est un détail ». Mais visiblement, ma réflexion a porté. De toutes façons, on ne m'a pas donné le poste des affaires intérieures. J'ai été nommé responsable de la politique étrangère, bien que, pour tout dire, je m'y sois également opposé. Quand la nécessité s'est fait jour d'organiser des forces armées dans le pays, le choix s'est porté sur moi ; je dois dire que mon opposition à cette nomination au poste de commissaire du peuple aux affaires militaires était encore plus résolue. Souvenez-vous, dans les moments les plus critiques, lors des attaques de Ioudénitch, Koltchak et Wrangel, de la façon dont nos ennemis ont utilisé le fait que l'Armée Rouge était dirigée par un juif. Cela a été un gros handicap. Camarades, je dois encore une fois répéter que cela n'a jamais joué aucun rôle dans ma vie privée ; mais cela en a joué sérieusement en politique. Je ne l'ai jamais oublié. Vladimir Ilyitch considérait que c'était ma marotte et le disait souvent dans ses conversations avec moi ou d'autres camarades. Lorsqu'il m'a

proposé de prendre la vice-présidence (unique) du Conseil des commissaires du peuple, j'ai encore catégoriquement refusé pour les mêmes raisons, pour ne pas donner de prétexte à nos ennemis qui eussent déclaré que le pays était dirigé par un juif. Vladimir Ilyitch était presque d'accord avec moi. Il est vrai qu'il ne le laissa pas paraître et qu'il déclara comme avant que cela n'avait pas d'importance ; mais je sentis qu'il ne le disait plus comme avant, et qu'en son for intérieur il me donnait raison.

Je passe à présent à la situation à l'intérieur du parti [...]. Je ne prétends pas à un brevet de démocratisation. Mais la situation que j'ai trouvée à mon retour de mon congé de deux mois m'a poussé à regarder de près, à étudier la question. Les faits m'obligent à parler de moi.

Il faut trouver une issue à la situation. Il y en a deux : soit un tournant vers la démocratie interne (je ne dirais pas comme Boukharine un « changement radical de cap » ; non, un tournant seulement) ; soit considérer qu'elle existe. On dit aussi que j'ai tout inventé pour constituer une fraction. Quand ? A quel moment ? Pourquoi ? Où ? Peut-être dans l'armée ? Allez jusqu'au bout, dites que c'est du bonapartisme !

Camarades, je parlerai à coeur ouvert. Il y a au sein du Bureau politique des camarades qui veulent aller jusqu'au bout et aggraver les divergences ; qui tentent de porter l'affaire devant la base du parti pour qu'il devienne impossible de continuer à travailler ensemble [...].

Essayez de réfléchir et de comprendre ma situation. Je me suis trouvé dans des conditions très difficiles. Je ne pouvais pas m'opposer à ceux qui avaient créé l'illusion que j'agissais à l'encontre des traditions de Vladimir Ilyitch. Camarades, je me trouvais dans une situation désespérément difficile, une situation véritablement tragique. Au moment où le piège se refermait sur moi, je ne pouvais rien expliquer, je ne pouvais avouer à personne qu'en effet, il m'était impossible de livrer cette bataille. Mais il fallait sortir du piège. Il faut me prendre pour un gredin ou un être totalement insensé pour me soupçonner, dans ce moment peut-être le plus lourd de responsabilités dans l'histoire mondiale, d'agir pour des motifs personnels, suivant une aspiration dérisoire à prendre cette immense responsabilité sur mes épaules, à la faire peser uniquement sur moi, sur moi seul.

Réfléchissez, camarades, avant de prendre votre décision. C'est une erreur énorme de vous engager sur la voie que vous semblez vouloir prendre ».

Le lecteur, je l'espère, excusera la longueur de l'extrait. Mais il appréciera, je pense, l'importance de ce discours jusqu'à ce jour inconnu. C'est en effet dans des moments tragiques qu'un homme peut à ce point se livrer, dans ces moments où se décident non seulement son propre destin, mais celui de l'oeuvre à laquelle il a consacré sa vie — au destin de la révolution, du socialisme.

N.K. Kroupskaia, qui participait aux réunions des 25-27 octobre, décrit dans une lettre à G.E. Zinoviev l'atmosphère qui y régnait, mêlant la « liberté de parole » aux « intrigues et aux règlements de comptes personnels », une atmosphère qui rendait à « Trotsky le travail psychologiquement impossible ». Elle était particulièrement choquée par « le détournement du nom de Vladimir Ilyitch ». Elle écrivait : « Les références à Ilyitch sont inacceptables, malhon-

nêtes... hypocrites ». Dans de telles conditions, le ton fraternel de Trotsky qui s'expliquait « à cœur ouvert » était discordant. Cela confirme l'observation de P. Broué sur sa ligne de conduite depuis 1917 : « Il s'agissait de son parti... et il était très attaché à l'unité ». Le passage de *Cours Nouveau* cité par P. Broué, texte que Trotsky rédigea peu après le plénum du Comité central et de la Commission centrale de contrôle d'octobre, montre avec précision le fond de sa position dès le début des années 20 : « Le centre de gravité... doit être déplacé vers l'action, l'autodétermination critique, l'autogestion du parti... ». Nous découvrons là avec étonnement l'exacte formulation de la tâche que la perestroïka s'est donnée soixante ans plus tard.

Dans le discours qu'il prononça le 26 octobre 1923, Trotsky démontra avec force qu'il n'avait jamais aspiré au pouvoir personnel. Plus encore, il considérait l'idée même comme « totalement vile » et « totalement insensée ». Prendre la lutte qui se déroula à l'intérieur du parti pour une lutte pour le pouvoir de tous ses protagonistes, a été un mythe très utile à Staline. Ce mythe lui a permis tout à la fois de discréditer ses adversaires et de justifier sa propre lutte pour le pouvoir personnel; au même niveau, grandeur d'âme et bassesse. La même chose se répéta en 1927-29 quand Boukharine s'opposa à Staline.

La tragédie de la période qui suit la mort de Lénine (qui débute exactement en 1922) réside en partie dans le fait que la plupart de ceux qui se sont opposés à la lutte de Staline pour le pouvoir personnel (qui utilisait des moyens « convenables » contre cette « basse » visée) étaient des gens qui n'avaient pas besoin de pouvoir personnel ; ils n'en voulaient pas et trouvaient ce désir répréhensible. Cela permit à Staline de prendre en mains les rênes effectives du pouvoir. Ses adversaires découvraient « brusquement » qu'ils étaient « encerclés », « pris au piège », et qu'ils ne pouvaient « déjà plus rien expliquer » et encore moins « livrer bataille ». Les lettres et les discours de Trotsky en octobre 1923 furent une tentative bien tardive de « sortir du piège ». D'ailleurs, la proposition de Lénine en janvier 1923 de « destituer » Staline du poste de secrétaire général arrivait déjà trop tard. Il n'y avait plus personne pour l'appliquer. Les efforts de Trotsky en mars 1923 pour se tenir à l'écart des conflits, aussi compréhensibles soient-ils sur le plan humain, conduisent à sa défaite et finalement à sa mort. La lutte contre le pouvoir personnel est aussi la lutte pour le pouvoir (mais pas personnel !). Le moment était-il passé ? La lassitude s'était-elle abattue ? Dans tous les cas, l'erreur historique de Trotsky reste de n'avoir pas saisi l'opportunité, au début de 1923, en s'appuyant sur le soutien de Lénine, d'infliger une défaite au stalinisme naissant, à la dictature bureaucratique qui se formait.

N.A. Vassetsky

Trotsky commissaire du peuple aux affaires étrangères

Le 25 octobre à 23h40, deux heures et demie avant la chute du Palais d'Hiver, le deuxième Congrès des soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, commençait ses travaux. Trois points étaient à l'ordre du jour : l'organisation du pouvoir, la guerre et la paix, l'Assemblée Constituante.

Sur le premier point, la constitution du gouvernement, il n'y eut pas de discours particulier. Trotsky fit une communication. Puis L.B. Kamenev donna lecture d'une proposition de décret :

« Le Congrès panrusse des soviets des députés ouvriers, soldats et paysans a pris la décision suivante : un gouvernement ouvrier et paysan provisoire est constitué pour diriger le pays jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante; il prend le nom de Conseil des commissaires du peuple. La direction des différents secteurs de l'activité de l'Etat est confiée à des commissaires qui devront mettre en application le programme adopté par le Congrès, en union étroite avec les organisations de masses des ouvriers, ouvrières, marins, soldats, paysans et employés. Le pouvoir sur le gouvernement est assuré par un collège de ces commissions — le Conseil des commissaires du peuple. Le droit de contrôle et d'intervention sur l'activité des commissaires du peuple appartient au Congrès panrusse des soviets de députés ouvriers, soldats et paysans et à son Comité exécutif central »¹.

Au sein du Conseil des Commissaires du peuple, le poste de Commissaire aux affaires étrangères était occupé par L.D. Trotsky, le premier dans l'histoire de l'Etat soviétique à diriger sa politique extérieure. C'est là un fait que peu connaissent même encore aujourd'hui.

Etant enseignant, il m'est souvent arrivé de poser des questions sur l'activité de Trotsky à ce poste aux auditoires les plus variés, depuis les histo-

1. *Pravda*, 28 octobre/10 novembre 1917.

riens spécialistes de l'histoire du parti jusqu'aux étudiants de première année. A quelques rares exceptions près, personne n'était capable d'aller au-delà de la signature du traité de paix entre le pays des Soviets et l'Allemagne du Kaiser par Trotsky à la tête de la délégation de Brest-Litovsk (janv.-fév 1918).

Il est évidemment difficile d'accuser qui que ce soit pour cette carence dans la connaissance de l'histoire soviétique. Jusqu'à une période très récente, bien peu réfléchissaient à cet aspect de l'histoire. C'est pourquoi, sans prétendre à l'exhaustivité, nous tenterons d'évoquer les contours de l'activité du commissaire du peuple aux affaires étrangères que fut Trotsky.

La nomination

A Smolny, les bureaux de Trotsky et de Lénine se trouvaient aux extrémités opposées d'un long couloir, ce qui n'empêchait pas une collaboration étroite entre les deux hommes. Dans *Ma vie*, son autobiographie, Trotsky écrit :

« Il faut former le gouvernement (dès que l'on eut appris la prise du Palais d'Hiver — N.V.). Nous sommes là quelques membres du Comité central. Courte délibération dans un coin de la chambre.

— Comment l'appeler ? pense tout haut Lénine. Surtout pas de ministres ! Le titre est abject, il a traîné partout.

— On pourrait dire "commissaires" — proposai-je (sur l'exemple de la révolution française — N.V.). Mais il y a beaucoup trop de commissaires à présent (c'est ainsi qu'on désignait les positions hiérarchiques au sein du gouvernement provisoire — N.V.). Peut-être "hauts commissaires" ? Non, "hauts commissaires" sonne mal. Et si l'on mettait "commissaires du peuple" ?

— Commissaire du peuple ? Ma foi, il me semble que ça pourrait aller, reprend Lénine. Et le gouvernement dans son ensemble ?

— Un soviet, bien entendu, un soviet... Le soviet des commissaires du peuple, hein ?

— Le soviet des commissaires du peuple ? s'écrie Lénine. C'est parfait, ça sent terriblement la révolution ! »².

Nous avons confirmation de cet épisode par au moins deux membres de la première composition du soviet (conseil) des commissaires du peuple, L.B. Kamenev, qui, on le sait, fut le premier bolchevik à occuper le poste de président du comité exécutif central panrusse et V.P. Milioutine, commissaire du peuple à l'agriculture. Les deux hommes participèrent à la réunion évoquée par Trotsky. En outre, Milioutine l'évoque presque dans les mêmes termes que ceux qui ont été cités. On peut se demander qui, de Trotsky ou de Milioutine,

2. Trotsky *Moia Jizn*, t 2, pp. 59-60.

les a empruntés à l'autre. Sachant que les mémoires de Milioutine sur Lénine, qui mentionnent cet épisode, ont été publiées en 1924 et *Ma Vie* cinq ans plus tard, on peut légitimement penser que c'est Trotsky qui a repris la brochure de Milioutine.

L'épisode de la nomination de Trotsky au poste de commissaire du peuple aux affaires étrangères est aussi curieux. Dans *Ma Vie*, Trotsky affirme que Lénine lui proposa ni plus ni moins de prendre la tête du Conseil des commissaires du peuple.

« Je bondis pour protester, tant cette proposition me parut imprévue et déplacée. Lénine insista :

« Pourquoi donc ? Vous étiez à la tête du soviet de Petrograd qui a pris le pouvoir »...

Je demandai qu'on rejetât la proposition sans débat. Il en fut fait ainsi ».

Plus loin, Trotsky raconte que Lénine exigea qu'il prenne la responsabilité du commissariat à l'intérieur, car combattre la contre-révolution était alors la tâche majeure et Trotsky l'aurait fait mieux que tout autre.

« Je lui fis des objections et entre autres arguments, je fis valoir la question des nationalités : était-il, disais-je bien utile de donner à nos ennemis cette arme supplémentaire, mon origine juive ? écrit Trotsky, Lénine s'indigna presque : « Quelle importance peut avoir de telles vécilles à l'heure de la grande révolution internationale ? » Il s'ensuivit entre nous une dispute sur un ton de semi-plaisanterie. « La révolution est grande — répondis-je, mais il reste un fameux nombre d'imbéciles. — Est-ce que nous marchons sur les pas des imbéciles ? — Marcher sur leurs pas, non certes ! Mais, parfois, il faut faire de petites concessions à la sottise. Pourquoi chercher, dès les premiers jours, des complications superflues ? »³.

La même discussion se reproduisit en 1922. Lénine revint alors à son idée de placer Trotsky à la tête du Conseil des commissaires du peuple. Il lui proposa le poste de vice-président. Mais Trotsky refusa, arguant à nouveau de son appartenance juive⁴.

Il est significatif de ne pas trouver trace — en tous cas je n'en ai pas encore trouvé — de cette proposition de Lénine de prendre la présidence du Conseil des commissaires du peuple, à l'exception du récit de *Ma Vie*. Alors que son refus d'accepter la vice-présidence est mentionné par d'autres sources en-dehors de son propre récit au plénum d'octobre 1923 du Comité central du PC(b).

En 1917, après avoir refusé le commissariat à l'intérieur, Trotsky proposa de prendre la direction des publications bolcheviques. Mais Lénine lui-même s'y opposa catégoriquement. Selon Trotsky, Sverdlov fit remarquer :

3. *Ibidem*, p. 65.

4. IML, f.17, o 2, DF.104, l. 44.

« Il faut opposer Lev Davidovitch à l'Europe. Qu'il prenne les Affaires étrangères. Que seront maintenant nos affaires étrangères ? répliqua Lénine. » — C'est quoi les affaires étrangères aujourd'hui ? Mais, à contre-cœur, il consentit. A contre-cœur, je consentis aussi. C'est ainsi que, pour un trimestre, à l'initiative de Sverdlov, je me trouvais à la tête de la diplomatie soviétique »⁵.

Autre épisode. Au deuxième Congrès des soviets, Trotsky fit une réponse au menchevik Avilov et au s.r. de gauche Karéline qui tentaient de contester la composition trop exclusivement bolchevique du conseil des commissaires du peuple. Il repoussa leur proposition d'une coalition avec les autres partis socialistes en expliquant que les bolcheviks avaient réalisé une coalition d'une autre forme, avec les ouvriers, soldats et paysans. La révolution montante en Europe constituerait un autre appui. En outre, cette révolution — estimait Trotsky —, jouerait un rôle considérablement plus important dans la consolidation du pouvoir soviétique que l'union avec les masses ouvrières de Russie.

« Si les peuples d'Europe qui se soulèveront n'écrasent pas le capitalisme, c'est nous qui serons écrasés; cela ne fait aucun doute — déclara Trotsky. Ou bien la révolution russe parvient à soulever le tourbillon de la révolution à l'ouest, ou bien les capitalistes de tous les pays étrangleront la révolution »⁶.

Personne ne contestait les propos de Trotsky sur le fond. Bien que sur le procès-verbal de cette séance du Congrès figure ces lignes : « Il y a une troisième voie — crie quelqu'un de sa place »⁷. Mais le procès-verbal ne mentionne ni l'auteur, ni la suite de cette réplique. Ni la direction du PC(b), ni les autres députés bolcheviques n'avaient de raison de polémiquer entre eux pendant le Congrès.

Bien peu parmi eux doutaient du fait que la révolution d'octobre constituait non seulement un exemple pour le prolétariat des pays européens, mais un accélérateur puissant du processus révolutionnaire mondial, une impulsion pour de nouvelles révolutions. C'est ce qui se produisit. Pendant plusieurs années, des mouvements ouvriers et des révolutions éclatèrent un peu partout : en Finlande, en Allemagne, en Autriche-Hongrie, en Bulgarie, etc. Ainsi la « théorie de l'impulsion » dominera non seulement dans les consciences, mais dans l'activité du POSDR(b) et de l'Etat soviétique pendant un certain temps, jusqu'à l'automne 1920, quand l'Armée Rouge sera défaite en Pologne.

De plus, le report de la discussion s'expliquait par le fait qu'à la révolution victorieuse se posait avec acuité le problème de sa défense, purement impossible sans unité au moins au sein du parti, face aux autres partis concurrents.

Le 1er novembre, Trotsky participa à une session très importante du comité central du POSDR(b). Le groupe de Zinoviev-Kamenev, qui avait provo-

5. Trotsky, *op.cit.*, p. 63.

6. Trotsky, *Sotch.* 2, p. 66.

7. *Ib.*

qué une grave crise gouvernementale, fut désavoué. Contre la majorité du CC et du commissariat des soviets, ils proposaient de retenir la proposition des s.r. et des mencheviks de constituer un gouvernement avec tous les courants socialistes. Le rôle dévolu aux bolcheviks aurait été insignifiant; cette solution pouvait même entraîner le remplacement de Lénine à la tête de l'Etat et de Trotsky au commissariat aux affaires étrangères.

Trotsky fut l'un des adversaires les plus résolus de cette décision. Selon lui, il était clair, d'après le discours que Kamenev prononça au comité central, que « les partis qui n'avaient pas participé au soulèvement — mencheviks et s.r., voulaient simplement arracher le pouvoir à ceux qui les avaient renversés. Il était inutile d'avoir organisé un soulèvement si nous n'avons pas la majorité; s'ils ne veulent pas de ce gouvernement, ils ne voudront pas non plus de notre programme ». Il ajouta : « Nous ne pouvons pas céder la présidence de Lénine; nous n'accepterons pas qu'il soit rejeté ».

Trotsky proposa la résolution suivante

« Considérant, sur la base des discussions qui précèdent, que les partis conciliateurs cherchent non à constituer un pouvoir soviétique unifié, mais à provoquer une scission entre ouvriers et soldats, une crise du pouvoir soviétique et à renforcer finalement les s.r. de gauche dans leur politique de conciliation avec la bourgeoisie, le comité central décide d'autoriser les membres de notre parti, en vertu de la décision existante du comité exécutif central, à participer à la tentative des s.r. de constituer un soi-disant gouvernement unifié pour démontrer l'inconsistance de cette tentative et casser définitivement les discussions sur le gouvernement de coalition ».

Les résultats des votes sur les différentes parties de cette résolution furent : 8 pour, 4 contre, 1 abstention pour la première partie; 9 pour, 4 contre, 1 abstention pour la seconde⁸.

Lénine, qui appréciait beaucoup la position de Trotsky, avait déclaré :

« Trotsky a expliqué depuis longtemps qu'une union (avec les partis conciliateurs - N.V.) était impossible. Trotsky l'a compris et il n'y a pas de meilleur bolchevik ».

Ces mots de Lénine ne figurent pas sur le procès-verbal du Comité Central du POSDR(b) des éditions de 1929 et 1958. Ils n'y figurent pas parce que Lénine avait dit de Trotsky que c'était un bolchevik. L'auteur a découvert cette phrase supprimée dans le livre de Trotsky *L'Ecole stalinienne de la falsification* édité à Berlin en 1932.

En novembre 1917, Trotsky travailla activement à la réalisation de la plateforme du parti bolchevique. Bien qu'en vérité, il n'ait jamais reconnu publiquement, ni en novembre 1919, ni plus tard, la justesse des positions bolcheviques dans les polémiques qu'il avait eues par le passé.

8. *Protokoly Tsentral'nogo komiteta RSDRP (b)*, Moscou, 1958; p. 129.

Les premiers pas

Dès que la crise gouvernementale fut surmontée, se posa brutalement au comité exécutif central le problème de la presse, avec une position dure vis-à-vis de la presse bourgeoise. Trotsky liait ce problème à celui de la répression de la contre-révolution; il fut le premier dirigeant à employer le terme de « répression ».

Trotsky participa avec Lénine au règlement des problèmes les plus ardues liés au processus de démobilisation de l'armée ainsi qu'à la conférence extraordinaire. Parallèlement, il faisait de la propagande en direction de l'étranger grâce à la station de radio de Tsarskoïe Selo. Il intervenait devant les ouvriers sur l'activité du Conseil des commissaires du peuple. *La Pravda* mentionna l'un d'eux dans son numéro du 21 novembre 1917. Celui-ci s'était tenu au cirque Moderne, un des lieux de meetings favoris de Trotsky avant octobre douze mille personnes étaient venues l'écouter, et plus d'un millier était restées dehors près de l'entrée, malgré une pluie torrentielle.

Trotsky ne s'occupait presque pas des affaires du commissariat qui lui avait été confié.

« Je ne me rendis pas à ce commissariat aux affaires étrangères pendant longtemps, se souvient-il; je passais mon temps à Smolny »⁹.

A la soirée de commémoration de l'insurrection d'octobre qui se tint le 7 novembre 1920, un membre du commissariat du peuple aux Affaires étrangères raconta comment il rencontra Trotsky en novembre 1917 pour lui demander de l'engager.

« C'est dommage de venir travailler ici. Il y a déjà Polivanov et Zalkind. Il n'est pas nécessaire de prendre d'autres vieux camarades. Moi-même j'ai pris ces fonctions pour pouvoir consacrer plus de temps aux affaires du parti. Il n'y a pas grand-chose à faire : publier les accords secrets et fermer boutique »¹⁰.

On trouve confirmation de cette conversation dans *Ma Vie*, bien qu'avec une rédaction légèrement différente :

« Je vais publier quelques proclamations révolutionnaires et je n'aurai plus qu'à fermer boutique »¹¹.

Voyant l'inanité de son aphorisme, Trotsky, avec le temps, tenta d'assouplir la brutalité de la formule en remarquant :

9. *Ib.*, et Zamitsky, *Sergeev A. Tchitchérine*, Moscou, 1975, p. 73

10. Trotsky, *Moia Jizn*, 2, p. 64.

11. *Ibidem*.

« Mon interlocuteur était sincèrement chagriné de cette insuffisance en moi du sens diplomatique. J'avais bien sûr exprimé mon opinion de façon outrancière afin de faire comprendre que l'important n'était vraiment pas dans la diplomatie »¹².

Il ne s'agissait évidemment pas d'apprécier la force ou la faiblesse de quelques expressions, mais l'activité réelle de Trotsky lorsqu'il retroussait ses manches. Le travail obscur de tous les jours, qui ne permet pas d'exposer le développement de sa pensée, n'était pas pour lui. Il souffrait de l'absence d'auditeurs, le cirque « Moderne » lui manquait en permanence. C'était non pas un démon, mais plutôt un acteur de la révolution.

« Il n'y eut ici (au commissariat aux affaires étrangères — N.V.) aucune négociation diplomatique. Le travail se résumait à la publication et à la vente du contenu de ces valises, on ne parlait que des paquets qui parvenaient au commissariat en provenance d'autres pays (qui contenaient produits alimentaires et manufacturés- N.V.) — écrit Trotsky. Notre activité diplomatique avait lieu à Smolny en l'absence de toute structure du Commissariat. C'est seulement quand le camarade Tchitchérine arriva dans l'équipe du commissariat aux affaires étrangères que le travail commença dans les locaux mêmes et que de nouveaux collaborateurs furent recrutés, mais de façon limitée ».¹³

De fait c'est grâce à Trotsky que Tchitchérine put rentrer d'Angleterre où il avait passé quelque temps en prison pour activités anti-militaristes. Avant son arrivée, Trotsky, aidé de quelques collaborateurs, était parvenu à vaincre le sabotage des fonctionnaires de l'ancien régime. Les mêmes mesures « répressives » que Trotsky pubia dans son décret sur la presse l'y aidèrent. Le 13 novembre, il rendit publique la décision de licencier 33 personnes qui avaient refusé de se soumettre au conseil des commissaires du peuple, et de les priver de leurs droits à la retraite. Il fit de même avec les ambassadeurs. Le 26 novembre, il publia une décision dans laquelle il indiquait que « tous ceux qui n'avaient pas répondu aux télégrammes et messages radio envoyés aux ambassadeurs et aux personnels des ambassades de la République russe leur proposant de se ranger au côté du pouvoir soviétique sur la base de la plateforme du deuxième Congrès (des soviets — N.V.) seraient licenciés et privés du droit à la retraite comme du droit d'accès à des fonctions au sein de l'Etat, de même qu'il leur était interdit d'effectuer des prélèvements sur les fonds de l'Etat ». Suivait une liste de 28 noms d'ambassadeurs de la République à l'étranger¹⁴.

Comme s'il généralisait son expérience initiale au commissariat aux affaires étrangères, Trotsky prépara une disposition sur « le sabotage des fonctionnaires » qu'il publia au nom du comité militaire révolutionnaire dans le *Journal du gouvernement ouvrier et paysan provisoire* du 26 novembre. Il y était indiqué notamment :

12. *Proletarskaia Revoljucija*, 1922, 10, p. 63.

13. Trotsky, *Sotch*, 3,2, p. 113 et 23-124.

14. *Ibidem*, p. 120.

« Tous les fonctionnaires d'établissements publics et d'Etat qui saboteront le travail dans les principaux secteurs de la vie sociale seront déclarés ennemis du peuple. Leurs noms seront dès à présent publiés dans toutes les publications soviétiques et des listes affichées dans tous les lieux publics »¹⁵.

Parmi les activités minimales qu'il fallait assurer au commissariat aux affaires étrangères, Trotsky prenait grand plaisir à mettre au point les stratégies de politique extérieure de l'Etat soviétique. Il s'y sentait à sa place. Là, ses spectateurs n'étaient plus des fonctionnaires tsaristes, ni Markine, le matelot de la Baltique, c'était tout le pays, et même l'Europe entière. Ainsi Trotsky fut et reste le seul commissaire aux affaires étrangères de l'histoire de l'Etat soviétique qui eut autant de possibilités d'initiative, d'autonomie et de liberté d'action.

A la recherche de la paix

Après la victoire d'Octobre, la question essentielle demeurait celle de la paix. Le nouveau pouvoir avait exprimé sa position avec le décret sur la paix pris par le deuxième Congrès des soviets. Ce décret proposait à toutes les puissances en guerre de conclure une paix sans annexions ni réparations.

Le 8 novembre, en vertu de cette proposition, Trotsky adressa une note aux ambassadeurs des pays alliés de la Russie par le canal de l'ambassadeur anglais Buchanan. Il y expliquait que le deuxième congrès des soviets avait constitué un nouveau gouvernement dirigé par Lénine et Trotsky comme commissaire aux affaires étrangères. Il y exposait ensuite le contenu du décret sur la paix et proposait de cesser la guerre et d'ouvrir sans tarder des négociations.

Trotsky, Lénine et N.V. Krylenko, commissaire du peuple aux affaires militaires, co-signèrent une recommandation au général Doukhonine, commandant en chef des armées russes, afin que celui-ci « prenne immédiatement contact avec les forces adverses pour entamer des négociations de paix »¹⁶. Il est significatif de constater que presque tous les documents de cette période, qui ont été rassemblés dans le premier tome des *Documents de politique étrangère de l'URSS*, sont signés par le « Commissaire du peuple aux affaires étrangères ». Le nom de Trotsky a été effacé, bien que ces mêmes documents aient été publiés sous son nom dans la *Pravda* et les *Izvestia*.

Le 10 novembre, Trotsky adressa une note analogue aux pays neutres. Quatre jours plus tard, le 14 novembre, Lénine et Trotsky signèrent une adresse du conseil des commissaires du peuple aux gouvernements et aux peuples des pays alliés de la Russie. Ils annonçaient ainsi que le lieutenant Krylenko, succes-

15. *Dokumenty vnechnei politiki SSSR*, I, Moscou, 1957.

16. *Ibidem*.

seur de Doukhonine à la tête de l'armée, avait reçu l'accord de l'Etat-major allemand sur l'ouverture de négociations de paix et qu'il demandait un délai afin de permettre aux puissances alliées de se joindre aux négociations¹⁷.

Le 17 novembre, Trotsky informa les représentations diplomatiques des pays alliés à la Russie que, conformément aux accords passés avec l'Etat-major allemand, toute action militaire avait cessé sur le front Est. Les négociations préliminaires débuteraient le 19 novembre (2 décembre) à cinq heures du matin. S'ils étaient d'accord pour participer aux négociations, les alliés devaient en informer le gouvernement soviétique¹⁸.

Le conseil des commissaires du peuple, par ses actes même, montrait son rejet du secret dans la diplomatie; il se souciait de créer des conditions effectives à l'arrêt de la guerre mondiale et travaillait à un après-guerre où les intérêts de tous les Etats, qu'ils soient neutres ou en guerre, soient préservés.

Les puissances de l'Entente et les Etats-Unis ignorèrent les propositions du conseil des commissaires du peuple. Leur refus de négocier, rendait de fait impossible toute conclusion d'une paix généralisée. Buchanan, Lansing, secrétaire d'Etat américain, et les diplomates et responsables des affaires extérieures des autres pays, justifiaient leur position en « haussant le ton », alléguant que la démarche du pouvoir soviétique était une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de pays souverains. Tout cela n'était bien sûr que biais diplomatique. L'explication réelle de ce refus résidait dans la tentative de l'Entente de mener la guerre contre l'Allemagne jusqu'à la victoire.

On ne peut pas dire que les cercles dirigeants allemands s'assirent à la table de négociations la conscience pure. Ils avaient « une idée derrière la tête ». Des généraux comme Ludendorff, Hindenburg, Hoffmann, avaient envie que la guerre sur le front occidental s'achève en leur faveur et que les territoires pris à la Russie sur le front oriental soient conservés.

La déroute de l'armée russe était devenue irréversible avant même la fin 1917 et l'instauration du pouvoir soviétique, dès le début de l'hiver 1916-1917. On disait alors que les soldats votaient pour la paix avec leurs pieds : ils désertaient et rentraient chez eux. Aux paysans comme aux ouvriers sous l'uniforme, il tardait aux uns d'être chez eux avant les grands froids, aux autres d'aller voir le nouveau régime. Pour les soldats du rang, la guerre mondiale avait perdu toute signification. Trotsky en avait clairement conscience. Et Lénine auparavant avait compris qu'il était impossible d'aller plus avant dans l'action militaire. Dans la mesure où la Russie soviétique était incapable de mener une guerre révolutionnaire, le problème pour les deux hommes était clairement posé.

17. Trotsky, *Soich.*, 3, 2, p. 176.

18. *Miriye peregovory v Brest-Litovske*, I, Moscou, 1920, p. 241.

Mais la solution s'avérait plus complexe : les Allemands pourraient-ils se battre, quelles conséquences auraient les négociations, en Russie même comme dans les autres pays ? Et pour des hommes qui avaient passé un quart de siècle à militer pour l'abolition du capitalisme mondial, il n'était pas facile d'engager des pourparlers avec l'Allemagne qui était bel et bien un pays impérialiste. De surcroît, il s'éleva au sein même du parti bolchevique de nombreux adversaires des négociations.

Certains, non pas tant par hostilité au pouvoir soviétique que pris par un sentiment patriotique mal compris, considéraient que les négociations trahissaient les intérêts de la Russie. D'autres — les « communistes de gauche » et une fraction des s.r. de gauche — estimaient qu'elles trahissaient les intérêts de la révolution mondiale. C'est pourquoi il était exigé du conseil des commissaires du peuple comme du comité central du parti un soutien inflexible et aussi un travail de clarification rapide. Le premier à apporter son aide et son soutien à Lénine fut Trotsky.

Le 13 (26) décembre, le conseil des commissaires du peuple décida de consacrer deux millions de roubles à l'information ! Le 19 décembre (1er janvier), la démobilisation de l'armée commença. Le gouvernement prit la résolution de libérer les prisonniers de guerre allemands et austro-hongrois et de leur offrir des conditions propices à travailler comme citoyens à part entière en Russie soviétique. Le traité anglo-russe de 1907, qui établissait le partage de la Perse entre la Russie et l'Angleterre, fut dénoncé. Le 23 décembre, une partie de l'armée russe quitta les régions du nord de la Perse.

Dans ses interventions, Trotsky démontrait que le conseil des commissaires du peuple ne s'écartait pas de la voie de la révolution sociale et que le combat pour une paix démocratique généralisée ne faisait que commencer. Il informait régulièrement les travailleurs de Russie et du monde entier de l'avancement des négociations et en commentait les principaux aspects. Par décision du 27 novembre (10 décembre), une délégation de représentants de la Russie soviétique traversa la ligne de front. Elle était constituée d'un ouvrier, d'un paysan et d'un marin, qui symbolisaient l'appui du nouveau pouvoir; en faisaient partie également A. Joffé, qui en assurait la présidence, L. Karakhane, secrétaire, L. Kamenev et G. Sokolnikov. A. Bissenko, auteur de l'assassinat du ministre de la guerre, V. Sakharov, représentait le parti des s.r. de gauche. Un groupe de conseillers militaires dirigé par le contre-amiral V.M. Altvater accompagnait les diplomates. Plus tard, l'ancien président du soviet de Moscou, M. Pokrovsky, se joignit à la délégation.

On leur fit traverser les lignes de défense allemandes avec les yeux bandés. Le 2 (15) décembre, avec une demi-heure de retard, la délégation parvint au siège du haut commandement allemand pour le front oriental — la forteresse de Brest-Litovsk.

Le début des négociations

La délégation soviétique était dirigée depuis Moscou par Lénine. Trotsky lui apportait évidemment un concours actif. Le jour même de l'arrivée de la délégation à Brest-Litovsk, un cessez-le-feu entre la Russie et les puissances - Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie et Turquie — fut signé pour une période allant jusqu'au 12 janvier et reconductible tacitement. Cet accord stipulait l'impossibilité pour l'Allemagne de déplacer ses troupes vers le front occidental.

Sur l'indication de Trotsky, Joffé, chef de la délégation, informa par écrit Hoffmann que s'il avait accepté de débiter les négociations dans la forteresse russe occupée par les Allemands, il insistait pour qu'elles se poursuivent dans un lieu appartenant à un pays neutre tel que Stockholm. A leur arrivée à Brest-Litovsk, les chefs de la délégation allemande, R. Kühlmann, et de la délégation autrichienne, O. Czernin, optèrent pour une poursuite des négociations dans la forteresse, puis dans un deuxième temps, un transfert dans une ville non occupée par les Allemands, telle que Pskov, pour signer la paix.

Les négociations se menèrent dans une atmosphère détendue et amicale.

« L'Allemagne aspirait fortement à une paix séparée avec la Russie (on sait à présent qu'elle avait pris une série d'initiatives dans ce sens déjà sous le tsarisme), écrivait Joffé. Le pouvoir soviétique se battait pour une paix démocratique globale et en exposa les principes, applicables pour tous »¹⁹.

Entre les séances de travail, les participants poursuivaient des conversations non-protocolaires, échangeaient analyses et jugements sur des questions plus larges que celles qui entraient directement dans leurs compétences. Ces conversations et discussions furent particulièrement animées lors du déjeuner auquel le prince M. Baldensky les avait conviés.

« Je n'oublierai jamais ce premier déjeuner avec les Russes, raconte Hoffmann. J'étais assis entre Joffé et Sokolnikov, aujourd'hui commissaire aux finances (son récit fut publié en 1927 — NV). De l'autre côté de la table se tenait un ouvrier, visiblement impressionné par l'abondante vaisselle d'argent. Il essayait tantôt une pièce, tantôt une autre; mais il utilisait la fourchette exclusivement pour se curer les dents. Juste en face se tenait Madame Bitsenko, assise entre le prince Hohenlohe et un paysan, pur phénomène russe qui portait de longues boucles grises et une grande barbe épaisse. L'ordonnance ne put retenir un sourire quand il lui demanda s'il souhaitait du vin blanc ou du vin rouge et que le paysan lui répondit qu'il voulait le plus fort »²⁰.

A cette table, de l'autre côté de Hoffmann, Joffé, Kamenev et Sokolnikov parlaient avec enthousiasme de ce qui était à l'ordre du jour en Russie, « conduire le prolétariat russe jusqu'aux sommets du bonheur et de la prospé-

19. *Mimye peregovory v Brest-Litovske*, t.I., p. 241.

20. Fischer, *Lenin*, p. 244.

rité ». Ils échangeaient leurs impressions sur les discussions avec la délégation adverse. Selon Hoffmann, les trois hommes révélaient leurs plans sur la révolution mondiale, ce qui même aux yeux d'un général, était bien peu diplomatique.

Le 9 (22) décembre à 4 h 24, quand la première séance plénière de la conférence pour la paix commença, Joffé proposa que les négociations se mènent ouvertement et que chaque partie ait le droit de publier les procès-verbaux dans leur totalité²¹; c'était encore loin de la diplomatie. La délégation soviétique expose les principes qui devaient selon elle, conduire les négociations. Ils furent acceptés par les quatre. C'est sur ces principes que, selon la partie russe, les négociations devaient se conclure. C'est pourquoi celle-ci demanda une interruption de 10 jours.

Après avoir donné son accord, l'autre partie demanda à son tour la poursuite des pourparlers sur des points concrets ne concernant que certains des Etats impliqués. Cela se passa dans le cadre d'une commission politique qui se tint les 14 et 15 (27 et 28) décembre et au cours de laquelle les délégués allemands exposèrent leur projet de traité de paix. Ils y exigeaient l'annexion de territoires russes.

Le 28 décembre, Hoffmann nota dans son journal :

« Joffé parut stupéfié. Après le petit-déjeuner, une consultation eut lieu entre la délégation russe — Joffé, Kamenev et Pokrovsky, et la nôtre — Kühlmann, ministre des Affaires Etrangères, Czemin et moi. Les Russes exprimèrent sans réserves leur déception et leur indignation. Pokrovsky, avec des larmes de rage, s'exclama qu'on ne pouvait pas parler de paix sans annexions quand on enlevait 18 provinces à la Russie »²²

Le ton de démarrage était si fort que les pourparlers furent rompus.

Le 15 (28) décembre, la délégation soviétique retourna à Petrograd; les dix jours de pause destinés à permettre aux Etats qui le souhaitaient malgré tout, de se joindre aux pourparlers, avaient été maintenus.

Ni paix ni guerre

Les puissances de l'Entente continuaient d'ignorer les négociations, en dépit des efforts du gouvernement soviétique. Les puissances centrales mirent cette situation à profit. Le 23 décembre (5 janvier), elles adressèrent un télégramme à Joffé en réponse au départ de la délégation soviétique de Brest qui l'informait de leur rejet de la déclaration soviétique sur le principe de paix démocratique qui avait été dans un premier temps acceptée. Elles soulignaient le fait que les autres Etats ne s'étaient pas joints aux pourparlers.

21. *Myrnye...I.*

22. Fischer, *op.cit.*, p. 259..

« Le tournant était clair — dit ensuite Joffé; ce n'étaient déjà plus Kühlmann ni Hoffmann, mais Ludendorff (les militaires) qui était chargé de fixer les exigences allemandes »²³

C'est dans ces conditions très défavorables que s'ouvrit la deuxième étape des négociations de Brest-Litovsk.

Le seul changement qui intervint dans la composition de la délégation soviétique fut l'arrivée de Trotsky qui prit les pouvoirs de président. Un groupe de conseillers aux questions nationales fut adjoint officieusement à la délégation. En faisaient partie K. Radek, P. Stoutchka, S. Bobinsky et V. Mitskevitch-Kapsoukas. Au moment des conclusions, Radek et Bobinsky présentèrent une déclaration au nom des social-démocrates de Lithuanie et de Pologne, qui fut prononcée le 7 février. Mitskevitch en fit une au nom du commissariat aux affaires lettoniennes.

A la veille de son départ pour Brest-Litovsk, Trotsky mit au point le plan d'action avec Lénine. Comme auparavant, il consistait essentiellement à utiliser les négociations comme moyen de propagande vers l'Europe et à montrer que la Russie soviétique menait une politique de paix. La tactique consistait donc à prolonger les pourparlers le plus longtemps possible. Trotsky raconte :

« Lénine me proposa de me rendre à Brest-Litovsk après la première rupture des négociations. La perspective de traiter avec le baron Kühlmann et le général Hoffmann n'avait en elle-même rien de séduisant; mais « pour faire traîner les pourparlers, il fallait un traîneur », comme le disait Lénine. Nous eûmes à l'institut Smolny un bref échange de vues au sujet de la ligne générale des pourparlers. La question de signer ou de ne pas signer fut, pour l'instant, laissée de côté; on ne pouvait savoir quelle serait la marche des conférences; quel effet elles produiraient en Europe, quelle nouvelle situation allait en résulter. Et nous ne renoncions pas, bien entendu, à l'espoir d'un rapide développement révolutionnaire »²⁴.

Trotsky s'en tint strictement à cette attitude. Il commença d'ailleurs sur le trajet de Brest-Litovsk : Radek, emmené en qualité de conseiller pour la question des territoires occupés par l'Allemagne, distribuait des tracts. « Quelques années plus tard, Radek me raconta cette scène en riant » rapporte Fischer²⁵. « A son arrivée, Trotsky cloîtra la délégation soviétique » raconte Hoffmann. Les repas communs et les conversations informelles cessèrent. La nature des pourparlers changea profondément. Lors de la première séance qui s'ouvrit le 27 décembre (9 janvier) à 11 h 10, Kühlmann, secrétaire d'Etat, auquel le président de séance, le grand vizir Talaat-Pacha, avait passé la parole, déclara nulle la proposition de la délégation soviétique du 9 (22) décembre. Le lendemain, Kühlmann, alors président de séance, accorda à l'Ukraine, la République

23. *Myrnye*, pp. 24-246.

24. Trotsky, *O Lénine*, p. 78.

25. Fischer, *op.cit.*, p. 283.

populaire d'Ukraine, d'après les documents officiels, le droit d'assister aux négociations.

Quand Kühlmann demanda au président de la délégation soviétique si « celle-ci avait l'intention de demeurer l'unique représentation de toute la Russie », Trotsky déclara :

« Après avoir entendu l'intervention faite par la délégation ukrainienne au nom de la République populaire d'Ukraine, la délégation russe, en vertu de la reconnaissance du droit de chaque nation à l'autodétermination jusques et y compris la séparation complète, déclare n'émettre aucune objection à la participation de la délégation ukrainienne aux négociations sur la paix »²⁶.

Par la suite, la partie soviétique paya cher ce geste généreux de Trotsky. Ce dernier ne pouvait ignorer que le gouvernement de la Rada ukrainienne était dans une mauvaise passe. En Ukraine, le combat révolutionnaire avait mis à l'ordre du jour la convocation du Congrès pan-ukrainien des soviets, ce qui aurait réglé la question du pouvoir soviétique dans le pays. Le Congrès fut convoqué pour le 19 décembre et se tint aux dates prévues. Toutefois, trois jours auparavant, la Rada avait pris des mesures préventives — arrestation du groupe de militants du soviet ukrainien, perquisition dans les locaux de la commission des mandats et distribution des mandats à ses partisans —, qui firent que les bolcheviks furent tout simplement empêchés de parler au Congrès et contraints de le quitter. A ce moment, le Soviet des Commissaires du peuple de Russie déclara la guerre à la Rada. Cela fournit un prétexte à cette dernière pour chasser les soviets ukrainiens et anéantir les tendances bolcheviques. C'est précisément à ce moment que les négociations de Brest-Litovsk reprirent. Les représentants de la Rada étaient ainsi loin de porter les « intérêts nationaux » du peuple ukrainien et pouvaient encore moins promouvoir une politique d'autodétermination de l'Ukraine. A cette époque, le gouvernement de la Rada avait dégénéré en un gouvernement antipopulaire et la guerre civile avait déjà commencé en Ukraine.

Le 3 (16) janvier, une semaine après que Trotsky eut donné son accord à la participation de la Rada aux négociations, Lénine adressa un télégramme au secrétaire de la délégation soviétique à Brest-Litovsk, Karakhane, avec copie à Krylenko, dans lequel il commentait l'information donnée par Kouzmine et Rejson, membres du comité révolutionnaire de la 8ème Armée, sur les provocations de la Rada qui tentait, avec l'aide du commandement contre-révolutionnaire du front roumain, de désarmer la 8ème Armée. Lénine recommandait de « ne pas céder à la provocation de la Rada kievienne, ne pas croire ce qu'elle avance, intervenir avec fermeté sur le plan militaire et organisationnel contre le commandement contre-révolutionnaire roumain, contre les Kaledintsi et leurs complices au sein de la Rada kievienne »²⁷.

26. *Myrnye*, I, p. 52.

27. Lénine, *Sotch.*, t. 50, p. 25.

Les intentions réelles de la délégation ukrainienne n'étaient un secret ni pour Trotsky, ni pour les puissances centrales. Le comte Czernin remarquait :

« Les Ukrainiens se démarquent fortement des délégués russes. Ils ont un esprit beaucoup moins révolutionnaire et s'intéressent bien plus à leur patrie, ils se préoccupent très peu de socialisme. Au fond ils s'intéressent non pas à la Russie mais uniquement à l'Ukraine et tous leurs efforts portent sur la réalisation au plus vite de l'émancipation de l'Ukraine (c'est-à-dire qu'ils visent à se débarrasser de la lutte commune des travailleurs pour instaurer un pouvoir nationaliste au service de la bourgeoisie et des propriétaires — N.V.). Ils cherchent manifestement à nous utiliser pour mieux contrer les bolcheviks »²⁸.

Précisons : les bolcheviks non seulement moscovites, mais aussi ukrainiens.

La reconnaissance du droit des nationalistes de la Rada à participer aux négociations fut ainsi la première grosse erreur de Trotsky, qu'il lui fut impossible de corriger. Et ce ne fut pas la seule erreur de calcul de la délégation dirigée par Trotsky.

Après la confirmation de la présence des délégués de la Rada aux négociations, il y eut une série de séances plénières consacrées à des débats sur les procédures et d'autres points secondaires qui n'engageaient rien ni personne. Voici un exemple de ces discussions creuses :

« **Kühlmann**. Si le président est d'avis que [sa] rédaction ne rentre pas dans le cadre du traité de paix, je suppose qu'il est inutile pour la commission d'y consacrer un temps précieux.

Trotsky : C'est précisément ma proposition.

Kühlmann : Votre proposition suggère : « Les deux peuples ont décidé de vivre désormais en paix ».

Trotsky : Les deux Etats.

Kühlmann : Les deux nations.

Trotsky : Il est écrit : « Les deux Etats contractants »;

Kühlmann : « Les deux nations ont décidé »; je m'étonne que vous élevez une objection aussi forte.

Trotsky : La traduction est mauvaise.

Kühlmann : Nous ne sommes pas responsables de la traduction. La formulation « deux nations » vous convient-elle ?

Trotsky : Ce serait plutôt : « les deux peuples ».

Czernin : La formulation « les deux peuples » est impossible, puisque l'Autriche-Hongrie est composée de nombreux peuples qui espèrent vivre en paix et en amitié avec la Russie.

Kühlmann : La formulation prenait en compte l'Allemagne et la Russie dans la mesure où des accords seront conclus d'abord individuellement avant d'être regroupés »²⁹.

28. Trotsky, *Sotch.*, 3, 2, p. 640.

29. *Myrnye*, I, pp. 67-68.

Et cela continue sur le même ton.

Aux querelles de terminologie s'ajoutait une discussion « sur le fond ». Les principaux duellistes en étaient encore Kühlmann et Trotsky. L'un comme l'autre ne demandaient pas mieux que de montrer leur érudition et se laissaient facilement entraîner dans d'interminables digressions théoriques, historiques et juridiques. On en arriva au point que pour faciliter le dialogue à Kühlmann, Trotsky continua en allemand. L'agitation et la propagande qui s'étaient menées au-delà des murs de la salle de conférences, s'accumulaient à présent sur la table de négociations pour être retranscrites par les journaux.

« Une bataille verbale s'engagea entre Trotsky et Kühlmann et dura des semaines sans déboucher sur rien », se souvient Hoffmann. « Les participants comprirent petit à petit que le but de Trotsky était de diffuser la doctrine bolchevique et qu'il discourait sans s'intéresser au travail pratique ». Ce qui n'était évidemment pas dans les habitudes du général. D'autant plus que, selon lui, « le ton de Trotsky devenait de jour en jour plus agressif ». « Puis un jour j'indiquai au ministre des Affaires étrangères Kühlmann et au comte Czernin que nous ne pourrions jamais parvenir à nos fins ainsi et qu'il fallait ramener les négociations sur un terrain pratique »³⁰.

Le 5 (18) janvier, lors d'une séance nocturne présidée par Kühlmann, Trotsky résuma les débats :

« L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie arrachent aux possessions de l'ancien Empire russe un territoire d'une superficie supérieure à 150 000 verstes carrées, incluant l'ancien royaume de Pologne, la Lithuanie ainsi que des espaces peuplés d'ukrainiens et de biélorusses; puis la ligne coupe en deux un territoire peuplé de Lettons de même qu'elle sépare de la partie continentale de l'Estonie des îles de la mer Baltique peuplées d'Estoniens. Les régions dites allemandes et austro-hongroises conservent un régime d'occupation militaire non seulement dans le traité de paix avec la Russie mais dans le traité de paix générale; et les deux puissances mentionnées refusent de donner la moindre indication quant aux délais d'évacuation des zones occupées et refusent globalement toute obligation sur ce point ».

Après avoir établi ces faits, Trotsky proposa une interruption des pourparlers de dix jours, « afin de permettre aux organes dirigeants de la République russe de prendre une décision définitive sur les conditions de paix proposées »³¹.

Bien que cette proposition eût été refusée, Trotsky et Kamenev partirent pour Moscou.

Dans le tome 17 des *Oeuvres* complètes de L. Trotsky publiées en 1926, une note nous éclaire sur les raisons de cette décision :

30. Fischer, *op.cit.*, p. 283.

31. *Myrnye*, I, 130-131.

« A ce moment, les négociations avaient atteint un point où une pause était nécessaire. Les prétentions des Allemands avaient été dénoncées et il fallait attendre de voir comment elles seraient perçues à l'Ouest comme à l'intérieur de la République russe où des divergences s'étaient fait jour à l'intérieur du parti bolchevique de même qu'entre les deux partis au pouvoir. En Allemagne, en Autriche et en Pologne, la lutte des classes avait atteint alors son point culminant; ces pays voyaient déferler des grèves et des manifestations dans lesquelles l'influence de la révolution russe, et partiellement celle des négociations de Brest-Litovsk, jouaient un rôle non négligeable. Il y avait ainsi des raisons de supposer que chaque jour de prolongation des négociations permettait de renforcer le mouvement révolutionnaire à l'Ouest »³².

La situation en Allemagne et en Autriche se tendait. Comme en Russie à la veille de février, les événements se déroulaient sous le mot d'ordre de « pain et paix ». A la crise du ravitaillement s'ajoutaient les revendications d'autodétermination des nations opprimées. Le 17 janvier 1918, le comte Czernin nota dans son journal :

« Mauvaises nouvelles en provenance de Vienne et de ses environs; un important mouvement de grèves suscité par la réduction des rations de farine et la lenteur des négociations de Brest »³³

Le gouvernement austro-hongrois fut contraint de faire des concessions et promit notamment d'accélérer la signature d'une paix démocratique et d'assurer le ravitaillement des masses. Des événements analogues se déroulèrent en Allemagne, où le mouvement de grèves prit un caractère particulièrement aigu. Il est vrai qu'à la différence du gouvernement austro-hongrois, le gouvernement allemand avait instauré l'état de siège et réprimé le mouvement par la force. Partout on sentait néanmoins que ce n'était que le début d'assauts contre l'ordre établi qui deviendraient plus massifs et plus profonds.

Pour agir sur ces événements, Trotsky inventa le plan que l'on connaît : déclarer la guerre terminée, mais sans signer la paix. Plus tard il indiqua que cette décision était une démonstration « pédagogique ». Trotsky raconta plus tard :

« Je pris conseil des autres membres de la délégation, lesquels me donnèrent leur assentiment, et j'en écrivis à Vladimir Ilyitch. Il répondit :

« Quand vous reviendrez, nous en parlerons »

Peut-être même, dans cette réponse entendait-il exprimer qu'il n'était pas d'accord avec ma proposition. Actuellement, je ne m'en souviens pas, je n'ai pas la lettre sous la main, et je ne suis pas sûr qu'elle ait été conservée »³⁴.

32. Trotsky, *Sotch.*, XVII, I, p. 631.

33. *Ibidem*, p. 636.

34. Trotsky, *O Lenine*, p. 80-81.

Dans ces mêmes annotations du tome 17 des *OEuvres* de Trotsky, se trouvent le contenu de deux notes qu'il reçut à Brest-Litovsk.

« 1. A Trotsky. « Staline est arrivé; nous étudions le problème ensemble et vous donnerons une réponse commune ».

« 2. Transmettre à Trotsky : « qu'il propose une interruption de séance et se rende à Piter »³⁵.

Ces notes sont datées du 5 (18) janvier. Plus tard elles furent reproduites dans le premier tome des documents et matériaux que l'Institut d'Histoire sociale d'Amsterdam publia sous le titre *Trotsky's papers 36* — il s'agissait de la partie des archives que Trotsky avait emportée d'URSS et confiée en 1936 à l'Institut, alors dirigé par le menchevik Nikolaievsky. Ces télégrammes ne figurent pas dans l'édition complète des *OEuvres* de Lénine, ce qui pose une nouvelle fois la question de savoir si cette édition est vraiment complète.

Il y a encore une raison pour laquelle Trotsky se hâta de se rendre à Petersbourg. Le 5 janvier, les bolcheviks, avec le soutien de la direction des s.r. de gauche, prononcèrent la dissolution de l'Assemblée constituante. Trotsky dit plus tard que cet acte « gâta beaucoup notre situation internationale ».

« Les Allemands avaient pu craindre d'abord qu'une entente entre nous et "les patriotes" de l'Assemblée constituante n'amenât une tentative de continuation de la guerre. Or la dissolution de l'Assemblée constituante montrait aux Allemands que nous étions vraiment disposés à terminer la guerre à tout prix — confia Trotsky. Le ton de Kühlmann devint aussitôt plus insolent »³⁷.

Au sein même de la Russie soviétique, certains cercles intervinrent contre la suppression de l'Assemblée constituante. A Petrograd, des manifestations rassemblèrent, selon diverses sources, entre 20 et 100 000 personnes³⁸. Trotsky se prononça résolument en faveur de la dissolution. A la fin du mois de janvier, dans un discours qu'il prononça au 3ème Congrès des soviets et qui fut reproduit alors par la presse, il remarqua :

« Le pouvoir de l'Assemblée constituante se réduit au pouvoir du seul parti de Kerevsky, Tchernov et consorts, quelque peu soutenus par Tsereteli. Nous les connaissons trop par leurs actes pour concevoir le moindre espoir sur un transfert du pouvoir. Il ne fait aucun doute que, privés du soutien des soviets ouvriers, sans lesquels toute poursuite de la guerre comme tout acte gouvernemental sont impossibles, ils poursuivraient un seul but — s'assurer du soutien des militaires et conclure ainsi une paix à tout prix »³⁹.

Pendant que des commissions tenaient leurs travaux — une commission économique du 19 au 28 janvier et une commission juridique du 20 au 25 jan-

35. Trotsky, *Soich.*, XVII, I, p. 632.

36. *The Trotsky's Papers*, I, pp. 6-7.

37. Trotsky, *O Lénine*, p. 80.

38. Deutscher, *The Prophet Armed*, p. 491.

39. Trotsky, *Soich.* XVII, I, p. 64.

vier, — Trotsky, accompagné de Karakhane et de Karéline, secrétaire du parti des s.r. de gauche, partit pour la Pologne où « il fut accueilli avec émotion par la population », ainsi que le mentionne une note du tome 17 de ses *OEuvres*⁴⁰. Le 22 (9) janvier se tint une session très importante du CC du POSDR(b) au cours de laquelle il fut décidé de transférer le CC à Moscou et de créer un bureau du CC, « comme durant les jours d'avril » (1917 — NV)⁴¹. Le bureau était composé de cinq hommes : Lénine, Staline, Sverdlov, Sokolnikov et Trotsky⁴².

La lutte au sein du comité central du POSDR

Une session du CC se tint le 24 (11) janvier, la première de 1918 à laquelle Trotsky participa. Parmi les trois questions qui y furent examinées, la question principale était bien sûr celle de la paix. Trois positions s'étaient manifestées dans le parti avant cette session :

1. une paix séparée avec annexions (Lénine);
2. la guerre révolutionnaire (« communistes de gauche » - Boukharine);
3. l'annonce de l'arrêt de la guerre, la démobilisation de l'armée, sans signature de la paix (Trotsky).

Lors de la réunion des militants du parti du 21 (8) janvier au cours de laquelle les thèses de Lénine sur la signature rapide d'une paix séparée avec annexions avaient été examinées, cette proposition avait recueilli 15 voix, la deuxième 32 et la troisième 16.⁴³

Formellement, Trotsky ne soutenait pas l'idée de guerre révolutionnaire. Au cours de cette session, sa voix figura parmi les 11 « contre » face aux deux « pour » et une abstention, qui rejetèrent l'appel à la guerre révolutionnaire⁴⁴. Mais dans ses actes et ses discours de la période janvier-février, beaucoup d'éléments font douter, comme dans la période d'avant octobre, de la franchise de ses paroles et de ses appels enflammés.

Dans le discours qu'il prononça au 3ème Congrès des soviets, la veille de la session du CC, sur les travaux de la délégation soviétique à Brest-Litovsk et qui reçut l'assentiment des bolcheviks Kamenev et Zinoviev, des s.r. de gauche — Kamkov, des anarchistes maximalistes — Rivkine, l'idée centrale était la même que dans ses discours au 2ème Congrès des soviets — sans l'aide du prolétariat occidental, la Russie soviétique ne tiendra pas.

« Si l'impérialisme allemand tente de nous empaler sur la roue de sa machine de guerre, nous nous tournerons vers nos frères aînés de l'Ouest, comme Ostap vers son père (allusion à la nouvelle de Gogol Tarass Boulba — N.V.) et leur demanderons : « Tu

40. *Ibidem*, p. 632.

41. *Protokoly Tsentralnogo komiteta RSDP(b)*, p. 166.

42. *Ibidem*.

43. *Ibidem*, p. 168.

44. *Ibidem*, p. 173.

entends ? ». Et le prolétariat international répondra, nous en sommes fermement convaincus : « J'entends » 45.

Dans son discours il avançait également la thèse de l'inutilité de combattre pour une paix démocratique en cas d'explosion de la révolution mondiale.

« Nous avons prédit qu'une paix démocratique véritable n'était possible qu'à la condition que la révolution sociale éclate et gagne dans tous les pays; aujourd'hui il est clair comme le jour que s'engager à conclure une paix véritablement démocratique signifierait s'engager à ce que la révolution sociale dont tout le monde ici parle, éclate rapidement et soit victorieuse au sens le plus large du terme » 46.

Nous ne citons pas ces mots par reproche vis-à-vis de Trotsky. A cette époque, la majorité des membres du CC pensait peu ou prou comme lui. Mais la thèse de la révolution mondiale compliquait de fait le déroulement des négociations : quel diplomate sensé pourrait négocier quand la partie adverse lui annonce que tout en concluant la paix, elle n'a pas l'intention de cesser d'encourager la révolution dans les autres pays, y compris dans ceux qui veulent conclure avec elle un traité de paix.

Cette thèse rompait avec la proposition de Lénine de conclusion rapide d'une paix séparée avec annexions. Ce dernier accordait de l'importance au facteur international comme moyen de défense d'Octobre. Mais il ne lui subordonnait pas entièrement sa défense, comme Trotsky, volontairement ou non, le prônait. La thèse de Lénine sur la paix affirmait :

« La révolution russe à l'heure actuelle est dans une phase où presque tous les ouvriers et la majeure partie des paysans sont du côté du pouvoir soviétique et de la révolution socialiste qu'il a commencée » 47.

La question de la paix avait été posée par Lénine de façon très concrète : il n'était plus possible de prolonger les pourparlers, il fallait d'urgence parvenir à une solution radicale; toute solution intermédiaire n'était déjà plus possible.

Trotsky de son côté parlait du fait que « le travail véritable » — l'agitation pour la révolution mondiale sans laquelle tout acte du gouvernement soviétique resterait sans effet — ne faisait que commencer.

« Nous avons fourni matière à l'accentuation de la lutte des classes et au développement de la lutte pour la paix en Europe occidentale; à présent nous allons nous efforcer de pousser le prolétariat occidental à s'organiser, à établir ses aspirations politiques et, parallèlement (comme quelque chose d'accessoire pour le prolétariat qui, à la différence de ses frères occidentaux, avait pris le pouvoir), nous nous appliquerons à mettre en pratique deux tâches extrêmement importantes aujourd'hui : la démobilisation de

45. Trotsky, *Sotch.*, XVII, I, p. 65..

46. *Ibidem*, p. 62.

47. Lénine, *Sotch.*, t. 35, p. 243.

l'armée et la poursuite des négociations sur la paix au cours desquelles nous continuerons à dénoncer toutes les propositions contraires aux fondements de la paix démocratique » 48.

Lors de la session du Comité central du 24 (11) janvier, Lénine, avec une grande réserve, qualifia cette position de « manifestation politique internationale » 49. Il faut remarquer que malgré les tensions internes vis à vis de Trotsky, Lénine, dans cette bataille sur la paix de Brest-Litovsk, fit preuve d'un tact saisissant dans le choix des expressions qu'il utilisait et d'un grand sens diplomatique. Cependant nous oublions aujourd'hui la différence entre les conflits politiques de gens se trouvant dans l'opposition au régime en place et ceux qui peuvent exister entre des gens qui appartiennent et même se trouvent à la tête du parti dirigeant. Les niveaux de responsabilité sont différents, et les conséquences des conflits aussi, non pas tant pour les individus que pour le parti qu'ils dirigent et l'Etat tout entier. Là est toute la sagesse de parti et d'Etat de Lénine, qui faisait toujours passer au premier plan les intérêts du parti et de l'Etat plutôt que l'ambition personnelle et la fatuité; là apparaît aussi la supériorité de sa personnalité sur tous ceux de son entourage.

Pendant la session du Comité central qui vient d'être évoquée, Boukharine s'empara aussitôt de la proposition de Trotsky « ni paix, ni guerre » et la désigna comme « la plus juste ». Il relevait deux contradictions dans la position de Lénine : ce dernier estimait que la république devait tenir une position défensive; « toutefois, la défense suppose la guerre, et en faisant la guerre, nous nous mettons à la remorque de l'impérialisme ». Boukharine critiqua le refus par Lénine de la « manifestation politique » proposée par Trotsky et sa volonté de s'en tenir à un réalisme fondé avant sur les intérêts de l'Etat soviétique. Boukharine déclara d'un ton enflammé que l'éventualité d'une invasion allemande n'avait rien de terrible, qu'il serait même « bien » qu'ils pénétrant de « 100 verstes » à l'intérieur du territoire de Russie, etc...

Trotsky exploita la tension qui montait pour mettre aux voix la formule « arrêtons la guerre, ne concluons pas la paix, démobilisons l'armée ». Il y eut 9 voix pour, 7 contre 50. Voilà comment des « manifestations » peuvent dégénérer en des décisions politiques qui risquent de porter un coup au pouvoir révolutionnaire et de provoquer une tragédie pour des millions d'ouvriers. Le blocage des « communistes de gauche » et de Trotsky affaiblissait considérablement la position de Lénine et donnait à Trotsky une sorte de carte blanche pour la poursuite de sa politique. Il se sentait conforté et bien qu'en partant pour Brest-Litovsk il eût fait à Lénine la promesse de signer la paix dès que les Allemands lanceraient un ultimatum, on sentait qu'il ne tiendrait probablement pas compte de ses promesses ni de l'avis des autres dirigeants du parti et du

48. Trotsky, *Sotch.*, XVII, I, p. 62.

49. Lénine, *Sotch.*, t. 35, p. 257.

50. *Protokoly*, p. 173.

gouvernement. Trotsky est jusqu'à présent le seul chef de la diplomatie soviétique à avoir dédaigné l'avis du chef de l'Etat.

Déclaration

C'est ainsi que le 10 février (28 janvier), au cours de la dernière session de la commission politique qui avait recommencé ses travaux le 30 (17) janvier, Trotsky fit sa célèbre déclaration (jamais encore intégralement publiée dans la presse soviétique) sur l'interruption de l'état de guerre avec l'Allemagne, la démobilisation de l'armée et le refus de signer un traité de paix. Et rien dans les circonstances ne semblait justifier une telle hâte ni une décision aussi radicale, contradictoire même avec sa propre position qui consistait à faire durer le plus longtemps possible la signature du l'accord.

En apparence, les négociations reprenaient en grande partie ce qui s'était fait durant l'étape précédente — des discussions interminables, des éclaircissements sur des questions secondaires telles que l'information à la presse ou la participation des polonais. Mais tout se passait « derrière le dos » des participants aux débats officiels. La partie allemande particulièrement y déploya une activité fébrile.

Le 8 février (26 janvier), à l'insu de la délégation soviétique, elle signa un traité séparé avec la délégation encore présente du gouvernement de la Rada ukrainienne qui avait pourtant déjà été renversée. Ce fut la conséquence de l'erreur commise par Trotsky d'accepter la représentation de la Rada, dont nous avons parlé précédemment. Ce traité donnait à l'Allemagne une grande supériorité : la prise de contrôle de l'Ukraine lui permettait de résoudre de nombreux problèmes, en premier lieu celui du ravitaillement. La Russie soviétique se voyait ainsi privée de l'accès à une part importante des ressources en céréales et autres produits de première nécessité et son existence même se trouvait menacée. Pour le Kaiser et les militaires allemands, les négociations de Brest perdaient ainsi leur intérêt économique.

Le jour de la signature du traité avec l'ancienne Rada, Ludendorff exigea de Kühlmann qu'il revienne sur la promesse qu'il avait faite au commandement allemand le 5 février (23 janvier) d'interrompre les négociations. Kühlmann refusa. Le Kaiser intervint à la demande du feldmarschall Hindenburg. Il intima l'ordre à Kühlmann de poser un ultimatum réaffirmant les conditions posées par les puissances centrales : annexion de la Pologne, de la Lithuanie et de la Courlande, occupation de la côte Baltique en Esthonie, Lettonie et des îles Mozunsky. Le Kaiser imposa en outre au secrétaire d'Etat de fixer un délai de 24 heures à l'ultimatum. Mais Kühlmann refusa à nouveau, opposant courageu-

sement au Kaiser une menace de démission. On ignore comment aurait fini cette bataille tellement peu diplomatique si Trotsky ne s'en était pas mêlé.

Etait-il informé des intrigues de coulisse et des contradictions au sein de la partie adverse ? Il est difficile de l'affirmer. Certains historiens étrangers considèrent que « Trotsky avait vraisemblablement senti que l'ultimatum se profilait »⁵¹.

Trotsky se hâta. Pouvait-il laisser passer une aussi rare possibilité, dont il avait rêvé de longues années, de confronter ses théories à la pratique pour prouver son génie, à lui-même et à son entourage ? Le 10 février à 17h58, alors que Kühlmann venait juste d'ouvrir la séance de la commission politique, Trotsky se mit à parler, sur un ton inhabituel par rapport à ses interventions précédentes, du soldat-laboureur qui doit retourner à sa charrue, du soldat-ouvrier que son travail attend à l'atelier, et développa d'autres images de ce style.

Sans reprendre son souffle, il lut la déclaration suivante :

« Au nom du Soviet des commissaires du peuple, le gouvernement de la République fédérée de Russie porte à la connaissance du gouvernement et des peuples des puissances centrales et de leurs alliés en guerre contre nous, la décision de la Russie de refuser la signature du traité d'annexions et de considérer comme terminé l'état de guerre contre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie. L'ordre de démobilisation des troupes russes est donné simultanément sur tous les fronts.

L. Trotsky
A. Joffé
M. Pokrovsky
A. Bitsenko
V. Karéline »⁵².

Cette déclaration produisit l'effet d'une bombe sur tous les participants, y compris sur ceux dont le nom était mentionné en tant que signataires.

« Les Allemands ne s'y attendaient absolument pas — se souvint Joffé. Tous se taisaient. Kühlmann marmonna quelques mots incompréhensibles. Ils cherchaient une issue sans la trouver. Finalement ils proposèrent de convoquer le Plenum. La délégation russe refusa. L. D. Trotsky repartit, en compagnie d'une partie de la délégation »⁵³

Tel est le bilan de la participation de Trotsky aux négociations internationales qui influèrent sur la destinées non seulement de la stratégie de politique extérieure du premier gouvernement ouvrier, mais sur le pouvoir soviétique tout entier. Nous analyserons ce bilan. D'autant plus que les débats sur cette question sont loin de s'apaiser.

51. Fischer, *op.cit.* pp. 298, 302.

52. *Myrnye*, I, p. 208.

53. *Ibidem*, p. 262.

Les conséquences

Les conséquences ont été analysées en vertu de deux approches, celle du *Cours abrégé d'histoire du PCR(b)* et celle de Trotsky.

D'après le *Cours abrégé*, Trotsky « a trahi » les intérêts du parti et de l'Etat soviétique et s'est montré malhonnête envers Lénine et Staline. On peut y lire :

« Malgré l'insistance manifestée par Lénine et Staline au nom du CC pour que la paix soit signée, Trotsky, à la tête de la délégation soviétique à Brest a traîtreusement enfreint les directives du parti bolchevique. Il annonça le refus par la république soviétique de signer la paix aux conditions posées par l'Allemagne et déclara dans le même temps que la république soviétique arrêterait la guerre et démobilisait l'armée ». Puis : « Ce fut épouvantable. Les impérialistes allemands ne pouvaient pas mieux exiger de la part d'un traître au pays soviétique »⁵⁴.

Telle est la logique de la théorie de la « méchante trouvaille » de Trotsky. Il est clair qu'elle ne peut pas être retenue, ne serait-ce que par absence de corps du délit. En fait, Trotsky n'a pas enfreint les directives du CC sur la signature de la paix parce qu'il n'y en avait pas. Il existait entre lui et Lénine un « gentlemen' agreement » qui d'ailleurs allait contre la décision que le CC avait prise en faveur de la formule de Trotsky (par 9 voix contre 7). Tous les deux le racontèrent lors du VII congrès du PCR(b) en mars 1918. « ... Il était convenu entre nous que nous tiendrions jusqu'à l'ultimatum des Allemands, et que nous céderions à l'ultimatum »⁵⁵. Comme on l'a montré, il n'y eut pas d'ultimatum allemand. En tous cas il n'y en a pas de trace écrite. Cela signifie-t-il que la version de Trotsky est la vraie ?

Dans *Ma Vie*, il écrivait :

« Toute notre délégation revint de Brest à Moscou avec l'impression que les allemands ne prendraient pas l'offensive. Lénine était très satisfait du résultat obtenu.

— Mais ne nous tromperont-ils pas ? demanda-t-il.

D'un geste, nous donnions à comprendre que cela ne nous paraissait pas probable.

— Alors, ça va, dit Lénine. S'il en est ainsi, tant mieux; les apparences sont sauvées et nous voilà sortis de la guerre »⁵⁶.

Il est possible que cette conversation ait eu lieu. Plusieurs faits laissent penser que Lénine a bien réagi ainsi. Le 11 février, Zinoviev fit une intervention sur les pourparlers de Brest à la séance du soviet de Petrograd qu'il présidait. La déclaration de la délégation de Brest, télégraphiée par Trotsky et dont il donna lecture fut accueillie, selon *la Pravda*, par « un tonnerre d'applaudissements ». Zinoviev fit adopter à l'unanimité des présents moins 1

54. *Istoria Vsesoyuznoi kommunističeskoï partii (bolševikov)*, *Kratkii kurs*, 1938, p. 207

55. Lénine, *Sotch.*, t. 36, p. 50.

56. Trotsky, *Moia Jizn*, 2, p. 115; *Ma Vie*, III, p. 78.

contre et 23 abstentions, la résolution suivante : « Le soviet de Petrograd approuve totalement sa déclaration faite par la délégation russe le 28 janvier (10 février) à Brest »⁵⁷

La Pravda du 12 février publia deux textes qui retinrent l'attention générale. Il s'agissait de la déclaration de la délégation soviétique à Brest ainsi que de l'ordre de démobilisation de l'armée prononcé par le commandant en chef Krylenko. Comme pour la déclaration, Trotsky fit publier cet ordre au nom du Conseil des Commissaires du peuple sans l'en avertir. Ce même 10 février, le comité militaire révolutionnaire de l'armée et de la flotte diffusa l'ordre par radio précédé de l'avertissement « avis à tous ».

Il fallut une intervention de Lénine. Par l'intermédiaire de son secrétariat il s'adressa à Flerovsky, président du CMR : « V.I. Lénine ordonne d'annuler le télégramme sur la paix et la démobilisation générale »⁵⁸. Bien qu'émis avec retard, cet ordre réussit toutefois à bloquer la mise en application de l'imprudente décision de Trotsky et Krylenko.

Cependant, malgré cette bourde, Trotsky avait atteint ce qui était pour lui l'essentiel — se trouver au centre de l'attention générale et surtout peser sur le déroulement des événements. Son sentiment d'avoir obtenu une « victoire » à Brest se trouva encore renforcé à son arrivée à Petrograd. Le 1er février, il présenta un rapport sur l'activité de la délégation au Comité exécutif central. Sverdlov fit adopter à l'unanimité une résolution qui commençait ainsi : « Après avoir écouté le discours de la délégation de paix et en avoir délibéré, le Comité exécutif central approuve entièrement l'attitude de ses représentants à Brest »⁵⁹.

Le VII congrès du PCR(b) émit également un jugement favorable sur l'activité de la délégation. Après l'adoption de la résolution de Lénine sur « la guerre et la paix », N. Krestinsky souleva la question de la tactique de la délégation de Brest. Après d'âpres discussions, la résolution présentée par Zinoviev fut adoptée par 25 voix contre 12 :

« Le congrès salue la délégation soviétique de Brest pour son énorme travail de dénonciation des impérialistes allemands et d'implication des travailleurs de tous les pays dans la lutte contre les gouvernements impérialistes »⁶⁰.

La résolution reprenait en fait la première partie du bilan sur la délégation fait par Lénine lors de son discours de conclusion au congrès : « La tactique de Trotsky, quand elle consistait à faire durer (les négociations) était juste... ». Mais la résolution ne reprenait pas la seconde partie de l'appréciation

57. *Pravda*, 31 janvier/13 février 1918.

58. M. D. Bontch-Brouévitch, *Vsja vlat' sovietam* (Tout le pouvoir aux soviets), Moscou 1964, p. 240.

59. *Pravda*, 15/2 février 1918.

60. *Sedmoi ekstrennyi s'ezd RKP(b) Mart 1918 goda*. *Stenograficheskie otchet*, (congrès extraordinaire du PCR b, mars 1918. Compte rendu sténographique) Moscou, p. 131.

de Lénine, la plus importante : « ... [sa tactique] devint inexacte quand il déclara l'état de guerre terminé sans que la paix soit signée. J'avais proposé de signer une paix très précise. Nous ne pouvions pas aboutir à une paix meilleure »⁶¹.

C'est sous le signe de cette « inexactitude » que Trotsky traversa la phase finale de la lutte au sein du parti sur la paix de Brest. Même après l'attaque allemande, le 18 février, il ne modifia pas sa position, bien que contraint de manœuvrer, de chercher des prétextes pour faire traîner la signature du traité de paix, sans déroger à ses principes ni se déclarer ouvertement contre la signature de la paix. Ainsi pendant la session du CC du 23 février, quand Lénine déclara sans ambages que la politique de la parole révolutionnaire était terminée et qu'il fallait se décider face aux propositions allemandes d'une paix de pillage, Trotsky fut parmi les quatre abstentionnistes (7 votèrent contre, 4 pour)⁶².

Prenant formellement position contre la guerre révolutionnaire, Trotsky, par son « abstention », affaiblissait de fait la position de Lénine.

La démission de Trotsky du poste de Commissaire du peuple aux Affaires étrangères

Au cours de la session du CC du 24 février, Trotsky, à la suite des « communistes de gauche », proposa de quitter ses fonctions au Commissariat aux Affaires étrangères. La formulation même est significative : « Le cam. Trotsky trouve qu'il peut parfaitement s'en aller, dans la mesure où le travail et la direction se font en-dehors de lui. Il ne refuse pas son aide concrète quand il le faut, mais ne veut plus endosser les responsabilités »⁶³. L'initiative au sein du CC n'était déjà plus du côté de Trotsky et de ses partisans, mais du côté de Lénine et des siens; et c'est ce dernier qui conservait le droit non seulement de prendre, mais d'appliquer les décisions.

Trotsky formula sa volonté de démissionner dans des termes beaucoup moins provocants que ceux des « communistes de gauche ». Mais elle embarrassait Lénine et les autres membres du CC. « Le cam. Lénine indique que c'est irrecevable — trouve-t-on dans le procès-verbal de la session du CC du 24 février, qu'un changement de politique signifierait la crise... ». Mais là, voulant sans doute atténuer la tension qui montait entre Trotsky et lui, il ajouta d'un ton conciliant « qu'il n'est pas mauvais de polémiquer un peu ». Lénine fit ensuite

61. Lénine, *Sotch.* t. 36, p. 30.

62. *Protokoly...*, p. 215.

63. *Ibidem*, p. 224.

cette proposition : « ... Le CC demande au cam. Trotsky de retirer sa déclaration jusqu'à la prochaine session du CC qui se tient mardi (correction - jusqu'au retour de la délégation de Brest) »⁶⁴ (il s'agissait de la troisième délégation soviétique partie signer enfin la paix avec l'Allemagne — NV).

Trotsky se radoucit devant cette proposition et répondit qu'il « quittait le titre de commissaire du peuple sans l'annoncer publiquement, mais qu'il ne siègerait plus dans les institutions officielles — au Conseil des Commissaires du peuple et à la Commission exécutive centrale »⁶⁵.

Quelques jours à peine après sa démission, Trotsky signa avec Lénine la déclaration du Conseil des commissaires du peuple annonçant la signature du traité de paix, que les *Izvestia* publièrent le 5 mars 1918. Il y était écrit : « Hier, 3 mars à 5h du matin, notre délégation a signé le traité de paix avec l'Allemagne et ses alliés ». Il est vrai que Trotsky signa simplement « commissaire du peuple » sans préciser pour quelles affaires.⁶⁶

Il pourrait paraître évident que puisqu'il reconnaissait publiquement la signature du traité, Trotsky aurait dû se comporter en conséquence : agir pour que le traité soit accepté par le VIIe congrès du PCR(b) et le congrès extraordinaire. La présence même de son nom à côté de celui de Lénine réglait la question de leurs divergences. C'est ce que laissent penser les faits. Mais il en fut autrement.

Le 6 mars lorsque le VIIe congrès débuta, Trotsky fit un discours suivi d'une déclaration qui expliquait pourquoi il s'abstenait dans le vote sur la paix de Brest ; il déclara qu'aucune des deux positions sur la question ne lui semblait décisive. « Concernant celle qui a le plus de chances : je pense que c'est la position que ne défend pas le cam. Lénine ».⁶⁷

Cette déclaration montrait que leurs divergences étaient loin d'être secondaires et facilement surmontables, et qu'elles relevaient de positions de principes. La plateforme de Trotsky sur Brest reflétait un des points clés de la théorie de la « révolution permanente » : la nécessité d'élargir, autrement dit d'exporter la révolution dans les autres pays. De là découle la légèreté dont Trotsky faisait preuve vis-à-vis du destin de la Russie soviétique. Elle ne représentait pas pour lui une entité révolutionnaire autonome. Elle n'était que le détonateur de la révolution mondiale, ou au moins de la révolution européenne. C'est pourquoi Trotsky se préoccupait moins des conséquences de la paix sur la situation intérieure du pays et sur l'Europe que des répercussions ou absences de répercussions sur le développement des révolutions dans les pays européens.

64. *Ibidem*, p. 225.

65. *Ibidem*.

66. *Dokumenty vnechni politiki SSSR* (Documents sur la politique étrangère de l'URSS), I, p. 206.

67. *Sedmoi...*, p. 65.

Le VIIe Congrès du PCR(b)

Dans un discours au VIIe Congrès du parti, Trotsky étaya cette position. Selon lui, la signature d'un traité de paix avec un pays capitaliste pouvait entraver le développement de la révolution européenne. « Pour la classe révolutionnaire, passer un marché avec les impérialistes est inacceptable; c'est le point essentiel » dit Trotsky. Si l'Etat soviétique n'était pas capable de repousser les prétentions des impérialistes, il fallait reconnaître que « le pouvoir soviétique était un fardeau trop lourd pour le prolétariat révolutionnaire, que nous sommes arrivés trop tôt et qu'il faut retourner dans la clandestinité ».

Trotsky ne pensait pas qu'un tel retour à la clandestinité serait une catastrophe pour le mouvement révolutionnaire en Europe. Il pensait que « la victoire de la bourgeoisie serait un coup, mais incomparablement moins grave que la défaite de la commune de Paris. Le prolétariat français était alors l'avant-garde de l'Europe; il en va autrement de l'Europe arriérée, sans aucune tradition révolutionnaire, dont les rapports politiques sont entâchés de barbarie semi-féodale. Le prolétariat européen est plus mûr que nous pour le socialisme. Si la répression s'abattait sur nous, cela ne provoquerait pas la même catastrophe historique que la défaite de la Commune de Paris »⁶⁸.

Ce fut la première querelle avec Lénine qui, dans cette période, comparait souvent la révolution d'Octobre et les événements qui suivirent à la Commune de Paris, rappelait constamment son destin tragique et mettait le parti en garde contre le risque d'une nouvelle défaite. Il n'y a pas lieu de s'étonner du profond désaccord de Lénine face à la position de Trotsky proche, en l'occurrence, de celle des « communistes de gauche » qui pariaient également sur les révolutions qui n'avaient pas encore eu lieu dans les autres pays. « C'est vrai, nous verrons la révolution internationale — dit Lénine, mais pour l'heure c'est un joli conte — et je comprends parfaitement que les enfants aiment les jolis contes. Mais je vous demande : un révolutionnaire sérieux doit-il croire aux contes ? ».⁶⁹

Dans le moment présent, poursuivait Lénine, on était contraint de subir les défaites infligées par l'adversaire impérialiste dont la force était supérieure.

« Ce que j'avais prévu s'est entièrement réalisé : au lieu de celle de Brest et pour l'avoir refusée, il nous échoit une paix beaucoup plus humiliante ». Et plus loin :

« Nous savions qu'à cause de l'armée nous devions conclure la paix avec l'impérialisme. A la table des négociations, nous étions face à Hoffmann et non Liebknecht, et même ainsi nous aidions la révolution allemande. Alors qu'aujourd'hui, c'est l'impérialisme allemand que vous aidez en laissant prendre des millions de richesses —

⁶⁸. *Ibidem*, p. 71.

⁶⁹. Lénine, *Sotch.* t. 36, p. 19.

canons, obus; et tous ceux qui voyaient l'état dans lequel se trouvait l'armée devaient le prévoir. Tout homme sensé revenant du front disait qu'à la moindre attaque allemande, nous aurions inévitablement péri. En quelques jours, nous aurions été à la merci de l'adversaire »⁷⁰

Dans son discours final au congrès, Lénine affirma à propos du blocage de Trotsky sur le principe d'un accord avec les pays capitalistes : « Le cam. Trotsky dit que ce serait une trahison au plein sens du terme. Je soutiens que ce point de vue est faux »⁷¹. Puis il ajouta : « ... je ne peux absolument pas accepter la proposition de Trotsky (donner des garanties sur le fait que l'Etat soviétique ne signera de paix avec aucun pays capitaliste — NV); il est impossible de mener une telle politique... »⁷².

Trotsky fut touché par la critique de Lénine. Il prit plusieurs fois la parole pour introduire des corrections à la résolution de Lénine sur « la guerre et la paix ». Mais il ne réussit pas à reprendre l'initiative qu'il avait perdue. Humilié, il fut contraint de réitérer sa proposition de démission du Commissariat du peuple aux affaires étrangères. « Le Congrès, la plus haute instance du parti, a rejeté indirectement la politique que j'ai, avec d'autres, mise en place au sein de la délégation de Brest-Litovsk et dont l'action a eu l'écho que l'on sait... déclara Trotsky. Délibérément ou non, le Congrès du parti l'avait soutenu par son vote (il s'agit de l'adoption de la résolution de Zinoviev sur le travail de la délégation de Brest — NV); je me démetts de toutes les responsabilités que notre parti m'avait confiées jusqu'à présent »⁷³

Lénine ne manifesta aucune réaction. Zinoviev s'efforça de calmer Trotsky en l'assurant du maintien de la confiance du CC malgré sa position « ni paix, ni guerre ». Le résultat des élections au CC en témoignait. Sur 39 délégués ayant pris part au vote, 34 apportèrent leur soutien à la candidature de Trotsky. Le même résultat que Lénine. Derrière venaient Sverdlov et Zinoviev qui obtinrent 33 voix⁷⁴.

Ainsi prit fin l'un des débats les plus vifs de l'histoire du parti et avec lui la carrière de Trotsky aux Affaires étrangères. le parti repoussa la politique de l'indéfini, qui menait à la confrontation avec le puissant voisin impérialiste. Mais il décida de maintenir Trotsky à la direction. La patience dont firent preuve Lénine et la majorité du CC jouèrent un rôle positif non seulement dans le renforcement de l'unité du parti, mais aussi dans « l'éducation » de Trotsky.

⁷⁰. *Ibidem*, pp. 19-20.

⁷¹. *Ibidem*, p. 31.

⁷². *Ibidem*, p. 32.

⁷³. *Sedmoi...*, p. 129.

⁷⁴. *Ibidem*, p. 170.

Six mois après le congrès, au cours d'une réunion élargie de la commission exécutive centrale et des organisations ouvrières qui se tenait le 3 octobre, Trotsky déclara :

« J'estime de mon devoir de dire, devant cette assemblée responsable, qu'à l'heure où nombre d'entre nous, et j'en faisais partie, émettaient des doutes sur la signature de la paix de Brest-Litovsk et se demandait si elle était nécessaire, si on pouvait l'admettre, si elle ne freinerait pas le développement de la révolution mondiale, seul le cam. Lénine a soutenu obstinément contre nous qu'il fallait en passer par là pour atteindre la révolution prolétarienne mondiale. Aujourd'hui, à l'éclairage des derniers événements, nous devons reconnaître que nous avons tort (ovations prolongées) » 75.

Reconnaître et se repentir de son erreur fut un événement rarissime dans la vie politique de Trotsky. Cela ne lui arriva plus.

25 mai 1990.

75. Trotsky, *Soitch.*, XVII, I, p. 671.

A.V. Pantsov

La nouvelle école de la falsification

(sur un courant de la trotskologie soviétique contemporaine) ¹

En 1932, en exil, L.D. Trotsky publia l'un de ses meilleurs ouvrages, *L'Ecole stalinienne de la falsification. Amendements et additifs à la littérature des épigones*. Quelques années avant la parution de l'abrégé de l'*Histoire du PCUS(b)*, il dénonçait et soumettait à une critique irréfutable sur le plan documentaire l'ensemble des positions importantes de cette conception de l'histoire du mouvement communiste en Russie, qui est très rapidement devenue un dogme dans notre pays. Ce travail de Trotsky, cela va sans dire, fut mis hors-la-loi par les staliniens. Le lecteur soviétique n'a eu la possibilité de le connaître qu'il y a quelques mois seulement ².

L'école stalinienne de falsification a dominé notre littérature pendant plus d'un demi-siècle, déterminant l'approche des historiens et écrivains, non seulement dans l'analyse des activités politiques de Trotsky lui-même, mais dans la recherche sur tous les aspects du mouvement communiste russe dans son ensemble. Et ce n'est que récemment, avec l'élargissement du processus de la glasnost, que le domaine fondamentalement limité du dogmatisme militant et des vieux schémas commença à être érodé. Un nouveau champ de connaissance historique s'est ouvert devant le chercheur : la possibilité d'une vue d'ensemble sérieuse et objective de la biographie de Trotsky est apparue. Les travaux de V.I. Billik, V.P. Danilov, Iou. I. Korablev, M.A. Molodtsguine, A.M. Po-cht-

1. Aleksandr Vadimovitch Pantsov est candidat en Science Historique à l'Institut du Mouvement ouvrier Mondial de Moscou, spécialisé dans la recherche sur la Chine. La première partie de son article a paru dans *Modern Monthly*, 8, 1990 pp.333-339.

2. *Voprosy istorii*, 1989; 7/10; 1990, 1.

chékoldine, L.M. Spirine, V.I. Startsev, V.B. Chapochnikov ont été publiés.³ Ces auteurs caractérisent la conduite politique de Trotsky dans diverses périodes de sa vie à un niveau scientifique suffisamment élevé.

Néanmoins, la vérité sur Trotsky ne s'est frayé⁴ un chemin qu'avec beaucoup de difficultés. Les publications scientifiques objectives sont noyées sous l'énorme flot des articles et des livres dans lesquels Trotsky, exactement comme auparavant, apparaît comme une sorte de « mauvais génie », aimant son propre rôle dans la révolution plus que la révolution elle-même. Il n'y a cependant que peu d'auteurs qui continuent à « démasquer » Trotsky et « le trotskysme » et poursuivent obstinément les traditions de l'*Abrégé*⁵.

La majorité des historiens et écrivains n'étant apparemment pas suffisamment forts, pour une raison ou pour une autre, pour rompre avec les évaluations du passé, doivent néanmoins tenir compte de « l'esprit du temps ». On trouve dans leurs travaux la tendance à s'appuyer sur des conceptions différentes. A l'intérieur, ils sont tout à fait objectifs, et extérieurement, contradictoires et éclectiques. Dans les limites de ces conceptions, ils acceptent partiellement, tolèrent Trotsky comme l'un des praticiens de la révolution. Et en même temps, ils préservent le lien génétique d'une série de thèses centrales des schémas stalinien — en premier lieu la thèse de l'opposition radicale entre les idées théoriques de Trotsky et de Lénine. Ce n'est donc pas par hasard et c'est même un peu positif que, quand ces auteurs enregistrent les activités politiques de Trotsky, le chat sort un tout petit peu du panier et cela ne peut que renforcer le lecteur dans l'idée que ce personnage est tout à fait dénué de principes. Cette tendance historiographique a trouvé son reflet le plus achevé dans les nombreuses publications de N.A. Vassetsky et D.A. Volkogonov que l'on peut à coup sûr considérer comme ses fondateurs⁶.

3. Billik, V.I., « L.D. Trotsky. La route vers la vérité sur lui. », *Sobesednik*, 1989, 33; Danilov V.P., « Nous commençons à connaître Trotsky », *EKO*, 1990, 1; Kozlov V.A. et Plimak, E. « La Conscience du Thermidor soviétique », *Znamia*, 1990, 7; Korabev Iou., « Pourquoi Trotsky ? », *Političeskoe obrasovanie*, 1989, 2; Molodtsiguine, M.A., « 120 jours comme commissaire de guerre. De l'histoire de la transition à la formation d'une Armée rouge régulière de masse », *Voenno-istoričeskii journal*, 1989, 8, 10; Pochtchékoldine, A.M., « Cours nouveau : Prologue de la Tragédie », *Molodoi Kommunist*, 1989, 8; Rogovine V., « Trotsky inconnu », *Argumenty i Fakty*, 1990, 38; Spirine L.M., « Sur l'histoire du PCR(b) pendant les années de guerre civile et d'interventions », *Voprosy istorii KPSS*, 1989, 3; Startsev V.I. « L.D. Trotsky, pages d'une biographie politique », Moscou, 1990. Chapochnikov B.N., « Trotsky collaborateur de l'*Observateur de l'Orient* », *Izvestia SO AN SSSR, seria istorii, filologii i filosofii*, 1989, 3.

4. Il s'agit du célèbre manuel abrégé imposé comme version stalinienne de l'histoire du parti.

5. Ivanov, « On refait un visage au petit Judas », *Sovietskaia Rossia*, 27 IX 1987; Minaïev L.M., « La lutte pour la direction et la déformation de l'apparition du léninisme », *Voprosy istorii KPSS*, 1989, 12; Ponomarev A. Ia., « Il est impossible de construire une armée sans répression », 1989, 8, 10. *Voenno-istoričeskii journal*, 1989, 8, 10.

6. Vassetsky, N.A., *Likvidatsia : Stalin, Trotskii Zinoviev : fragmenty političeskikh soudev*, Moscou 1989. Les chapitres de ce livre qui étaient consacrés à Trotsky ont été publiés de façon répétée par l'auteur avant et après leur publication, dans une série de journaux et revues comme, par exemple, *Agitator*, 1989, 18, *Argumenty i Fakty*, 1988, 34, *Kommunist Bielorusii*, 1989, 11, 12,

Les conceptions formulées dans leurs travaux récents ont trouvé accès aux pages de nombreux journaux et revues. Et il est clair que c'est parce que les explications qu'ils contiennent ne demandent pas à leurs lecteurs une rupture décisive avec les illusions qui ont dominé leur conscience des années durant. Mais plus cette tendance historiographique est connue des masses, plus se manifeste la revendication d'un examen critique. C'est que, de toute évidence, il ne s'agit pas seulement de la restauration de la vérité historique sur la personne qui a été le plus grand adversaire et l'une des victimes de Staline. Sans connaissance de Trotsky et de ses idées, il est tout à fait impossible de comprendre toute une période de l'histoire de notre pays et en conséquence beaucoup plus difficile de trouver la voie vers la réforme de son présent.

En quoi consiste donc concrètement la position de Vassetsky et de Volkogonov ? A partir de quoi leur système d'argumentation est-il construit, qu'est-ce qu'on peut en prendre et qu'est-ce qu'on doit en rejeter comme ne correspondant pas à la réalité ?

Pour l'essentiel, leurs conceptions sont les suivantes : à partir de 1903 (c'est-à-dire à partir du 2e congrès du POSDR) et jusqu'à l'été de 1917, L.D. Trotsky combattit activement Lénine à partir tant de conceptions dogmatiques de gauche que de conceptions opportunistes de droite, dans toutes les questions de stratégie et de tactique du mouvement révolutionnaire (à l'exception, s'il vous plaît, de la question épisodique de la place du Bund dans le POSDR); cette lutte a été pour Trotsky temporairement interrompue dans les circonstances du tempétueux enthousiasme révolutionnaire et du mouvement à gauche des masses dans les quatre mois qui ont précédé le Grand Octobre.

Néanmoins, la différence essentielle entre le « trotskysme », dont l'essence était la théorie profondément erronée de la révolution permanente, et le léninisme, a subsisté. Tout en le comprenant parfaitement, V.I. Lénine a néanmoins cherché à utiliser les capacités d'organisateur et de propagandiste de Trotsky et « essayé » longtemps de le « ramener » du côté où l'on avait besoin de lui⁷; par rapport à Lénine, Trotsky « en général et dans l'ensemble, resta dans les limites »⁸ et joua même un rôle particulier dans la victoire de la Révolution d'Octobre et la construction de l'Armée rouge. Cependant, « son manque de convictions marxistes solides » faisait de lui « le héros du moment »⁹ et le « trotskysme » se fait sentir avec une force nouvelle avec la maladie de Lénine et particulièrement après sa mort.

1990, 1-3, *Komsomolskaia pravda*, 19.5.89; *Literaturnaia gazeta*, 3.1.89, *Novaia i novejšaia istoriia*, 19 9, 3, *Problemy mira i sotsializma*, 1990, 1, *Sovetske profsoyuz*, 1989, 14-17. Voir également les parties sur Trotsky du livre de D.A. Volkogonov, *Triumf i Tragediia. Političeskii Portret I.V. Stalina* (Moscou 1989) et ses articles dans le journal *Pravda* (19.9.88) et les revues *Rodina* (1989, 7) et *Kommunist vooroujennykh sil*, 1989, 19.

7. Volkogonov, *T i T*, vol. I, p. 167.

8. *Novaia i novejšaia istoriia*, 1989, 3, p. 151.

9. Volkogonov, *T i T*, I, p. 165.

« Une intelligence forte et indépendante avec cependant des perspectives mondiales faibles, en plus d'une nature avec des ambitions exceptionnellement élevées, mena graduellement Trotsky dans le camp des ennemis intransigeants du socialisme stalinien » et, en dernière analyse — du pouvoir soviétique¹⁰

« Toute l'affaire », écrit N.A. Vassetsky, exposant sa position au sens le plus large, « tient dans le fait que, dans le parti, Trotsky reflétait sous la forme la plus concentrée le sentiment de ses membres qui cherchaient à s'appuyer sur les traditions du marxisme classique du XIXe siècle, qu'ils interprétaient de façon dogmatique [...] Reconnaisant le léninisme en paroles, [...] ils sous-estimaient de fait clairement les enseignements de Lénine dans la nouvelle étape du développement du marxisme au XXe siècle) »¹¹.

En était-il ainsi ? Nous allons examiner les positions les plus importantes des conceptions ainsi présentées.

Oui, bien sûr, il y eut de vives polémiques entre Trotsky et Lénine au cours de nombreuses années sur toute une série de problèmes de la révolution et de la construction du parti. Mais la question était infiniment plus complexe que ce que nous disent Vassetsky et Volkogonov. Ainsi, au 2e congrès du POSDR, Trotsky ne parla contre V.I. Lénine que sur deux points de l'ordre du jour : paragraphe 1 des statuts du parti et élection des organes centraux du parti. C'est clair, aussi bien d'après le procès-verbal du congrès que le « Journal des sessions du 2e congrès du POSDR » que Lénine a préparé¹². Il ne discuta pas une seule des thèses du programme du parti formulées par Lénine. Au contraire, là-dessus, il défendit Lénine.

Pourquoi a-t-il soutenu Martov à propos du premier paragraphe des statuts ? Selon Vassetsky, qui évalue pratiquement toutes les activités de Trotsky avec beaucoup de suspicion, il révèle ici dans sa conduite « sa disposition à changer de principes et de convictions, à répudier la forme révolutionnaire de la lutte, particulièrement si cela lui assurait immédiatement des dividendes politiques »¹³ Lesquels ? Nous n'avons plus qu'à deviner.

Qu'est-il arrivé en réalité ? Je pense qu'on ne peut le comprendre que si on comprend que le noeud du désaccord entre Lénine et Martov était la question du rapport entre la démocratie du parti et le centralisme. La polémique a ainsi tourné autour de la conception même de « parti » et des principes de sa construction organisationnelle. Et si Martov et ses partisans, dont Trotsky était, défendaient une organisation large et souple, une union libre de gens de mêmes idées, sans rapport avec une rigide discipline de parti, Lénine, au contraire,

10. *Ibidem*, p. 259. Il semble que ceux qui ne s'engagent pas sur la route de la lutte avec le socialisme stalinien avaient des intelligences faibles et dépendantes et donc des horizons mopeux clairs.

11. *Novaia i Novejchaia istoriia* 1989, 3, p.152.

12. *Vtoroi s'ezd PSDRI, juli-avgust 1903 goda. Protokoly*, Moscou, 1959; Lénine, V.I., *Poli. sobr. soich*, t. 7, pp. 403-421.

14. Vassetsky, N.A. *Likvidatsia*, p.55.

parlait en défenseur décidé de la centralisation, soulignant particulièrement la nécessité de protéger la fermeté, la consistance et la pureté du parti. Le désir de Lénine s'expliquait : il provenait du désir de surmonter l'esprit de clique et d'éviter l'effondrement de l'organisation dans les conditions du travail clandestin.

En même temps, il nous faut comprendre la position des martovistes. Il est clair que les exemples vivants de Robespierre, Tkatchev, Netchaiev et autres révolutionnaires extrémistes étaient encore dans la conscience des participants au mouvement démocratique révolutionnaire et les concepts de « centralisme organisationnel » et « discipline révolutionnaire » étaient passablement compromis. C'est précisément pourquoi Martov et Trotsky ne pouvaient accepter le point de vue de Lénine qu'il avait défendu dans sa brochure *Que Faire ?* :

« L'unique principe d'organisation sérieux pour les militants de notre mouvement devrait être le secret le plus strict, la sélection la plus stricte des membres et la formation de révolutionnaires professionnels. Etant données ces qualités, quelque chose qui serait même plus que du "démocratisme" nous serait garanti, à savoir une confiance totale de camarades entre révolutionnaires [...] une organisation révolutionnaire ne doit reculer devant rien pour se débarrasser d'un membre indigne »¹⁴.

Précisément, au congrès et particulièrement dans ses lendemains, Trotsky réitéra avec insistance son idée que la subordination organisationnelle de l'individu au parti conduisait finalement à sa dégénérescence en une organisation étroitement radical-conspirative¹⁵.

Il soutint Lénine sur la question du parti (cela arriva précisément à l'été 1917) quand il comprit que « la politique personnelle d'organisation (de Lénine) ne représentait pas une ligne simple. Il eut plus d'une fois à repousser le centralisme excessif du parti et faire appel à la base contre le sommet. A la fin, le parti préserva le nécessaire équilibre entre les éléments de démocratie et de centralisme »¹⁶. Cependant dès que cet équilibre sembla près d'être détruit, ce qui devint tout à fait évident d'abord pour Lénine en 1922 puis pour Trotsky aussi en 1923, Trotsky, à la suite de Lénine, se rebella de façon déterminée contre le système de « terreur d'appareil » qui était en train de prendre forme dans le parti.

Nous reviendrons là-dessus un peu plus tard. Je voudrais pour le moment souligner qu'en 1903-1907, Trotsky s'élevait contre Lénine sur la question de la construction du parti, pas du tout à partir d'une position opportuniste de gauche ou de droite mais d'une position ouvertement démocratique. Cela fait mal de réaliser qu'une grande partie de ce contre quoi il mettait en garde avec inquiétude a été pleinement confirmé dans la pratique du stalinisme.

15. Lénine, V.I., *Poli. sobr. / soich* 6, p. 141.

16. Ses idées sur la question sont développées plus longuement dans sa brochure *Nachi politicheskie zadatchi (takticheskie i organizatsionnie voprosy)* (Genève 1904)

16. Trotsky, *Staline*, T.P. Benson, 1985, p. 140.

Et maintenant sur les divergences d'opinion entre Trotsky et Lénine sur les problèmes théoriques de la révolution. De 1906 à mars 1917, elles résidaient essentiellement dans la contradiction entre deux conceptions : la révolution permanente, pour laquelle Trotsky combattait et la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie que Lénine avait élaborée.

On peut résumer de façon concise la théorie de Trotsky de la manière suivante : la bourgeoisie russe n'était pas capable de diriger le mouvement révolutionnaire, il n'était donc pas possible d'imaginer une victoire totale de la révolution démocratique en Russie, excepté sous la forme de la dictature du prolétariat appuyé sur la paysannerie. Seul un gouvernement ouvrier soutenu par la paysannerie aurait la force de résoudre tous les problèmes à l'ordre du jour du mouvement révolutionnaire russe. Ni une dictature bourgeoise, ni même une dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie ne pouvaient le faire non plus. La dictature prolétarienne qui réaliserait inéluctablement non seulement les tâches socialistes mais en même temps les tâches démocratiques donnerait un élan puissant à la révolution socialiste internationale. La victoire du prolétariat en Occident garantirait la Russie contre la restauration de la bourgeoisie et lui donnerait la possibilité de mener à son terme la construction socialiste¹⁷.

« Révolutionnaire en paroles, cette théorie était dans les faits très proche de la ligne opportuniste de droite et de la ligne bourgeoisie libérale », écrit Vassetsky. « Que Trotsky l'ait ou non voulu, objectivement, son objectif était tourné vers tous les types de développement des événements qui condamneraient la classe ouvrière à l'isolement et la révolution à la défaite »¹⁸.

Est-ce vrai ? Est-il possible que Vassetsky ne voie pas que la conception de Trotsky est devenue le programme de la réalisation de la révolution socialiste en Russie ? Je pense qu'il le voit, parce qu'il est tout simplement impossible de ne pas s'en apercevoir. Qui plus est, c'est le plus probablement ce qui explique aussi son intense désir de le démentir. Autrement il lui faudrait admettre précisément que Trotsky, déjà en 1905-1906, bien avant Lénine, avait lancé l'idée même non seulement de la possibilité mais aussi de l'inévitabilité de la révolution socialiste dans un seul pays.

En outre, ce n'est pas simplement une sorte de « prise séparée » ni une étape dans le développement du capitalisme avancé, mais, dans le pays qui est arriéré du point de vue des rapports sociaux, économiques et politiques et qui était le maillon le plus faible dans le système capitaliste mondial. Il lui faudrait

17. Cette théorie fut pour la première fois exposée systématiquement par Trotsky dans son travail, *Bilan et Perspectives* (Itogi i Perspektivi).

18. *Problemi mira i sotsializma*, 1990, I, pp. 52-53. De même *Kommunist belorussii*, 1989; 11, p. 54. Il n'est pas difficile de relever que, dans ce cas, Vassetsky modifie la caractérisation stalinienne de la théorie de la révolution permanente. « C'était la théorie du désarmement du prolétariat, de la démobilisation de ses forces » (« Mort d'un espion international », *Pravda*, 24 août 1940).

aussi alors assurer que Trotsky ne niait nullement ce rôle révolutionnaire de la paysannerie dans l'unité avec le prolétariat au cours de la révolution qui approchait ; il est clair, selon sa conception, que la paysannerie en Russie était prête à soutenir la dictature du prolétariat dans la mesure où elle était conforme à ses intérêts.

« Une politique sage conduit le prolétariat à s'associer avec la puissance des dirigeants influents de la petite bourgeoisie, de l'intelligentsia ou de la paysannerie », notait-il¹⁹. Cela condamne-t-il aussi la classe ouvrière à l'isolement ?

Et finalement, la reconnaissance des conceptions de Trotsky quant au programme de la révolution socialiste de la Russie aurait obligé les partisans de la tendance historiographique que nous avons décrite à abandonner aussi la plus importante de leurs thèses : les divergences essentielles et aussi insurmontables entre le « trotskysme » et le léninisme.

En effet, une confrontation impartiale des deux conceptions montre que, dès avant février, les deux hommes se rejoignaient sur de nombreux points. Lénine comme Trotsky ne croyaient pas à la capacité révolutionnaire de la bourgeoisie, ce qui les conduisait à affirmer que la révolution en Russie déborderait tout de suite le cadre de la démocratie bourgeoise classique (jusqu'à quel point, c'était déjà une autre question); tous les deux pensaient également que le processus révolutionnaire en Russie devait être soutenu par une série de révolutions socialistes réalisées par le prolétariat international.

« La révolution russe a assez de forces propres pour gagner, écrivait Lénine. Mais pas pour recueillir les fruits de sa victoire... Il faut à la révolution russe des ressources non russes, il lui faut de l'aide de l'extérieur. Ces ressources existent-elles ? Oui : le prolétariat socialiste de l'Occident »²⁰.

Il est évident que dans cette période, leurs conceptions divergeaient également sur nombre de points. Jusqu'à la révolution de février, Lénine est resté extrêmement prudent dans l'appréciation des perspectives d'instauration de la dictature du prolétariat en Russie. Il considérait que seule une dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie pouvait permettre le passage de la révolution à son étape socialiste ; un régime qui sortirait le pays du féodalisme et l'engagerait dans un vaste et rapide développement du capitalisme sur le modèle européen et non asiatique, et renforcerait le prolétariat dans les villes et les campagnes²¹. Ce n'est qu'avec la brutale montée révolutionnaire de mars-avril 1917 que Lénine renonça à certains des éléments fondamentaux de sa théorie (et ce n'est pas Trotsky qui renonça à la sienne), pour s'engager sur la voie de la révolution socialiste qui résoudrait la question de la révolution bourgeoise démocratique... comme « produit secondaire » de

19. Trotsky, *Bilan...*, p. 39.

20. Lénine, *Sotch.*, XIII, p. 17.

21. Pour le développement de cette théorie, cf. par exemple, *ibidem*, 2, p 1-131.

l'activité principale et véritable, l'activité prolétarienne révolutionnaire et socialiste »²². La position de Lénine rejoignait ainsi celle de Trotsky sur pratiquement tous les problèmes cruciaux. Pour s'en convaincre définitivement, il suffit de comparer les « Lettres de loin » et les « Thèses d'avril » de Lénine avec les articles que Trotsky fit paraître fin mars-début avril 1917 dans les revues publiées à New-york *Novy Mir* et *Die Zukunft*²³. La similitude des conclusions des deux révolutionnaires est évidente.

Ainsi Trotsky n'eut pas à reconnaître son erreur dans le conflit qui l'avait opposé à Lénine dans le passé, comme le lui ont reproché Vassetsky et Volkogonov²⁴. Il y a tout lieu de penser au contraire que c'est Lénine qui, convaincu de l'imminence de la révolution socialiste en Russie, réexamina fondamentalement la nature de ses discussions avec Trotsky. La lettre que A.A. Joffé écrivit à Trotsky le 16 novembre 1927, juste avant son suicide, en porte témoignage²⁵. Joffé écrit :

« Je vous ai souvent raconté que je lui avais entendu dire moi-même Lénine : en 1905 c'était vous et non pas lui qui aviez raison. A l'heure de la mort, on ne ment pas, et je vous le répète aujourd'hui »²⁶.

Il s'agissait bien entendu de la théorie de la révolution permanente. Le récit de Joffé ne peut évidemment constituer une preuve irréfutable ; on ne peut cependant l'écarter totalement. Joffé fut l'un des plus honnêtes militants du parti bolchevique et n'aurait pas joué avec sa conscience quelques instants avant de mourir.

Il faut de toutes façons faire un constat : la révolution de février et les événements révolutionnaires qui en ont résulté ont gommé les divergences théoriques entre Lénine et Trotsky et il n'y a pas lieu d'affirmer le maintien de divergences entre le « trotskysme » et le léninisme.

Vassetsky et Volkogonov, qui veulent toutefois maintenir cette thèse, en cherchent obstinément la confirmation dans l'histoire du mouvement révolutionnaire d'Octobre et de la période ultérieure. Il n'y a rien d'étonnant à ce que, dans leur tentative de démontrer l'indémontrable, ils évitent souvent de procéder à des réexamens honnêtes. On peut voir par exemple Vassetsky affirmer que la position de Trotsky en Octobre « n'était pas aussi entièrement négative

22. *Ibidem*, 44, p. 147

23. *Ib.*, 31, pp. 11-547 & 113-118; Trotsky, *Sotch.* Moscou 1924, 3, I, pp. 3-23. Il est étonnant de voir Volkogonov déclarer que Trotsky, à son arrivée à Pétrograd début mai, ne sachant pas s'il allait se ranger du côté des mencheviks ou des bolcheviks, a pu faire une intervention contre les « thèses d'avril » de Lénine lors d'une réunion des bolcheviks du 4 avril ! (D.A. Volkogonov, *Triomphe et Tragédie*, I, 1 pp. 58-67)

24. *Ib.* p.155, 193-194; N.A. Vassetsky, *La Liquidation*, p. 85.

25. Cette lettre a été publiée en appendice à deux interventions à propos de la mort de Joffé (Cf. L.D. Trotsky, *Portraits*, Benson pp. 229-241.

26. *Ibidem*, pp. 240-241.

qu'on l'avait écrit auparavant »²⁷ ; il attire notamment l'attention sur les divergences entre les deux hommes au moment de la préparation de l'insurrection armée. Il assimile pratiquement les positions de Trotsky à celles de Zinoviev et Kamenev qui, on le sait, était hostile à l'insurrection. Il utilise comme preuve la déclaration célèbre de Kamenev dans *Novaia Jizn* affirmant que « plusieurs camarades expérimentés »²⁸ étaient avec eux contre l'insurrection. Après cette citation, Vassetsky ajoute :

« Ce terme de camarade expérimenté visait avant tout Trotsky »²⁹

Pourquoi ? Parce que « la question du pouvoir est indissolublement liée au congrès des Soviets »³⁰ — car le 18 octobre, lors d'une session du soviet de Petrograd, Trotsky en réponse à plusieurs députés sur l'éventualité d'une insurrection armée des bolcheviks, avait assuré qu'elle n'était pas à l'ordre du jour, mais « qu'à la première tentative de la contre-révolution de casser le congrès, notre riposte serait impitoyable et irait jusqu'au bout »³¹.

Mais un détail dérange cette interprétation. V. I. Lénine, qui, de toute évidence, connaissait la véritable position de Trotsky, fut très favorable à l'intervention de celui-ci le 18 octobre, jugeant que c'était une manoeuvre que « seul un enfant pouvait ne pas comprendre »³².

Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y avait pas entre eux de divergences. Mais elles revêtaient un caractère purement technique : Trotsky tentait d'exploiter le mot d'ordre de convocation du congrès des Soviets pour permettre une mobilisation légale des masses et la préparation technique de l'intervention qui pouvait se produire à tout moment, y compris avant la convocation du Congrès. Lénine, lui, avait appelé dès le 10 septembre à la prise du pouvoir.

Compte tenu de tous ces éléments, il est légitime de constater que Trotsky joua un rôle éminent auprès de Lénine dans la préparation de l'insurrection d'Octobre. C'est encore plus évident quand on voit que, dans la période qui suivit février, la majeure partie des vieux cadres du parti refusait la révolution socialiste. Dans cette alliance entre les deux hommes, Lénine occupait évidemment une place prépondérante. Ce qui justifie la remarque de Trotsky dans ses mémoires :

« Si en 1917 je n'avais pas été à Pétersbourg, la révolution d'Octobre aurait eu lieu grâce à la présence et sous la direction de Lénine. Si Lénine n'avait pas été là, je n'aurais probablement pas surmonté l'opposition de la direction bolchevique ; la lutte

27. Vassetsky, *La Liquidation*, p. 62; *Novaia i Novejchaia istoria*, 3, 1989, p. 142.

28. *Protokoly* (CC POSDR(b) août 1917-février 1918), Moscou 1958.

29. Vassetsky, *op.cit.*, p.77.

30. *Ibidem*, p. 79.

31. *Izvestia Ts K Petrograsdakovo sovieta*, 19 octobre 1917.

32. Lénine, *Sotch.*, 34, p. 423.

contre le « trotskysme » (c'est-à-dire contre la révolution prolétarienne) aurait commencé dès le mois de mai 1917 et l'issue de la révolution aurait été incertaine. Mais, je le répète, Lénine présent, la victoire de la révolution était certaine »³³

Vassetsky s'emploie bien évidemment à réfuter cette analyse mais le fait malheureusement très mal. D'abord il cite cette remarque de Trotsky en séparant la première phrase des deux dernières et déforme ainsi sa pensée de Trotsky pour affirmer une nouvelle fois sa « volonté de puissance »³⁴. Puis il met en avant l'analyse de l'attitude de Trotsky produite par Staline dans les années 20 et 30³⁵. Sans commentaires.

Volkogonov recourt à des méthodes analogues. Ainsi, pour démontrer que, pendant la guerre civile, Trotsky, à la différence de Lénine, était partisan de l'emploi de méthodes violentes au sein de l'armée, « de la répression et de la peine de mort au front », il « cite » souvent les mémoires de Trotsky :

« On ne peut pas construire une armée sans répression. On ne peut pas mener les masses à la mort si la sanction de la peine de mort ne figure dans l'arsenal des méthodes de commandement. Il faut mettre le soldat face à une mort probable en avant et une mort certaine en arrière »³⁶.

On est frappé tout d'abord par l'inexactitude de la citation. Le texte original est celui-ci :

« On ne peut dresser une armée sans répression. On ne peut pas mener à la mort des masses d'hommes si le commandement ne dispose pas dans son arsenal, de la peine de mort. Tant que les méchants singes sans queue qui s'appellent des hommes et qui sont fiers de leurs techniques formeront des armées et bataillons, le commandement placera les soldats dans l'éventualité d'une mort probable en avant ou d'une mort certaine à l'arrière »³⁷.

Mais l'essentiel est dans ce que Trotsky écrit ensuite :

« Pourtant, ce n'est pas par la terreur que l'on fait des armées. Ce n'est pas faute de répression que l'armée du tsar s'était décomposée. En essayant de la sauver par le rétablissement la peine de mort Kerensky l'avait seulement achevée. Sur les cendres chaudes de la grande guerre, les bolcheviks créèrent une armée nouvelle [...] Pour notre armée, le ciment le plus fort, ce furent les idées d'Octobre »³⁸.

Il est inutile d'expliquer pourquoi les coupures et les déformations opérées par Volkogonov déforment totalement la pensée de Trotsky qui tentait avant

33. Trotsky, *Moia Jizn*, Berlin, 1930, II, P./ 141.

34. Vassetsky, *op.cit.*, pp 73, 94.

35. *Ibidem*, pp. 72-73.

36. Volkogonov, *op.cit.* I, 1, p. 166 ; *Pravda*, 9 septembre 1988.

37. Trotsky, *op.cit.* II, p. 141.

39. *Ibidem*.

tout de montrer en quoi les principes de création de l'Armée rouge différaient des armées anciennes.

Un autre exemple. Dans son livre *Triomphe et Tragédie*, Volkogonov s'étend longuement sur « les limites politiques » que Lénine voyait chez Trotsky, même après son entrée au parti bolchevique. Malheureusement, il ne se trouve aucun fait pour le confirmer, à l'exception du récit d'A.M. Gorky d'une de ses conversations avec Lénine, lequel lui aurait fait des remarques très dépréciatives sur Trotsky :

« Il est prétentieux. Il a les mauvais côtés de Lassalle. »³⁹.

Cette remarque figure en effet dans l'essai de Gorky *V. I. Lénine*, mais elle ne s'y trouve qu'à partir de l'édition de 1931, période de combat acharné contre le « trotskysme ». Dans la première édition, le propos de Lénine était tout autre :

« Oui, oui, je sais! Là-bas on ment beaucoup sur mes relations avec Trotsky. On ment beaucoup en général et notamment sur moi et Trotsky... Mais indiquez-moi un homme capable de construire une armée presque exemplaire en un an à peine, et de gagner encore le respect des spécialistes militaires. Cet homme, nous l'avons. Nous avons tout. et nous ferons des miracles »⁴⁰

Ainsi l'unique argument de Volkogonov prouvant l'anti-trotskysme de Lénine est sans fondement.

De même que sont sans preuves les innombrables affirmations de Vassetsky et Volkogonov sur le fait que Trotsky serait resté attaché aux idées du communisme de guerre après l'engagement de la Russie dans la Nep. Là encore il n'y a aucune preuve. En effet, on ne peut pas être convaincu par les références de Vassetsky au discours prononcé par Trotsky au IX^e Congrès du PCR(b) en mars-avril 1920, ou encore à l'opinion de G. Vodolazov⁴¹ qui, lui aussi, critique la position de Trotsky à partir de son discours au IX^e congrès⁴². Procéder ainsi revient à ignorer la profonde évolution des conceptions de Trotsky en 1921 sur l'économie. Acceptant la Nep comme un revirement brusque dans les méthodes d'organisation de l'économie socialiste, Trotsky, avec d'autres théoriciens du « socialisme militarisé », tels que N.I. Boukharine, avaient totalement abandonné les idées qu'ils avaient jusqu'alors défendues. Il avait d'ailleurs commencé à réfléchir aux problèmes théoriques et pratiques posés par la mise en place de la Nep, en particulier aux questions du rapport entre plan et marché, de l'augmentation de la productivité et de la réduction de coût de production des produits industriels, de l'approvisionnement du marché et du

39. Cité par Volkogonov, *op.cit.*, I, 1, 166.

40. *Rousskii Sovremennik*, Petrograd, 1923, p. 243.

41. *Kommunist Bielorusii*, 2, 1990, pp. 57-59, 61.

42. G. Volodazov, « Les choix de l'histoire et l'histoire des alternatives : Boukharine contre Trotsky », *Problemy mira i sotsializmu*, 10P, 1988.

renforcement du secteur d'Etat. Et Lénine appréciait ce travail ⁴³. Trotsky ne reprit jamais les idées du « communisme de guerre » et s'attacha au contraire à démontrer leur erreur à ceux qui persistaient à penser qu'il était possible de relever l'économie par de telles méthodes ⁴⁴.

Utiliser en guise de preuve d'inclination pour le « communisme de guerre » la lettre que Trotsky écrivit aux membres du CC et de la CCC du PCR(b) le 8 octobre 1923, est un contresens de la part de Volkogonov. Cette lettre ne contient, contrairement à ce qu'indique ce dernier, aucun appel au développement d'une « politique impitoyable vis à vis des paysans », ni à la « militarisation du travail » ⁴⁵.

Volkogonov se trompe également en assimilant les conceptions économiques de Trotsky à celles de Préobrajensky ⁴⁶. Une analyse rigoureuse fait apparaître des différences fondamentales entre les deux. L'auteur de « la loi sur l'accumulation du socialisme primitif » affirmait la nécessité d'accélérer le processus d'augmentation du capital d'Etat dans l'industrie par le pillage des paysans. Trotsky, de son côté, assurait qu'il fallait prendre en compte l'interaction entre la loi de la valeur qui régulaient le secteur privé et la loi de l'accumulation socialiste « dans le contexte de l'économie mondiale ». Il mettait en garde avec clairvoyance contre le risque, s'il n'en était pas tenu compte, que la démarche de Préobrajensky « entraîne l'économie vers l'impasse » du modèle stalinien d'économie fermée et de développement politique ⁴⁷. Il était, on le sait, très hostile à ce modèle et disait ouvertement que la politique de Staline était une politique de l'autruche par laquelle on pouvait « nommer *socialisme* tout ce qui se faisait à l'intérieur de l'Union sans se soucier de ce qui se passait au-delà des frontières » ⁴⁸.

Les considérations de Vassetsky et Volkogonov sur les visées et méthodes véritables que Trotsky employa dans les années 20-30 dans son combat contre la bureaucratie stalinienne sont tout aussi infondées. Selon eux, ce combat ne fut rien d'autre que « l'intrigue d'un dictateur inconsistant » poursuivant un but tactique — discréditer le CC du parti, ⁴⁹ et, de fait, prendre la direction du PCR(b) ⁵⁰. Partant, Vassetsky et Volkogonov interprètent tout ce que dit Trotsky sur la dégénérescence de l'appareil de direction du parti comme de la simple démagogie, comme une tentative d'empêcher le parti d'agir dans le sens de la construction du socialisme ⁵¹. Il devient alors légitime de trouver très po-

43. Lénine, *Sotch.* 54, p. 314.

44. *Kommunističeskaia oppositsia v SSSR*, II, p. 76.

45. *Izvestia Ts K KPSS*, 5, 1990, pp. 165-173.

46. Volkogonov, *op.cit.* I, &, pp. 194-195.

47. *Kommunističeskaia...*, p. 225.

48. *Ibidem*, p. 145.

49. Qu'est-ce que ce comité central que l'on peut ainsi discréditer ?

50. Vassetsky, *op.cit.* pp. 14, 22-23, 32, 36; 40-41 ; Volkogonov, *op.cit.* I, pp. 81; 155, 163, 165.

51. Vassetsky, p. 42; Volkogonov, pp. 162, 202.

sitives les manœuvres de Staline contre Trotsky et antisoviétiques ou anti-parti les actes de ce dernier, en particulier en émigration ⁵².

On pourrait croire à tout cela, n'étaient-ce deux éléments. Tout d'abord, en 1923, quand Trotsky commença à évoquer la nécessité d'élargir la démocratie au sein du parti, il n'avait aucune raison de se battre pour le pouvoir : tribun de la révolution, héros d'Octobre, fondateur et chef de l'Armée rouge, il était considéré comme le numéro deux après Lénine à la direction du PCR(b) et aucun membre du Bureau politique ne pouvait rivaliser avec lui en termes de popularité ou de niveau théorique. Il aurait peut-être succédé à Lénine sans les menées fractionnelles que lancèrent contre lui Zinoviev, Kamenev et Staline, unis pour réagir au soutien de la majorité des militants influents du parti. Enfin, ce qu'écrivait Trotsky dans les années 20-30 sur l'arbitraire bureaucratique qui régnait dans le parti et le pays, sur l'atmosphère étouffante de l'arbitraire stalinien était entièrement vrai. Nous le savons aujourd'hui autant que lui ⁵³. On peut bien sûr avancer comme auparavant que Trotsky était un fractionnel anti-soviétique. A condition de penser que le culte de la personnalité de Staline n'était pas lié à la dégénérescence bureaucratique de l'appareil du parti et de l'Etat. Une telle conclusion me paraît sans fondement.

Voilà un aperçu rapide de l'une des tendances actuelles de l'historiographie soviétique sur Trotsky. Pourquoi ses partisans font-ils de tels écarts avec la vérité ? A mon avis à cause d'une inertie de la pensée qui caractérise la recherche en sciences sociales aujourd'hui dans le pays. La glasnost a bousculé les historiens. Le tournant dans les consciences a été douloureux. Il est important de voir que la question de la réhabilitation politique et civique de Trotsky n'est toujours pas réglée, ce qui influe sur beaucoup de chercheurs. Tout cela montre que nous ne sommes vraiment qu'au tout début du processus de réhabilitation de la vérité sur notre passé.

52. Vassetsky, pp. 43, 50, 100; Volkogonov, pp. 28, 30, 253.

53. Pour plus de détails, voir par exemple B. Nadtochev, « Le Groupe des Trois. Le Groupe des Sept; Staline », *Nedelia*, 1, 1989.

REVOLUTIONARY HISTORY

M.A. Podchtchékoldine

Sur la voie du « pouvoir exorbitant » ou les débuts du stalinisme¹

Le phénomène du stalinisme, auquel ont été consacrés des centaines de livres et des dizaines de milliers d'articles, continue de retenir l'attention des historiens. L'étude objective approfondie des archives du parti qui a récemment débuté permet au chercheur de découvrir progressivement le véritable enchaînement des faits historiques. A mon avis, dans cet enchaînement la période de 1922 à 1924 est d'un intérêt primordial pour l'histoire du stalinisme; c'est la période au cours de laquelle furent jetées les bases du futur modèle stalinien de société, dans d'âpres luttes internes au parti où se décidaient des alternatives réelles. Il est particulièrement important aujourd'hui, dans notre société en crise et au bord de la rupture, de se remémorer quelques faits peu connus et oubliés, ne serait-ce que pour ne pas répéter des erreurs déjà commises et les aggraver.

On sait que, le 1er avril 1922, le premier plénum du comité central qui suivit le premier congrès du PCR(b) vota à l'unanimité, en présence de Lénine, la nomination de Staline au poste de secrétaire général du comité central, sur proposition de Kamenev. Ce poste avait été créé pour diriger le travail courant du secrétariat du CC concernant principalement la gestion, le recrutement et l'affectation des cadres du parti. Il s'était à peine écoulé neuf mois quand, en décembre 1922, Lénine proposa d'« écarter » Staline de ce poste, considérant qu'il « concentrait entre ses mains un pouvoir exorbitant ». Que s'est-il passé pendant ces quelques mois ?

La mise en place de ce pouvoir exorbitant, sa concentration entre les mains de Staline et de ses collaborateurs du moment qui lui étaient personnel-

1. Cet article constitue le texte intégral d'un article dont l'hebdomadaire *Argumenty i Fakty*, 27, 1990, a publié environ le tiers sous le titre « L'année 1922, les usines aux ouvriers, les privilèges aux apparatchiks du parti ». Il paraît ici pour la première fois intégralement.



Since its appearance in March 1988, *Revolutionary History* has established itself as the foremost Marxist history journal in the English language. In the first four issues we have featured a wide range of articles from the revolutionary Marxist movement which have been unobtainable for many years or have never appeared before in an English translation. We have also published historical studies which have either been commissioned or submitted, or translated from such prestigious publications as *Cahiers Léon Trotsky*. *Revolutionary History* also features an extensive reviews section and a lively correspondence page. The next four issues promise to be even better.



Now is your chance to open a subscription to *Revolutionary History*. If you already have a subscription, then why not renew it?

Subscription rates for Volume 2 (four issues)

UK: £12

Europe (including the Republic of Ireland): £15.50

Rest of the World (surface mail): £15.50

North Africa and Middle East (air mail): £21

USA, Canada, South Africa, India, Central and South America (air mail): £23

Australia, New Zealand and Japan (air mail): £25

Payment for overseas orders should be by International Money Order made payable to Socialist Platform Ltd. Orders should be sent to Barry Buitekant, 111 Riverside Close, Mount Pleasant Hill, London E5.

lement dévoués et constituèrent plus tard le sommet de la partocratie au pouvoir, se déroula à trois niveaux:

1. Le gonflement de l'appareil du parti et de celui des soviets qui grandissait avec lui,
2. La mise au point d'un mécanisme de soumission de l'appareil à son centre constitué non par le CC ou le bureau d'organisation mais par le secrétariat,
3. L'accroissement des pouvoirs et privilèges des apparatchiks.

Arrêtons-nous sur quelques étapes de processus.

Le 6 juin 1922, dans toutes les structures fut diffusée une disposition concernant « les instructeurs responsables du CC du PCR(b), rédigée par Molotov et approuvée par le bureau d'organisation du CC (Andreiev, Dzerjinski, Kouibychev, Molotov, Rykov, Staline Tomsy). Cette disposition conférait aux instructeurs, placés sous la seule autorité du département d'organisation du CC, donc à l'appareil, des pouvoirs énormes sur les organes du parti élus localement. Ce système de nomination d'instructeurs fut rapidement instauré à tous les échelons. Selon cette disposition, « l'instructeur examine, instruit et oriente l'activité des comités du parti, les aide à appliquer les directives des organes centraux du parti ». Dans le courant de l'année 1922, les instructeurs du CC supervisèrent ainsi les deux tiers des comités régionaux et, bien que, selon les comptes-rendus officiels, ils n'eussent aucun droit de décision, il n'existe aucun cas où, dans la pratique, « le comité régional se soit trouvé en désaccord avec les propositions qu'ils faisaient ».

En juillet fut créé un département d'organisation et d'instruction dans le cadre du secrétariat du CC. L. Kaganovitch, un poulain de Staline, fut nommé à sa tête. Ce département avait pour tâche d'examiner et de contrôler l'activité des organisations du parti et de leurs instructeurs; d'élaborer les circulaires et dispositions à caractère organisationnel » etc. C'est à ce moment que les secrétaires commencèrent à devoir rendre compte aux instances supérieures dans le but de « corriger les nombreuses erreurs inévitables dans la direction d'un travail aussi important »; un flot de rapports écrits régulier commença alors de couler de la base au sommet. Ainsi se mettait en place un mécanisme complexe qui permettait d'agir sur les organisations locales et de les contrôler.

En juillet de la même année, le bureau d'organisation prit une mesure pour « l'amélioration du niveau de vie des employés du parti »; ce document mérite qu'on s'y arrête

Il fixait de façon stricte les salaires des fonctionnaires du parti à tous les niveaux. Le salaire minimum des secrétaires des cellules du parti dans les entreprises ou des cellules rurales était de 30 roubles, pour les membres du comité central, de la commission centrale de contrôle et les secrétaires de comités pro-

vinciaux de 43 roubles par mois. Les salaires des hauts fonctionnaires (communistes dans le gouvernement et les organes économiques) étaient du même ordre.

Si un fonctionnaire du parti avait une famille de trois personnes, il recevait en supplément 50 % de son salaire et 50 % pour « le travail effectué en-dehors des heures de bureau ».

Les prélèvements sur les hauts salaires, sur ce qu'on avait coutume d'appeler « les salaires maximum au sein du parti », étaient purement symboliques et s'appliquaient aux salaires à partir de 64 roubles. Pour donner un élément de comparaison, en été 1922, le salaire moyen dans l'industrie était d'environ 10 roubles par mois.

Outre leurs salaires, « les activistes du parti » et leurs familles recevaient des rations spéciales de produits alimentaires et avaient en outre le logement, le vêtement, les services médicaux et parfois le transport personnel gratuits.

Par exemple; à l'été 1922, les membres du PCR(b) qui étaient fonctionnaires dans les organismes gouvernementaux du centre recevaient, outre leurs salaires 12 kgs de viande, 1,2 kg de beurre, autant de sucre, 4,8 de riz et ainsi de suite, par mois.

Les rations pour les fonctionnaires du parti en province étaient plus réduites : 4 kgs, 6 de poisson, 1 de graisse, 400 grammes de sucre, 162 cigarettes, 3 boîtes d'allumettes, etc.

Je n'ai pas encore trouvé d'éléments sur des rations alimentaires spéciales pour les ouvriers.

En outre, les officiels de haut rang passaient leurs vacances (de un à trois mois) à l'étranger. Ils y allaient aussi pour se soigner — souvent accompagnés de membres de leurs familles et de docteurs.

Toutes ces dépenses étaient payées par le budget du parti. Par exemple, selon la résolution du secrétariat du CC du 5 mai 1922, une personne allant à l'étranger en vacances ou pour une cure, recevait 100 roubles pour ses dépenses de voyage, 100 autres en or pour le premier mois de son séjour à l'étranger, 100 pour les menues dépenses, et enfin 100 en or pour chaque mois passé à l'étranger. Dans tous ces cas, ces allocations avaient l'approbation du secrétariat du CC.

Ainsi qu'il fut rapporté dans l'été de 1922, le nombre total des fonctionnaires du parti recevant des salaires et de bonnes rations du budget du parti

(« l'échelon de commandement du parti ») se montait à 15 325 personnes, 74 470 si l'on inclut les membres de leurs familles.

On doit ajouter à ce chiffre 1920 membres du PCR(b) qui occupaient des postes élevés au gouvernement et dans les organes économiques.

Comme il a été indiqué par le bureau d'organisation le 27 septembre 1922, le nombre des fonctionnaires de tous rangs s'éleva à 20 000 tandis que les effectifs de l'appareil du parti qui recevaient des rations alimentaire supplémentaire en plus de leurs salaires, atteignait 40 000.

Depuis le 6 décembre 1922, les fonctionnaires permanents du parti étaient rétribués dans les cellules du parti de plus de 25 membres et dans les entreprises de 1 000 ouvriers, même s'il y avait là moins de 25 membres du parti.

A la fin de cette année-là, au secrétariat du comité central lui-même, il y avait 275 « cadres » et 372 « permanents techniques ». Déjà en août 1922, lors de la XIIe conférence du parti — premier grand rassemblement du parti sans Lénine — les restes de la démocratie interne disparurent. Le principe de nomination des secrétaires fut légalisé par les nouveaux statuts adoptés par la Conférence : désormais, les secrétaires des comités régionaux et locaux devaient faire allégeance aux instances supérieures (une disposition qui reste partiellement inscrite dans les statuts actuels du PCUS). Des bureaux régionaux, nommés par le CC et responsables uniquement devant lui, furent mis en place à côté des comités régionaux mandatés par les conférences régionales. Ces bureaux régionaux subsistèrent jusqu'au XVIIe congrès — tant qu'ils furent nécessaires. Enfin, des commissions de contrôle créées sur décision du Xe congrès pour les dix années suivantes, furent placées sous le contrôle des comités.

A partir de l'été 1922, le secrétariat, au nom du CC, commença à nommer les secrétaires des bureaux régionaux, à remplacer la majorité des secrétaires des comités régionaux et locaux, soit directement, soit par le biais des recommandations ou de « réélections ». C'est ainsi que, entre l'été 1922 et l'automne 1923, sur 191 secrétaires de comités régionaux, 97 furent « élus » et les autres « recommandés » ou simplement désignés de la même façon que les secrétaires des bureaux régionaux.

En décembre 1922, L. Kaganovitch prit l'initiative de lancer un nouveau type de directives en complément aux « circulaires du CC » déjà existantes : ce furent les « lettres circulaires du CC », puis, à partir de janvier 1923, les « instructions circulaires du CC » qui devaient être « mises en application avec soin et dans les meilleurs délais, de même que les circulaires. Ces textes étaient généralement rédigés par l'un des secrétaires, Molotov ou Kouibychev et approuvés par le secrétariat — les mêmes plus Staline; sans qu'il y ait eu la moindre concertation avec les membres du CC, ils commençaient systématiquement

quement par « Le CC a décidé... ». C'est ainsi que le secrétariat usurpa, « de façon grave et pour longtemps », de nombreuses fonctions dévolues au plénum du CC.

On voit que, Lénine malade et pratiquement exclu de la vie politique (en partie par les soins du secrétaire général), avait toutes raisons de parler de « pouvoir exorbitant ». Mais c'était déjà trop tard.

Un appareil répressif fut constitué pour servir le monstre naissant du totalitarisme. Au cours de l'été 1922, le rôle et les compétences du GPU, placé sous le contrôle de l'appareil, furent considérablement élargis. La XIIe conférence du parti qui se tint au mois d'août, adopta une résolution « sur les courants et partis anti-soviétiques », qui donnait le feu vert à la répression contre les mencheviks, les SR et les intellectuels hors du parti. Les dispositions du comité exécutif central et du conseil des commissaires du peuple du 3 août concernant « l'enregistrement des associations et des unions », interdit l'existence à tous les partis à l'exception du PCR(b). Le décret du CEC du 10 août concernant « l'assignation à résidence administrative », suivi de la constitution d'une commission spéciale, marqua les débuts de la répression d'opinion. Fin septembre, le bureau politique décida d'étendre les droits du GPU; le 16 octobre, une décision du comité exécutif panrusse lui conféra de fait le droit de décider des sanctions hors du système judiciaire. Voilà comment furent accomplis les premiers pas vers un Etat totalitaire « au-dessus des lois », vers le stalinisme.

Plusieurs recherches effectuées au cours des dernières années ont mis en évidence les événements extrêmement dramatiques qui se produisirent pendant ces mois au sommet du parti, au bureau politique. Au mépris des statuts et de la règle morale du parti, « le noyau dirigeant du CC », constitué du « groupe des trois » (Zinovlev, Kamenev et Staline) constitua avec quelques autres une fraction destinée à renforcer son propre pouvoir, abuser Lénine malade et discréditer Trotsky. La scission que Lénine avait tenté d'empêcher en 1921-1922 se produisit de fait fin 1922. Trotsky fut celui qui, à la direction du parti et du pays, défendit les positions de Lénine sur toutes les questions importantes que posait la construction de la société nouvelle; il le fit activement, bien que pas toujours de façon assez résolue et suivie. Mais c'est une autre question, qui mérite une autre recherche. Ainsi la vérité historique parviendra-t-elle à se frayer un chemin à travers le barrage bien gardé de la mythologie ancienne et nouvelle.

Poème

Les *Cahiers Léon Trotsky*, 36, décembre 1988, avaient publié un dossier de Vl.Cl. Fišera, « Esprit d'opposition et traces de Léon Trotsky : la poésie tchécoslovaque (1947-1988) ». Nous publions ici une suite, un poème de Vratislav Effenberger intitulé « Les larmes de Trotsky », également traduit par Vladimir-Claude Fišera.

Vratislav Effenberger ¹

Les larmes de Trotsky ²

Au crépuscule, la révolution mondiale a sauté les
barrières faites
de milliers d'humains et disparut
de l'autre côté du faîte
tout fut calculé jusqu'au moindre détail
des hommes aux pattes velues se mirent à enseigner
avec des baguettes pleins les yeux
refusant de croire leurs oreilles, ils pataugeaient
dans les fourrés
d'un avenir lointain qui était
au coin de la rue
ce n'était plus la peine de gifler la police
l'eau-forte des rois s'écoulait
hors de l'histoire en flaque sur le pavé

1. Vratislav Effenberger (1923-1986) fut à partir de 1951 le chef de file du groupe surréaliste pragois contraint à la clandestinité. Il avait aussi traduit pour le samizdat tchèque des travaux de Pierre Broué. Voir les textes traduits par Vl.Cl.Fišera dans « Ensemble surréaliste tchèque et slovaque » *Change*, 25, décembre 1975, n° 25.

2. L'original est extrait du recueil samizdat de l'auteur « Nezapomenutelné dějiny » (L'histoire est inoubliable, poèmes 1965-1986) publié en partie in id. *Lov na černého žraloka* (La pêche au requin noir), poèmes choisis, 1940-1986, PmD, Munich, 1987, en tchèque.

l'histoire travaillait à perdre haleine
comme le premier cheval-vapeur
puis se répandait le vin foulé par de grosses
paysannes d'Illyrie et d'Orégon
le parfum des cannelles en fleur faisait sauter
les barreaux des prisons
de gros psychiatres jetaient par les fenêtres les
diagnostics
de leurs patients qui couinaient de joie à leurs pieds
la nuit n'avait vingt-quatre heures que pour les
amants
aux bras puissants et de souple virilité
le pouvoir fut confié aux cuisinières
triées sur le volet qui faisaient
mille révérences au-dessus des écuelles bien pleines
en plein milieu d'un flot Fourier lui-même
faisait tourner son beau manège
des hommes aux petits yeux de porc se vautraient
dans les orties, pleins de bonheur capricieux
et les plumes crissaient d'enthousiasme
à la gloire du genre humain
ainsi nous n'en avons réchappé que d'un cheveu
finalement tout s'écroula
et nous pûmes deviser toute la nuit

Il vit tout cela de ses yeux fixant des équations de
feu
on ne pouvait ici se servir d'une burette, toutes les
visses
étaient vissées
pourtant
un jour Siqueiros vint et toqua de son piolet
sur le front du poète
tout se tut par delà la cascade
sauf une ou deux gouttelettes
qui s'interrogeaient en vain sur le sens d'une
phrase
ou d'une autre
qu'il nous avait laissées en s'en allant.

Du nouveau sur l'assassinat de Trotsky

Nous avons vu dans l'article ci-dessus de Pierre Broué les « révélations » de l'historien-général D.A. Volkogonov à la *Stampa* et aux *Izvestia* concernant la préparation de l'assassinat de Trotsky dont le responsable devant Staline aurait été le général NKVD P.A. Soudoplatov, né en 1907.

Une autre série d'interviews ont été données par le frère de l'assassin, Luis Mercader, au journal soviétique *Troud* et à la revue mexicaine *Proceso*. Comme dans l'article antérieur de Juan Cobo, il s'agit évidemment d'une tentative de faire de l'assassin une victime.

Les articles de « monsieur frère » sont pleins de contradictions. Il assure ignorer des pans entiers de la vie de son frère Ramón, par exemple quand et comment il a appris l'anglais, qu'il parlait couramment, mais il soutient que ce dernier n'est pas allé en URSS en 1937-1938 et qu'il n'y est allé pour la première fois qu'en 1960.

Selon lui, Ramón Mercader avait dans l'armée républicaine espagnole le grade de commandant mais, en 1939, « sa mère et lui travaillaient déjà pour le NKVD sous la direction de Léonid Kotov (on sait qu'il s'agit d'Eitingon, adjoint du « grand chef » selon Volkogonov). Il assure également que son frère n'a jamais résidé en Tchécoslovaquie : lors de sa libération, ce serait la présence à l'aéroport de diplomates tchécoslovaques qui aurait fait croire à son départ pour Prague, alors que sa véritable destination était La Havane où il fut pendant quelque temps l'hôte de Fidel Castro. Luis Mercader assure que son frère vécut très mal son exil en URSS et sollicita très tôt la permission de résider à Cuba, ce que Fidel Castro acceptait, mais que le NKVD refusa jusqu'en 1974, où Andropov trancha favorablement.

Luis Mercader raconte que son frère fut très bien accueilli à Cuba et que Castro mit à sa disposition un chalet qui avait appartenu à de riches Cubains émigrés, avec un beau jardin et un verger. Mercader fut un hôte assidu de la maison personnelle de Fidel Castro, toujours bienvenu, et, après un temps de repos, il travailla comme « conseiller » du ministère de l'intérieur.

Moscou, selon l'auteur, n'abandonna jamais Mercader. Il évalue à environ 5 millions de dollars les frais qu'il occasionna, non compris les frais de la Fondation Mercader au Mexique destinée à l'aider pendant son séjour en prison et qui lui fit porter tous ses repas de l'extérieur pendant vingt ans.

Luis Mercader confirme que c'est bien leur mère, Caridad, qui recruta Ramón pour « les services » et qu'au moment de l'attentat, elle l'attendait en voiture dans une rue voisine, espérant qu'il échapperait aux gardes de Trotsky. Elle resta au Mexique, participant à l'élaboration d'un plan d'évasion qu'elle aurait fait échouer par ses maladresses, ce que, selon Luis, Ramón ne lui pardonna jamais.

C'est en avril ou en mai 1941 qu'elle fut décorée au Kremlin de l'Ordre de Lénine. Pour la circonstance, son supérieur, Béria, lui envoya une caisse de bouteilles de vin géorgien de Napareuli marquées de l'aigle bicéphale. Elle revint en France à la fin de la guerre et, selon ses fils — c'est Ramón qui informa Luis — elle aurait été toxicomane. Elle avait un portrait de Staline au-dessus de son lit.

Luis Mercader assure que son frère, bien que fanatique sa vie durant, « commença à réfléchir » peu avant sa mort. Réflexion bien orientée d'ailleurs puisque ses sentiments critiques semblent avoir été éveillés par l'arrestation en 1960 d'un certain nombre d'agents dont Soudoplatov et son ami Eitingon dans le cadre non d'une oeuvre de justice, mais d'un règlement de comptes. Il aurait été également choqué que Nasser ait été fait « héros de l'Union soviétique ».

Après avoir narré la tristesse de l'enterrement de l'assassin, Luis se plaint du sort fait à sa mémoire : sa tombe ne porte pas son nom mais celui de Ramón Ivanovitch López. Mercader ne figure ni sous son propre nom, ni sous aucun pseudonyme sur la liste des « héros de l'Union soviétique » et sur celle des officiers de l'armée de la République espagnole. Il conclut que « c'est une injustice » et que « l'heure est venue de défendre Ramón » :

« Mon frère a accompli la tâche qu'on lui avait commandée ».

M.W.

Victimes de Staline en 1941

Le dernier numéro (11) d'*Izvestia TsK KPSS* publie un document bouleversant : l'ordre donné par Béria, le 6 septembre 1941, d'exécuter 170 prisonniers coupables de « terrorisme », « diversionnisme » etc. La commission de réhabilitation donne le nom, prénom et patronyme, ainsi que l'année de naissance des 161 victimes qui ont été exécutées à Orel le 11 septembre suivant.

On savait déjà que figuraient sur la liste Khristian Rakovsky et la vieille militante s.r. Maria Spiridonova, ainsi que le Dr Pletnev, médecin du Kremlin rescapé des Procès de Moscou. L'examen de cette liste fait apparaître la présence d'autres « rescapés » des procès, accusés non condamnés à mort ou seulement témoins : c'est le cas de V.V. Arnold, de S.A. Bessonov, M.I. Stroïlov, et V.N. Yakovleva. On relève aussi les noms de la soeur de Trotsky, qui avait été l'épouse de Kamenev, Olga Davydovna Kameneva et de différents militants de l'Opposition de gauche dont Varsenika Djavadovna Kasparova.

Cette dernière, née au Kazakhstan en 1883, membre du parti en 1904, avait été l'une des premières commissaires politiques dans l'Armée rouge, en charge de la propagande et proche collaboratrice de Trotsky ensuite. A la fin de la guerre civile, elle s'était spécialisée dans l'étude de la « question féminine », enseignait à l'Université des peuples d'Orient et dirigeait la section « femmes » du PC. Membre de l'Opposition de gauche, déportée en 1928, elle avait signé les textes de l'Opposition et n'avait capitulé, sans éclat, qu'en 1935. On ignorait jusqu'à présent la date de son exécution.

Une autre vieille militante bolchevique a été assassinée ce jour-là : Varvara Nikolaïevna Yakovleva (née en 1885) déportée sous le tsarisme, évadée, arrêtée, évadée de nouveau, dirigeante du parti à Moscou en 1917, membre du premier collège de la Tcheka, puis commissaire à l'éducation de la RSFSR. Membre du « centre » de l'Opposition unifiée, elle l'avait quittée en 1926 ou 1927, avait donné un témoignage à charge lors d'un des procès de Moscou. On avait donné 1944 comme date de sa mort.

Signalons aussi la présence parmi les fusillés du 11 septembre 1941 de 17 Chinois, probablement oppositionnels, des ex-droitiers G.I. Petrovsky et A.Iou. Aïkhenvald, qui avaient été proches de Boukharine d'Olga Stepanovna Okoudjava, sans doute à l'époque l'unique adulte survivante de cette famille de bolcheviks géorgiens assassinés par Staline.

Un document qu'il faudra étudier.

M. W.

Documents

Mexico DF 11 septembre 1940

Au Général Lazáro Cárdenas
Président de la République

Monsieur le Président,

Permettez-moi de présenter à votre épouse et à vous ma plus profonde reconnaissance pour votre visite — pour vos sentiments sincères, pour votre inébranlable conviction de l'honorabilité de Léon Trotsky et pour le mépris que vous avez manifesté pour la calomnie et le mensonge. Calomnie et mensonge qui ne sont pas des armes susceptibles d'assurer une victoire définitive à qui les emploie. L'entrevue que j'ai eue avec vous le 24 août est devenue pour moi un appui moral pour le reste de ma vie.

Il n'y a pas eu jusqu'à présent dans l'histoire une époque aussi assombrie que la nôtre par le mensonge, la calomnie, le crime et l'inhumanité. Les combattants honorables en sont les victimes. Leur mémoire sera cependant éternelle.

Malheureusement mon mari n'a pas pu vous connaître personnellement. Pourtant notre vie tenait à la vôtre par les liens de vos généreuses dispositions et votre aide dans les jours difficiles que nous avons souvent connus. En Norvège, nous nous trouvions sous la menace de mort imminente et il n'y a pas eu un seul pays au monde qui ait osé venir en aide à l'exilé. L'exception est venue du légendaire Mexique avec son peuple généreux, compréhensif et indépendant. Vous avez prolongé de quarante-trois mois la vie de Léon Trotsky. Je garde dans mon cœur ma gratitude pour ces quarante-trois mois. Non seulement moi, mais des centaines de milliers de purs combattants, qui luttent pour la rénovation de l'humanité.

Votre affectueuse attention nous a soutenus dans les douloureux moments de la perte de notre fils en février 1938. Et vous êtes revenu nous appuyer après la perfide attaque de nos ennemis contre notre maison, le 24 mai. Le samedi 24 août, vous avez une fois de plus témoigné votre résolution à l'égard de celui qui avait reçu de vous la possibilité de vivre en terre mexicaine. Permettez-moi, Monsieur le Président, de répéter ici l'expression de ma très profonde reconnaissance pour le peuple du Mexique, pour son gouvernement et pour vous particulièrement.

Natalia Sedov Trotsky

Notes de lecture

Agis Stinas, Mémoires. Un révolutionnaire dans la Grèce du XXe siècle, La Brèche, 1990.

La Brèche publie avec une préface de Michel Pablo (M. Raptis) les mémoires d'un militant communiste oppositionnel grec, A. Stinas (1900-1989). C'est déjà un problème en soi. La Brèche est liée à la LCR ; personne ne doit lui reprocher de publier le texte d'un adversaire, Stinas n'ayant été trotskyste que peu de temps et se rattachant en définitive à l'école de Cornelius Castoriadis. Mais pas mal de trotskystes grecs et autres regrettent cette publication sans qu'ait été annoncée la publication d'œuvres du principal dirigeant et martyr de l'Opposition en Grèce, Pantelis Pouliopoulos, adversaire politique de Stinas, fusillé par les fascistes. Pour moi, il faut publier Pouliopoulos aussi et vite.

Ceci dit, j'étais content de lire le travail du vieux combattant que fut Stinas et j'ai été profondément déçu : au soir de sa vie, il a réglé ses comptes sans vergogne et fait preuve d'une particulière mauvaise foi avec ses adversaires politiques, montrant très clairement ce qu'il ne faut pas faire. J'en prendrai quelques exemples.

1. Stinas considère que l'EAM, le mouvement de résistance populaire contrôlé par le PC grec, était « un mouvement nationaliste et pro-impérialiste ». C'est son droit. Il nous parle avec affection du dirigeant trotskyste aveugle de guerre Stavros Verouchis, militant de l'EAM pendant la guerre, qui croyait que « ce mouvement nationaliste portait en lui les possibilités objectives de sa transformation à terme en révolution socialiste ». Devenu très influent dans sa région avec des responsabilités importantes, Verouchis fut assassiné par les staliniens. Stinas écrit :

« Sa fin démentit tragiquement ses illusions sur le mouvement nationaliste ».

Relevons l'abus de langage qui ne permet pas de comprendre pourquoi Churchill a brisé ce « mouvement pro-impérialiste » et pourquoi Staline l'a livré. mais en quoi l'analyse de Verouchis est-elle démentie par son assassinat ? Andrés Nin a-t-il eu tort de croire qu'il vivait en Espagne une révolution

puisque les staliniens l'ont tué ? Et Trotsky, tombant sous les coups de Mercader, devait-il se dire : « Tiens, je me suis trompé sur octobre 1917 » ? Cette façon de polémiquer, malheureusement trop répandue, ne bénéficie à personne.

2. Il arrive d'ailleurs souvent qu'elle serve directement les staliniens. Par exemple, quand il mentionne Aris, l'*archikapetanos* Velouchiotis, membre du PC et chef militaire de l'EAM, c'est pour le stigmatiser comme un homme de main, un renégat, ayant « signé » en prison pour être libéré, un tueur de militants honnêtes. Sans doute Velouchiotis était-il tout cela au moins en partie, mais ce portrait enchantera les staliniens grecs qui l'ont qualifié de « mouchard » pour sa libération et de « tueur », non pas à cause de l'assassinat des trotskystes, mais pour sa lutte avec les paysans pauvres. A-t-on le droit, dans des mémoires de révolutionnaire, de mentionner Aris Velouchiotis sans dire qu'il est mort assassiné par la réaction la plus noire aux cris de joie de la presse stalinienne qui le dénonçait parce qu'il s'opposait au désarmement des partisans ?

3. Même question à propos de Michel Raptis qui fut compagnon de combat de Stinas brièvement avant-guerre mais suivit une politique tout autre ensuite ; Stinas a le droit de discuter avec lui, mais pas celui de le salir par insinuation. Page 345, il explique que M. Raptis a été libéré de prison en 1937 après avoir « signé » une déclaration, puis qu'il est parti à l'étranger avec l'accord des autorités. Sans autre commentaire. Bien. Page 185-186, il a parlé des cadres du PC qui ont « signé », « ces *dilosias*, transfuges, traîtres, purs produits de la formation théorique, politique et morale que dispensent les PC ». Bien entendu, ce n'est pas de Raptis qu'il parle, mais il insinue et mon sentiment est que Raptis est bien bon d'avoir écrit quand même une présentation sympathique avec une critique politique aussi sévère dans le fond que mesurée dans la forme. La discussion, ce n'est pas l'insinuation malveillante, la suggestion qui se garde bien d'affirmer, le discrédit jeté sur l'idée à travers ce qu'on attribue à l'homme.

4. Et finalement, Stinas, dans sa polémique avec Trotsky, franchit allègrement les limites que même les épigones staliniens hésitent aujourd'hui à franchir, quand il écrit, contre la conception de Trotsky de l'URSS comme un « Etat ouvrier dégénéré » :

« Trotsky fut le théoricien de la révolution socialiste le plus incompetent et le plus incapable. Il fut un des faux chefs qui, par leurs discours et leurs œuvres, par la « dialectique » et les mitrailleuses, barrèrent la route à la révolution et replacèrent les ouvriers sous le joug »

Influence « libertaire » comme dit le traducteur ? J'y vois plutôt un anti-communisme saisissant. Et je suis saisi aussi de la façon catégorique dont le traducteur assure que Stinas, qui avait vécu la guerre « en spectateur » — tout

un programme ! —, met à mal dans ses mémoires « les légendes dorées, en particulier celle de la Seconde Guerre Mondiale avec sa « croisade des démocraties » et ses « maquis rouges » (p. 13).

Le travail de l'historien est plus sérieux et exige plus de sens de responsabilité que n'en manifeste l'auteur de cette phrase. Aux *Cahiers*, nous n'avons pas la prétention de régler cette question après quatre numéros spéciaux sur les trotskystes dans la guerre...

Une dernière remarque à propos d'une de ces désinvolture qui font mal. Un post-scriptum non signé signale — sans perfidie, espérons-le — que « les *Cahiers Léon Trotsky* avaient annoncé un numéro sur le mouvement trotskyste en Grèce, qui n'a jamais vu le jour ».

C'est vrai. Nikos Syngas, qui s'en était chargé, a commis une grave erreur. Il est mort avant de l'avoir réalisé, très jeune encore.

Mais sans doute qu'à La Brèche on ne savait pas et surtout qu'on n'a pas le téléphone pour éviter ce genre de petite phrase ?

S'excuser ne sert à rien : il faut veiller à ne pas recommencer.

P. Broué

Sur le livre *Le sang de l'étranger* de S. Courtois, D. Peschanski, A. Rayski, Fayard, mars 1989.

Les auteurs inscrivent leur ouvrage dans le débat ouvert au printemps 1985 par le film de Mosco : Les terroristes à la retraite, relatif aux FTP-MOI de la région parisienne. Ils affirment avoir résolu « l'affaire Manouchian » mais aussi les « affaires » qui ont pour nom Henri Krasucki, Jean Jérôme, Dawidowicz ou Epstein¹; ceci grâce, notamment, à l'accès aux dossiers des Brigades spéciales des renseignements généraux. Plus généralement, l'ouvrage est placé, ne serait-ce que par son titre, dans un débat plus vaste sur l'identité nationale et sur l'immigration.

Au moins deux des auteurs, S. Courtois et A. Rayski, opèrent un revirement total de position par rapport à 1985. Ils expliquaient à cette époque que le PCF avait « sacrifié » les combattants de la MOI parisienne (abusivement qualifiée de « groupe Manouchian »); aujourd'hui, convaincus sans doute par la lecture des rapports de police, les auteurs soutiennent la thèse centrale d'une très grande capacité de la police française.

Rapports de filatures à l'appui, la toile d'araignée tissée par les B.S. est minutieusement reconstituée² et, les événements s'enchaînant logiquement, parfois agrémentés d'une guerre des polices entre les B.S. et la 3ème section des R.G, l'aboutissement ultime sera le coup de filet policier dans lequel tomberont les combattants. Ainsi, « le sang de l'étranger » irriguera la terre de France tandis que des Français, policiers vichystes notamment, se mettaient au service de l'occupant nazi. Les auteurs défendent la vieille thèse assimilationniste par rapport à l'immigration; thèse selon laquelle, au moins dans une de ses versions, « l'étranger » se fonderait dans la nation en payant le prix du sang. Cette thèse se présente toujours comme contraire à la xénophobie et au racisme. Mais n'est-elle pas, elle aussi, un versant du nationalisme français, le versant « républicain », qui prétend ramener les « étrangers » à une identité nationale dont les référents seraient : la république parlementaire, les droits de l'homme etc...

Même si ce travail apporte quelques précisions utiles sur l'organisation interne de la MOI, sur son dispositif central, il mérite cependant un certain nombre de remarques critiques.

Tout d'abord, la présentation concède à une tendance actuelle qui vise à

1. pp. 200, 288, 355.

2. pp. 186-187

réduire l'histoire à une succession « d'affaires » à confondre histoire et journalisme et pousse à la médiatisation comme c'est le cas avec le sous-titre: « Les immigrés de la MOI dans la Résistance » qui, s'il attire l'attention, ne recouvre pas la réalité de l'ouvrage: l'étude de la MOI de la région parisienne .

Ensuite, des affirmations du genre : « Des dirigeants et des militants de la MOI ont été associés au fonctionnement des services soviétiques, en particulier comme soutien logistique; mais on ne peut en induire une dépendance structurelle et organisationnelle." ¹ sont d'autant plus stupéfiantes que l'ouvrage fournit des données biographiques de plusieurs cadres MOI qui tendent à prouver le contraire. Comment imaginer que Staline ait laissé échapper l'appareil de la MOI au contrôle de ses services ? A moins que cette déconnection de la MOI d'avec l'URSS, c'est à dire, à l'époque, ce qui incarnait la Révolution réalisée — même sous sa forme stalinienne pervertie — ait un sens profond pour les auteurs de ce livre ?

Enfin, et là se trouve sans doute la réponse à cette question, les auteurs oublient la dimension révolutionnaire de ces combattants de la MOI qui s'inscrivaient dans une histoire immense, celle du temps des révolutions, celle de l'Internationale, une histoire qui se faisait sur des champs de bataille ayant noms : Budapest, Guadalajara, Shanghai ou Paris. Ils réduisent l'engagement des combattants FTP-MOI à un particularisme communautaire, juif ou immigré, à une réaction de défense ou de vengeance de gens issus de groupes persécutés.

Or, rien n'était plus étranger à ces militants MOI que le particularisme religieux, communautaire ou national puisque leur figure militante était l'universalité elle-même. Et cette vision d'un engagement lié à un particularisme efface la subjectivité révolutionnaire qui animait les militants MOI, obscurcit la singularité de leur engagement et, en fin de compte, dénie toute grandeur et sens à leur action, rendant ainsi plus opaque la pensée de la MOI.

Tout se passe comme si, à l'heure du vaste bilan du stalinisme à l'échelle mondiale, du bilan de la politique stalinienne du PCF, de la crise même de la révolution comme vecteur de la politique, le paradigme de toute pensée sur cette époque devait être l'oubli qu'il y eut des révolutionnaires internationalistes sous prétexte qu'ils furent instrumentés par la politique de Staline. Ce livre participe de cette pensée.

J.Y. Boursier

1. *Ibidem*

Courrier des lecteurs

Al Richardson corrige la biographie de Louis Sinclair publiée dans le numéro 44.

Al Richardson, de *Revolutionary History*, nous écrit :

« Je veux corriger votre notice nécrologique sur Louis Sinclair. Il s'agit de l'affirmation selon laquelle il fut recruté à la Revolutionary Socialist League en 1937. C'est tout à fait impensable car il n'y eut pas d'organisation de ce nom avant février 1938. Erreur malencontreuse car répétée dans toute la presse trotskyste et même aux Etats-Unis.[...]

Je suis encore incapable de savoir qui il rejoignit — parce que c'est à peu près à cette époque que le groupe Mercer transféra son allégeance du Marxist Group de CLR James aux Bolcheviks-Léninistes dans le Labour Party dirigés par Denzil Harber et Starkey Jackson — personne ne semble savoir si Sinclair rejoignit Mercer avant ou après cela, mais la probabilité penche pour après.

Ainsi ne put-il rejoindre la Revolutionary Socialist League qu'en août 1938, lors de l'adoption de ce nom pour la section unifiée, le groupe bâti par Cannon à la « Conférence de Paix et d'Unité » de Clapham (Cf. *War and the International*, p. 22).

En tout cas, il est important de relever que Sinclair était un partisan de Mercer, lequel était marié à la fille de John MacLean, et le suivit dans la Fraction de gauche bâtie dans la RSL pendant la guerre. »

John Archer nous écrit au sujet de la notice nécrologique de Gerry Healy.

On ne sait pas la date à laquelle Healy fut exclu du PC, mais c'est en août 1937 qu'il fut admis dans le groupe *Militant* qui militait au sein du Labour Party. Il rejoignit en décembre de la même année la minorité qui allait former la Workers International League, laquelle combattit en 1938 la tentative de réunification menée par Cannon. John Archer poursuit:

« Il n'y a pas de preuve pour étayer l'affirmation selon laquelle il fut délégué (shop steward) dans une usine de munitions ou ailleurs. L'ayant bien connu pendant plus de vingt ans, je me permettrai d'avancer l'idée qu'il était incapable par tempérament de supporter la vie dans une grande usine et je soupçonne qu'il n'y a là que l'expression, d'une vie imaginaire qui lui servit bien entendu à impressionner plus tard ses partisans ».

Rappelant que c'est en 1974 que Gerry Healy forma le Workers Revolutionary Party à partir de la Socialist Labour League, notre ami conclut que nous avons eu raison d'écrire que « Gerry Healy ne fut pas toute sa vie le dirigeant paranoïaque et brutal que certains ont connu » et qu'il « avait été un militant dévoué et convaincu ».

Il écrit : « Je crois que seul ce jugement, basé sur des faits connus, peut permettre une évaluation objective de la politique de sa remarquable carrière ».

Les départs

Hal Draper (1914-1990)

Harold, qu'on appela Hal, Draper était né en 1914. Il est mort à Berkeley le 26 janvier 1990.

Il était entré dans le mouvement socialiste en 1932 en adhérant à la Students League for Industrial Democracy; l'année suivante, il rejoignait la Young People's Socialist League, organisation de jeunesse du parti socialiste américain, déjà traversée par les courants révolutionnaires.

D'abord responsable des étudiants socialistes à New York, il accéda très vite aux postes dirigeants à l'échelon national et, en 1936, dans la bataille politique interne qui commençait, était l'un des leaders de la gauche - le RPC, compagnon de route du PC - chez les « Ypsels ».

Il se rapprocha très vite des trotskystes qui venaient d'entrer dans le parti socialiste et c'est avec leur appui qu'en pleine crise il devint secrétaire national des YPSL en 1937. Il venait alors de rejoindre leur fraction dans le PS et partit avec eux pour fonder le Socialist Workers Party (SWP), que l'organisation de jeunesse suivit. Responsable « jeunes » du SWP, il quitta ce poste en 1939 pour devenir responsable de la formation des militants. Il alla rendre visite à Trotsky à Coyoacán.

En 1939, il prit parti avec Shachtman contre Trotsky et la majorité du SWP dirigée par Cannon dans la débat sur la nature de l'URSS et le régime du parti. Il fut ensuite l'un des principaux dirigeants du Workers Party fondé par la minorité exclue du SWP, rédacteur en chef de sa revue *New Internationalist* et de l'hebdomadaire *Labor Action*, fonctions qu'il continua à assurer lors de la transformation de son organisation en Independent Socialist League, qui ambitionnait d'être « la gauche » du PS. Il quitta de nouveau le parti socialiste au moment de la guerre du Vietnam pour fonder et animer les International Socialists.

Bibliothécaire à Berkeley, il fut étroitement mêlé au mouvement pour la liberté de parole et un des inspirateurs du Free Speech Movement puis de l'agitation étudiante, collaborant étroitement avec le leader étudiant de Berke-

ley, Mario Savio. Les jeunes de l'époque ont gardé le souvenir d'un ancien qui savait écouter et n'était pas un donneur de leçons.

Il avait pris il y a quelques années une retraite studieuse sur la colline qui domine Berkeley et la splendide baie de San Francisco. Sa compagne Anne était morte en 1973. Socialiste convaincu jusqu'à son dernier moment, Hal Draper récusait la vieille distinction entre « réformistes » et « révolutionnaires » et voyait le clivage fondamental entre partisans du « socialisme par le haut » et du « socialisme par le bas ». Il avait repris l'ancienne formule de Shachtman sur « le troisième camp ». Ses dernières années furent particulièrement fécondes. Il écrivit notamment les quatre volumes de *Karl Marx's Theory of Revolution* et les trois de *Marx-Engels Chronicle, Register* et *Glossary*.

Hal Draper suivait les activités de l'Institut Léon Trotsky et avait reçu en 1983 notre ami Pierre Broué. Nous nous inclinons devant sa mémoire.

Jake Cooper (1917-1990)

Jake Cooper est mort le 8 septembre 1990, à Minneapolis. Il était né Jakov Kuper à S-Paul en 1917 d'une famille de paysans pauvres ukrainiens d'origine juive qui avaient émigré en 1905. Il avait cinq ans quand ses parents ouvrirent une minuscule boutique à Chaska, près de Minneapolis, et travaillèrent dur dans un ambiance odieuse d'antisémitisme ouvert.

Jake fut mis en contact avec les idées socialistes et le mouvement trotskyste par son beau-frère, Max Geldman, mari de sa soeur Goldy et militant de l'Opposition de gauche. En 1936, il alla avec eux à Minneapolis et, membre de la fraction trotskyste du PS, trouva du travail comme chauffeur de camion et se syndiqua au Local 574, qui avait dirigé la fameuse grève de 1934 et était un foyer de militantisme actif. Il y devint rapidement le chef de l'organisation de défense ouvrière, l'Union Defense Guard : cible de la répression, il fut à l'époque deux fois emprisonné.

En avril 1940, le SWP, dont il était membre depuis sa fondation, lui confia la mission de confiance d'aller à Coyoacán pour y être « garde » de Trotsky. Il avait alors 24 ans. Impressionné par sa carrure, Siéva l'appela « Hercule ». Il


était présent lors de la première attaque contre la maison de Trotsky, le 24 mai 1940, mais se trouvait loin de la maison le jour du meurtre.

Revenu à Minneapolis en septembre 1940, il y reprit ses activités politiques et syndicales, ce qui lui valut d'être victime en juin 1941 d'une brutale agression de la part de sbires des bureaucrates syndicaux — qui devait lui laisser pour le reste de ses jours son caractéristique nez de boxeur. Le mois suivant, il était inculpé avec d'autres militants et dirigeants du SWP, et accusé de « conspiration pour renverser le gouvernement ». Il fut condamné à seize mois de prison, la peine la plus lourde encourue, qu'il purgea à la prison de Sandstone. Libéré en 1945, il épousa sa compagne Lilian (il disait que la séparation d'avec elle avait été le plus dur de la peine infligée). Les années suivantes furent difficiles car Jake était sur les listes noires du patronat et ne resta guère dans les rares emplois qu'il put trouver. En 1949, ils se replièrent sur Chaska et reprirent la boutique des parents de Jake.

Là aussi ils eurent à lutter contre la haine qu'on lui portait en tant que juif et socialiste : ils furent souvent insultés, menacés, notamment au téléphone la nuit, et même victimes d'une campagne de boycott bien organisée par la fine fleur de la réaction locale. Jake et Lilian tinrent bon, avec leurs six enfants, et, pour finir, furent acceptés par la population, la petite boutique des parents devenant un prospère super-marché. Il n'avait, par force, que peu d'activité politique pour le SWP dont il ne cessa pas d'être membre, mais il « rempila » lorsqu'il jugea que son parti s'engageait sur une mauvaise voie : en 1981, il fut de la charrette des exclus du SWP, ce qui le conduisit en 1983 au congrès de fondation de Socialist Action. Il eut encore des heures de militantisme en organisant le « comité de ravitaillement » du Local P9 de l'UPCW (travailleurs de l'alimentation), dans le cours d'une longue grève de 18 mois en 1985 et 1986. Il écrivit sur cette grève une brochure dont il tirait légitimement beaucoup de fierté.

Jake Cooper fut invité à Mexico le 20 août pour la cérémonie officielle du 50e anniversaire de l'assassinat de Trotsky, où il côtoya l'ambassadeur soviétique, sans joie mais avec un sentiment de revanche tout de même. Il participa au séminaire qui suivit et y donna une communication qui passionna son auditoire et souleva une bonne discussion. Jake Cooper était un ami de l'Institut Léon Trotsky. Il avait reçu chez lui notre camarade Pierre Broué en 1989 et passa des soirées avec lui à conter ses souvenirs pendant leur séjour commun à Mexico en août dernier. Que Lilian et ses enfants ainsi que tous les camarades de Socialist Action reçoivent le témoignage de la respectueuse affection que méritait bien Jake, vaillant combattant et excellent camarade.

FILMÉ D'APRÈS LES DOCUMENTS FOURNIS
CET OUVRAGE A ÉTÉ

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN DÉCEMBRE 1990
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
LIENHART & C^e A  AUBENAS D'ARDÈCHE

DÉPÔT LÉGAL : Décembre 1990
N° 4893. Imprimé en France

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *OEuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des OEuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky (Gautier - C.L.T. : 63 rue Thiers 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis, Paris (10^e) et de la Brèche, 9 rue de Tunis, Paris (11^e).

L'une des conséquences
de la perestroïka
est le « retour » dans l'histoire de l'URSS
de ceux
qui en avaient été chassés,
le début d'une réécriture d'ensemble :
Pierre Broué fait le point sur la question.

Son travail est suivi d'articles sur Trotsky rédigés
par des **historiens soviétiques** de bords différents,
presque tous à l'intention des *Cahiers Léon Trotsky*.
En soi un événement.

ISSN 0181 - 0790

Prix : 70 F

Cahiers Léon Trotsky □ **Institut Léon Trotsky**